

**Ministère de l'Industrie, du
Commerce et de l'Artisanat**

Secrétariat Général

**Direction Générale des Etudes
et des Statistiques Sectorielles**



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

Tableau de Bord Statistique 2012

Réalisé avec l'appui du Programme d'appui au renforcement de la gestion des finances publiques et des statistiques (Par-Gs) financé par l'Union européenne.



Juin 2015

AVANT-PROPOS

Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA) s'est engagé à mettre régulièrement à la disposition des usagers, des informations statistiques concernant les secteurs de l'industrie, du commerce et de l'artisanat. C'est ainsi qu'à la suite de l'Annuaire statistique 2012 de l'industrie, du commerce et de l'artisanat et pour permettre une meilleure exploitation des données qui y figurent, un document analytique a été produit.

Ce document, dénommé Tableau de Bord Statistique, analyse l'évolution des principaux indicateurs contenus dans l'Annuaire statistique 2012 sur la période 2003-2012. Il traduit la volonté du département à contribuer à une meilleure visibilité des actions et des politiques de développement en matière d'industrie, de commerce et d'artisanat et à de meilleures prises de décisions.

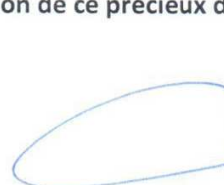
La production de ce Tableau de Bord Statistique a bénéficié de l'appui du Programme d'appui au renforcement de la gestion des finances publiques et des statistiques (Par-Gs). J'adresse mes sincères remerciements audit programme et à l'ensemble des acteurs qui ont contribué à l'élaboration du présent document.

Conscient que la production d'informations statistiques concernant la gestion des domaines clés de l'économie que sont l'industrie, le commerce et l'artisanat, est une nécessité pour mon département, je reste confiant que désormais ces statistiques seront produites et publiées de façon régulière et dans les délais raisonnables afin de permettre aux acteurs du développement d'avoir un aperçu chiffré des performances de notre département.

Malgré les efforts déployés par l'ensemble des acteurs, cette première édition du Tableau de Bord Statistique pourrait encore comporter des insuffisances et des lacunes. Aussi, vos contributions et vos observations sont-elles vivement attendues pour une amélioration des productions futures.

Je fonde l'espoir que le présent Tableau de bord Statistique répondra à vos attentes et aidera à une meilleure compréhension des statistiques sur les secteurs de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat.

Bonne lecture et surtout bonne exploitation de ce précieux document !



Hippolyte DAH
Chevalier de l'Ordre National

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS.....	3
SOMMAIRE.....	5
Liste des tableaux	9
Liste des cartes	11
Résumé	12
Chiffres clés	13
Contexte	15
1. MOYENS DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT	16
1.1. Moyens humains	16
1.2. Moyens financiers	18
2. LES ENTREPRISES	20
2.1. Les entreprises enregistrées à la CCI-BF	20
2.2. Les entreprises enregistrées aux CEFORE	22
2.3. Les entreprises du répertoire statistique des entreprises de l'INSD	24
2.4. Les sociétés d'Etat dans leur ensemble	26
2.5. Les sociétés d'Etat BUMIGEB et LNBTP	30
2.6. Les sociétés d'Etat LONAB et ONEA	32
2.7. Les sociétés d'Etat SONABEL et SONABHY	34
2.8. Les sociétés d'Etat SONAGESS et SONAPOST	36
2.9. Les sociétés d'Etat SONATUR et SOPAFER-B	38
2.10. Les sociétés d'Etat CARFO et CNSS	40
3. L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES	44
3.1 Documents d'investissements	46
3.2 Documents de commerce	48
4. LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	50
5. LA QUALITE	52
6. LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	54
6.1. Les entreprises industrielles enregistrées à la CCI-BF	54
6.2. Les entreprises industrielles du répertoire de la Direction générale de l'industrie (DGI)	58
6.3 L'Indice harmonisé de la production industrielle	60
7. LE COMMERCE	62
7.1. Les entreprises commerciales enregistrées à la CCI-BF	62
7.2. Commerce extérieur	66
7.2.1. Principaux produits exportés	68
7.2.2. Principaux produits importés	70
7.3. Commerce intérieur	72
7.3.1 Prix de détail de produits sur quelques marchés	72
7.3.2 Prix de bétail sur quelques marchés	76
7.3.3 Prix des hydrocarbures	79
7.3.4 Indices des prix à la consommation	81
7.3.5 Commercialisation du bétail	83
8. L'ARTISANAT	85
8.1 Les entreprises artisanales enregistrées à la CCI-BF	85
8.2 Le Salon international de l'artisanat de Ouagadougou	87
8.3 Le Village artisanal de Ouagadougou	89
Annexes	92
Glossaire des termes utilisés	92

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AE	: Autorisation d'exercer le commerce par les étrangers
AGETEER	: Agence d'exécution des travaux eau et équipement rural
AGETIB	: Agence des travaux d'infrastructures du Burkina
APEX-Burkina	: Agence pour la promotion des exportations du Burkina
ASE	: Autorisation spéciale d'exportation
ASI	: Autorisation spéciale d'importation
BCEAO	: Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest
BUMIGEB	: Bureau des mines et de la géologie du Burkina
CARFO	: Caisse autonome de retraite des fonctionnaires
CCI-BF	: Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso
CEFORE	: Centre de formalités des entreprises
CEGECI	: Centre de gestion des cités
CGCE	: Classification par grandes catégories économiques
CNPI	: Centre national de la propriété industrielle
CNSS	: Caisse nationale de sécurité sociale
CO	: Certificat d'origine
CPC	: Carte professionnelle de commerçant
DAF	: Direction de l'administration et des finances
DGA	: Direction générale de l'artisanat
DGCRF	: Direction générale de contrôle économique et de la répression des fraudes
DGESS	: Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGI	: Direction générale de l'industrie
DGPE	: Direction générale de la promotion de l'entreprise
DGU-CI	: Direction des guichets uniques du commerce et de l'investissement
DPI	: Déclaration préalable d'importation
DRH	: Direction des ressources humaines
FCFA	: Franc des communautés financières d'Afrique
GIE	: Groupement d'intérêt économique
IDH	: Indice de développement humain
IGAE	: Inspection générale des affaires économiques
INSN	: Institut national de la statistique et de la démographie
IPH	: Indice de pauvreté humaine
LNBT	: Laboratoire national du bâtiment et des travaux publics
LONAB	: Loterie nationale burkinabè
MEBF	: Maison de l'entreprise du Burkina Faso
MICA	: Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat
Na	: Non applicable
Nd	: Non disponible
Nda	: Non désigné ailleurs
OAPI	: Organisation africaine de la propriété intellectuelle
ONATEL-SA	: Office national des télécommunications-société anonyme
ONEA	: Office national de l'eau et de l'assainissement
PNUD	: Programme des Nations unies pour le développement
RSE	: Répertoire statistique des entreprises

SA	: Société anonyme
SARL	: Société à responsabilité limitée
SCP	: Société civile professionnelle
SEM	: Société d'économie mixte
SEPB	: Société d'exploitation des phosphates du Burkina
SIAO	: Salon international de l'artisanat de Ouagadougou
SOGEO	: Société de gestion de l'abattoir frigorifique de Ouagadougou
SONABEL	: Société nationale d'électricité du Burkina
SONABHY	: Société nationale burkinabè d'hydrocarbures
SONAGESS	: Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire
SONAPOST	: Société nationale des postes
SONATUR	: Société nationale d'aménagement des terrains urbains
SOPAFER-B	: Société de gestion du patrimoine ferroviaire du Burkina
VAO	: Village artisanal de Ouagadougou

Liste des tableaux

Tableau 1.1 : Population du Burkina Faso par sexe sur la période de 2003 à 2012 en milieu d'année (en milliers)	13
Tableau 1.2 : Quelques indicateurs économiques (en milliards FCFA)	13
Tableau 1.3 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF par catégorie d'activité	13
Tableau 1.4 : Rang du Burkina Faso dans le Classement mondial de Doing Business	13
Tableau 1.5 : Personnel du MICA selon le sexe.....	17
Tableau 1.6 : Evolution des dotations budgétaires du MICA (en milliards de FCFA)	19
Tableau 2.1 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF par catégorie d'activités	21
Tableau 2.2 : Entreprises enregistrées au CEFORÉ par région.....	23
Tableau 2.3 : Répartition des entreprises par branches d'activités	25
Tableau 2.4 : Indicateurs des sociétés d'Etat (en millions de FCFA).....	27
Tableau 2.5 : Indicateurs globaux des sociétés d'Etat (en millions de FCFA)	27
Tableau 2.6 : Effectifs des sociétés d'Etat	27
Tableau 2.7 : Quelques données du BUMIGEB et du LNBTP (en millions FCFA)	31
Tableau 2.8 : Quelques données de la LONAB et de l'ONEA (valeurs en millions FCFA	33
Tableau 2.9 : Quelques données de la SONABEL et de la SONABHY (valeurs en millions FCFA	35
Tableau 2.10 : Quelques données de la SONAGESS et de la SONAPOST (valeurs en millions FCFA	37
Tableau 2.11 : Quelques données de la SONATUR et de la SOPAFERB (valeurs en millions FCFA	39
Tableau 2.12 : Quelques données de la CARFO et de la CNSS (valeurs en millions FCFA).....	41
Tableau 3.1 : Quelques indicateurs économiques.....	45
Tableau 3.2 : Répartition des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou.....	47
Tableau 3.3 : Documents de commerce délivrés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso.....	49
Tableau 4.1 : Dépôts de demandes de titres acceptées par l'Organisation africaine de propriété intellectuelle (OAPI)....	51
Tableau 5.1 : Nombre d'analyses de qualité effectuées par type de produits	53
Tableau 6.1 : Répartition des entreprises industrielles selon la branche d'activité.....	55
Tableau 6.2 : Répartition des entreprises industrielles selon la tranche d'âge	57
Tableau 6.3 : Evolution des variables de gestion des entreprises industrielles (en millions de FCFA).....	59
Tableau 6.4 : Evolution de l'indice trimestriel de production industrielle par type d'industries	61
Tableau 7.1 : Nombre d'entreprises commerciales par type de commerce	63
Tableau 7.2 : Importations et des exportations (en milliards FCFA)	67
Tableau 7.3 : Exportations par continent (en milliards FCFA)	69
Tableau 7.4 : Principaux produits exportés (en milliards FCFA).....	69
Tableau 7.5 : Importations par continent (en milliards FCFA).....	71
Tableau 7.6 : Principaux produits importés (en milliards FCFA).....	71
Tableau 7.7 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Ouagadougou.....	73
Tableau 7.8 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Bobo-Dioulasso	73
Tableau 7.9 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Dori.....	73
Tableau 7.10 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à	73
Solenzo	73
Tableau 7.11 : Evolution des prix moyens annuels de quelques bétails en bon état à Ouagadougou abattoir (en milliers de FCFA).....	77
Tableau 7.12 : Evolution des prix moyens annuels de quelques bétails en bon état à Pouytenga (en milliers de FCFA).....	77
Tableau 7.13 : Evolution des prix moyens annuels de quelques bétails en bon état à Kaya (en milliers de FCFA).....	77
Tableau 7.14 : Evolution des prix moyens annuels de quelques bétails en bon état à Gorom-Gorom (en milliers de FCFA).....	77
Tableau 7.15 : Variation des prix vente sortie dépôts des hydrocarbures à Bingo	80
Tableau 7.16 : Variation des prix à la pompe des hydrocarbures à Ouagadougou	80
Tableau 7.17 : Variation des prix sortie dépôts des hydrocarbures à Bobo-Dioulasso	80
Tableau 7.18 : Variations moyennes annuelles de l'indice des prix à la consommation par fonction de 2004 à 2012	82
Tableau 7.19 : Evolution des abattages contrôlés par espèces (en carcasses)	84
Tableau 8.1 : Nombre d'entreprises artisanales par statut juridique.....	86
Tableau 8.2 : Principaux indicateurs du SIAO en 2012	88
Tableau 8.3 : Ventes des produits et nombre d'ateliers du village artisanal de Ouagadougou	90

Liste des graphiques

Graphique 1.1 : Personnel du MICA.....	17
Graphique 1.2 : Personnel du MICA en 2012 par tranche d'âge	17
Graphique 1.3 : Evolution des effectifs du personnel du MICA selon le niveau de formation	17
Graphique 1.4 : Personnel du MICA en 2012	17
Graphique 1.5 : Dotations budgétaires du MICA (en milliards de FCFA)	19
Graphique 1.6 : Part du budget MICA (%) par rapport à l'ensemble du budget	19
Graphique 1.7 : Taux d'exécution du budget du MICA (%)	19
Graphique 1.8 : Structure du budget du MICA (%)	19
Graphique 2.1 : Evolution du nombre d'entreprises enregistrées à la CCI-BF par catégorie d'activité (milliers)	21
Graphique 2.2 : Taux d'accroissement des entreprises enregistrées à la CCI-BF(%).....	21
Graphique 2.3 : Pourcentage des entreprises enregistrées à la CCI-BF par localisation en 2012	21
Graphique 2.4 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF selon l'origine du capital (%)	21

Graphique 2.5 : Evolution du nombre d'entreprises enregistrées au CEFORE	23
Graphique 2.6 : Répartition des entreprises enregistrées au CEFORE en 2012 (%) par localisation	23
Graphique 2.7 : Evolution du nombre d'entreprises du répertoire statistique des entreprises de l'INSD.....	25
Graphique 2.8 : Répartition des entreprises enregistrées du RSE par branche d'activité (%) en 2010.....	25
Graphique 2.9 : Répartition des entreprises enregistrées du RSE par branche d'activité (%).....	25
Graphique 2.10 : Répartition des entreprises enregistrées du RSE par statut juridique (%)	25
Graphique 2.11 : Evolution du cumul du chiffre d'affaires des sociétés d'Etat (en millions de FCFA)	29
Graphique 2.12 : Evolution du cumul de la valeur ajoutée des sociétés d'Etat (en millions de FCFA)	29
Graphique 2.13 : Evolution du cumul des excédents bruts d'exploitation des sociétés d'Etat (en millions de FCFA)	29
Graphique 2.14 : Evolution du cumul des bénéfices des sociétés d'Etat (en millions de FCFA)	29
Graphique 2.15 : Evolution du cumul des masses salariales des sociétés d'Etat (en millions de FCFA)	29
Graphique 2.16 : Evolution du cumul des effectifs employés des sociétés d'Etat	29
Graphique 2.17 : Evolution du chiffre d'affaires du BUMIGEB (en millions de FCFA)	31
Graphique 2.18 : Evolution des effectifs du BUMIGEB.....	31
Graphique 2.19 : Evolution du chiffre d'affaires du LNBTP (en millions de FCFA).....	31
Graphique 2.20 : Evolution des effectifs du LNBTP.....	31
Graphique 2.21 : Evolution du chiffre d'affaires de la LONAB (en millions de FCFA).....	33
Graphique 2.22 : Evolution des effectifs de la LONAB	33
Graphique 2.23 : Evolution du chiffre d'affaires de l'ONEA (en millions de FCFA).....	33
Graphique 2.24 : Evolution des effectifs de l'ONEA	33
Graphique 2.25 : Evolution du chiffre d'affaires de la SONABEL (en millions de FCFA).....	35
Graphique 2.26 : Evolution des effectifs de la SONABEL	35
Graphique 2.27 : Evolution du chiffre d'affaires de la SONABHY (en millions de FCFA)	35
Graphique 2.28 : Evolution des effectifs de la SONABHY	35
Graphique 2.29 : Evolution du chiffre d'affaires de la SONAGESS (en millions de FCFA).....	37
Graphique 2.30 : Evolution des effectifs de la SONAGESS	37
Graphique 2.31 : Evolution du chiffre d'affaires de la SONAPOST (en millions de FCFA).....	37
Graphique 2.32 : Evolution des effectifs de la SONAPOST	37
Graphique 2.33 : Evolution du chiffre d'affaires de la SONATUR (en millions de FCFA)	39
Graphique 2.34 : Evolution des effectifs de la SONATUR	39
Graphique 2.35 : Evolution du chiffre d'affaires de la SOPAFERB (en millions de FCFA)	39
Graphique 2.36 : Evolution des effectifs de la SOPAFERB.....	39
Graphique 2.37 : Evolution du chiffre d'affaires de la CARFO (en millions de FCFA)	41
Graphique 2.38 : Evolution des effectifs de la CARFO.....	41
Graphique 2.39 : Evolution du chiffre d'affaires de la CNSS (en millions de FCFA).....	41
Graphique 2.40 : Evolution des effectifs de la CNSS	41
Graphique 3.1 : Evolution de l'indice harmonisé global des prix à la consommation.....	45
Graphique 3.2 : Evolution de l'indice harmonisé global des prix à la consommation en 2012.....	45
Graphique 3.3 : Evolution du volume des investissements directs étrangers (en milliards de FCFA)	45
Graphique 3.4 : Evolution du crédit intérieur fourni au secteur privé rapporté au PIB (%).....	45
Graphique 3.5 : Evolution du taux de ponction fiscale (%)	45
Graphique 3.6 : Evolution du Classement Doing Business rapporté au nombre de pays classés (%)	45
Graphique 3.7 : Répartition des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou en 2012	47
Graphique 3.8 : Evolution des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou.....	47
Graphique 3.9 : Evolution des déclarations préalables d'importation délivrées	49
Graphique 3.10 : Evolution des CPC et des CO.....	49
Graphique 3.11 : Evolution des documents de commerce délivrés	49
Graphique 4.1 : Evolution de l'ensemble des dépôts de demandes de titres acceptées par l'OAPI.....	51
Graphique 4.2 : Répartition de l'ensemble des dépôts de demandes de titres acceptées par l'OAPI en 2012 (%).....	51
Graphique 4.3 : Evolution des dépôts de demandes de titres acceptées par l'OAPI	51
Graphique 5.1 : Evolution du nombre d'analyses de qualité.....	53
Graphique 5.2 : Répartition des analyses de qualité par produits (%).....	53
Graphique 5.3 : Evolution du nombre d'analyses de qualité des principaux produits	53
Graphique 5.4 : Répartition des analyses de qualité (%).....	53
Graphique 6.1 : Evolution du nombre d'entreprises industrielles.....	55
Graphique 6.2 : Répartition des entreprises industrielles par localité (%)	55
Graphique 6.3 : Répartition des entreprises industrielles par statut juridique en 2012 (%)	55
Graphique 6.4 : Répartition des entreprises industrielles par statut juridique (%)	55
Graphique 6.5 : Répartition des entreprises industrielles par branche d'activités en 2012 (%)	57
Graphique 6.6 : Répartition des entreprises industrielles par tranche d'âge en 2012 (%)	57
Graphique 6.7 : Répartition des entreprises industrielles par origine des capitaux en 2012 (%).....	57
Graphique 6.8 : Répartition des entreprises industrielles par localité en 2012 (%).....	57
Graphique 6.9 : Evolution des indicateurs de gestion des entreprises industrielles (millions FCFA)	59
Graphique 6.10 : Evolution des indicateurs de gestion des entreprises industrielles (millions FCFA).....	59
Graphique 6.11 : Evolution de la production par employé (millions FCFA)	59
Graphique 6.12 : Evolution de l'indice global trimestriel de production industrielle (base 100 en 2007).....	61
Graphique 6.13 : Evolution de l'indice trimestriel de production industrielle des industries extractives (base 100 en 2007)	61
Graphique 6.14 : Evolution de l'indice trimestriel de production des industries du verre, de la céramique (base 100 en 2007)	61

Graphique 6.15 : Evolution de l'indice trimestriel de production des autres industries de fabrication (base 100 en 2007)	61
Graphique 7.1 : Répartition des entreprises commerciales par type de commerce en 2012 (%)	63
Graphique 7.2 : Répartition des entreprises commerciales par localité en 2012 (%)	63
Graphique 7.3 : Répartition des entreprises commerciales par statut juridique en 2012 (%)	63
Graphique 7.4 : Répartition des entreprises commerciales par tranche d'âge de création en 2012 (%)	63
Graphique 7.5 : Répartition des entreprises commerciales par origine des capitaux (%)	65
Graphique 7.6 : Evolution des entreprises du commerce de détail	65
Graphique 7.7 : Evolution des types d'entreprises de commerce autres que le commerce de détail	65
Graphique 7.8 : Evolution des importations et des exportations (en milliards FCFA)	67
Graphique 7.9 : Evolution du taux de couverture (en %)	67
Graphique 7.10 : Evolution des importations et des exportations (en milliards FCFA)	67
Graphique 7.11 : Evolution de la balance commerciale (en milliards FCFA)	67
Graphique 7.12 : Evolution des exportations par principaux pays (en milliards FCFA)	69
Graphique 7.13 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTIC (en milliards FCFA)	69
Graphique 7.14 : Evolution des importations par principaux pays (en milliards FCFA)	71
Graphique 7.15 : Evolution des importations de produits de grande consommation selon la nomenclature CTIC (en milliards FCFA)	71
Graphique 7.16 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Ouagadougou (en FCFA/kg)	75
Graphique 7.17 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Bobo-Dioulasso (en FCFA/kg)	75
Graphique 7.18 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Dori (en FCFA/kg)	75
Graphique 7.19 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Solenzo (en FCFA/kg)	75
Graphique 7.20 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Ouagadougou (en milliers de FCFA)	78
Graphique 7.21 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Pouytenga (en milliers de FCFA)	78
Graphique 7.22 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Kaya (en milliers de FCFA)	78
Graphique 7.23 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Gorom-Gorom (en milliers de FCFA)	78
Graphique 7.24 : Evolution des prix de ventes sorties dépôts Bingo (en FCFA par litre)	80
Graphique 7.25 : Evolution des prix de ventes sorties dépôts de Bobo-Dioulasso (en FCFA par litre)	80
Graphique 7.26 : Evolution mensuelle de l'indice global, de l'indice des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » de 2012	82
Graphique 7.27 : Evolution mensuelle de l'indice global et de l'indice de la fonction « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » de 2012	82
Graphique 7.28 : Evolution mensuelle de l'indice global et de l'indice de la fonction "Restaurants et Hôtels" de 2012	82
Graphique 7.29 : Evolution mensuelle de l'indice global et de l'indice des fonctions « Santé », « Transport » et « Enseignement » de 2012	82
Graphique 7.30 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Ouagadougou (en carcasses)	84
Graphique 7.31 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Bobo-Dioulasso (en carcasses)	84
Graphique 8.1 : Evolution du nombre d'entreprises artisanales du Burkina Faso	86
Graphique 8.2 : Répartition des entreprises artisanales du Burkina Faso en 2012 (%)	86
Graphique 8.3 : Répartition des entreprises artisanales selon le statut juridique en 2012 (%)	86
Graphique 8.4 : Répartition des entreprises artisanales du Burkina Faso en 2012 (%)	86
Graphique 8.5 : Répartition des stands occupés par pays pendant le SIAO en 2012 (%)	88
Graphique 8.6 : Répartition des acheteurs et des visiteurs professionnels par continent au SIAO en 2012 (%)	88
Graphique 8.7 : Nombre de stands occupés par métier pendant le SIAO	88
Graphique 8.8 : Evolution des ventes des produits artisanaux du village artisanal de Ouagadougou (millions FCFA)	90
Graphique 8.9 : Evolution du nombre d'ateliers du village artisanal de Ouagadougou	90
Graphique 8.10 : Répartition des ventes des produits artisanaux du village artisanal de Ouagadougou (%)	90
Graphique 8.11 : Répartition des ventes des produits artisanaux du village artisanal de Ouagadougou en 2012 (%)	90

Liste des cartes

Carte 7.1 : Répartition des entreprises commerciales enregistrées à la CCI-BF par localité en 2012	65
--	----

Résumé

Sur la période de 2003 à 2012, le budget du Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA) est passé de 1,41 milliards de FCFA à 6,4 milliards de FCFA, soit une progression de 353,9%. Cette progression a été marquée par des taux d'accroissement respectifs de 286,1% et de 171,2% pour les périodes 2009-2010 et 2011-2012. Toutefois, il est à noter une baisse considérable en 2011 qui fait passer le budget de 6,10 milliards de FCFA en 2010 à 2,36 milliards de FCFA en 2011.

Le nombre d'entreprises enregistrées à la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF), en hausse permanente depuis 2003, est passé de 20 708 à 59 968 en 2012, soit une hausse de 186,6%. Cette hausse est de 9,2% de 2011 à 2012.

De 2003 à 2012, la CCI-BF a enregistré un nombre croissant d'entreprises pour toutes les catégories d'activités avec cependant une tendance à la baisse des taux d'accroissements d'une année à l'autre.

L'essentiel des entreprises enregistrées à la CCI-BF se concentrent à Ouagadougou avec un pourcentage de 76%, suivi par la ville de Bobo-Dioulasso avec 12% et l'ensemble des autres localités avec 12% pour l'année 2012. De plus, les capitaux de ces entreprises sont à plus de 98% nationaux.

Le nombre des entreprises industrielles connaît une augmentation progressive de 2003 à 2012 et plus de 75% de ces entreprises sont concentrées dans la ville de Ouagadougou. En termes de glissement annuel, l'indice trimestriel de production industrielle est en recul en 2012 comparativement à 2011 au cours des 3^e et 4^e trimestres. Par contre, les 1^{er} et 2^e trimestres 2012 ont connu un regain de production comparativement aux mêmes trimestres de l'année 2011.

En 2012, 73% des entreprises commerciales exerçaient le commerce de détail, 14% le petit commerce, 7% le commerce de demi-gros et 6% le commerce de gros. 69% des entreprises commerciales sont implantées à Ouagadougou, 13% à Bobo-Dioulasso et 18% dans les autres localités du Burkina Faso. En termes de statut juridique, 90% des entreprises enregistrées étaient des entreprises individuelles, 8% des sociétés à responsabilité limitée et 2% avaient un autre statut juridique.

Le taux de ponction fiscale progresse régulièrement avec une accentuation au cours des années 2004, 2011 et 2012.

Le Classement Doing Business du Burkina Faso s'est relativement amélioré avec une position de 150^{ème} sur 183 pays classés en 2012.

En 2012, 49% des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou étaient des autorisations d'implantation d'unités industrielles, 31% des agréments au code des investissements et 14% des agréments en qualité de distributeur de produits pétroliers et dérivés. L'évolution des documents de commerce délivrés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso indique que plus de 80% de ces documents ont concerné des déclarations préalables d'importation (DPI).

La tendance générale des dépôts de demandes de titres acceptées par l'Organisation africaine de propriété intellectuelle (OAPI) a évolué de façon exponentielle entre 2003 et 2008 puis en dents de scie de 2008 à 2012. 54% des dépôts de demandes de titres acceptées par l'OAPI sont des noms commerciaux et 40% sont des marques en 2012.

Les exportations du Burkina Faso sont passées de 1 110,4 milliards de FCFA en 2011 à 1 111,5 milliards de FCFA en 2012, soit une progression de 0,1%. Elles sont orientées principalement vers l'Europe puis vers l'Afrique. En 2012, les exportations en direction de l'Europe représentaient 69% des exportations totales, 22% à destination de l'Afrique, 7% vers l'Asie et 2% vers le continent américain.

Les importations sont passées de 1 214,0 milliards de FCFA en 2011 à 1 747,2 milliards de FCFA en 2012, soit une hausse de 43,9%. En 2012, les importations provenaient à 36% de l'Europe, à 27% de l'Afrique, à 22% de l'Asie, à 13% d'Amérique et à 2% de l'Océanie.

L'or qui était faiblement exporté depuis 2003 a connu une nette évolution à partir de 2008 qui s'est accélérée pour se situer à plus de 805 milliards de FCFA en 2012. Le coton par contre qui avait un niveau supérieur à l'or a perdu de sa vitalité à partir de 2008 puis s'est stabilisé autour des 100 milliards de FCFA.

Chiffres clés

Tableau 1.1 : Population du Burkina Faso par sexe sur la période de 2003 à 2012 en milieu d'année (en milliers)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Burkina Faso	12 566,7	12 962,8	13 373,7	13 800,1	14 252,0	14 731,2	15 224,8	15 731,0	16 248,6	16 779,2
Hommes	6 064,3	6 256,6	6 456,1	6 663,2	6 880,8	7 110,1	7 346,8	7 590,1	7 839,4	8 095,3
Femmes	6 502,4	6 706,2	6 917,6	7 136,9	7 371,2	7 621,1	7 877,9	8 140,8	8 409,2	8 683,9

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 1.2 : Quelques indicateurs économiques (en milliards FCFA)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Valeur ajoutée totale	2 107,6	2 180,9	2 343,4	2 534,7	2 628,9	2 780,5	2 825,6	3 055,9	3 234,5	nd
Dont informelle	1 236,7	1 249,2	1 343,9	1 313,2	1 349,3	1 541,8	1 498,7	1 646,8	1 621,8	nd
Valeur ajoutée industrie	309,1	315,7	322,9	328,8	359,8	311,0	331,8	344,3	423,4	nd
Valeur ajoutée Commerce	217,8	242,6	269,6	287,1	317,2	349,6	409,8	469,4	418,8	nd
PIB	2 266,7	2 368,2	2 573,3	2 734,2	2 846,6	3 011,7	3 098,1	3 362,9	3 585,7	nd
PIB/habitant (en FCFA)	180 371	182 691	192 416	198 130	199 735	204 447	203 489	213 773	220 679	nd
Exportations	195,5	206,6	164,2	221,0	227,5	221,1	411,5	650,3	1 110,4	1 111,5
Importations	520,5	534,6	580,2	674,5	761,4	902,8	977,0	1 067,3	1 214,0	1 747,2
Balance commerciale	-325,0	-328,0	-416,0	-453,5	-533,9	-681,7	-565,5	-417,0	-103,6	-635,7
Ensemble production industrielle	347,1	345,7	396,3	490,8	432,9	424,8	470,1	516,1	609,1	nd
Total budget Etat	386,0	688,2	796,2	912,0	1 032,7	1 008,7	1 219,6	1 197,0	1 259,1	1 682,0

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 1.3 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF par catégorie d'activité

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Industrie	2 901	3 447	3 955	4 384	4 911	5 411	6 045	6 751	7 388	8 062
Commerce	11 237	13 687	16 057	18 042	20 490	22 928	25 162	27 447	29 885	32 508
Services	5 968	7 444	9 072	10 138	10 959	11 802	12 742	13 802	14 898	16 172
Artisanat	602	739	990	1 269	1 594	1 867	2 137	2 422	2 749	3 226
Ensemble	20 708	25 317	30 074	33 833	37 954	42 008	46 086	50 422	54 920	59 968

Source : Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (fichier NERE)

Tableau 1.4 : Rang du Burkina Faso dans le Classement mondial de Doing Business

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Burkina Faso	171 ^{ème}	163 ^{ème}	164 ^{ème}	155 ^{ème}	147 ^{ème}	151 ^{ème}	150 ^{ème}
Nombre de pays classés	175	175	181	183	183	183	183

Source : Banque mondiale

Contexte

Le recensement général de la population et de l'habitation (RGPH 2006) du Burkina Faso a dénombré 13,8 millions habitants composés de 48,3% d'hommes et 51,7% de femmes. La dynamique démographique a été marquée par une nette accélération du taux de croissance annuel de la population, qui se situe à 3,1%.

La population burkinabè est à forte composante jeune : les moins de 20 ans représentent 59,1% de la population et l'âge médian est de 15,5 ans. Par ailleurs cette population majoritairement féminine, vit en milieu rural (77,3%) et est analphabète à 71,3%. Sa répartition au plan géographique présente dans l'ensemble des disparités régionales assez marquées. En 2012, cette population est estimée à 16,8 millions d'habitants.

Les populations scolarisables au post-primaire et au secondaire en 2011/2012 sont respectivement de 1 671 865 et de 1 071 701. Les taux bruts de scolarisation de ces deux cycles en 2011/2012 sont respectivement de 34,9% et 11,3%

Le seuil de pauvreté est estimé en 2009/2010 à 108.454 FCFA par personne et par an. Sur cette base, la proportion de la population burkinabè vivant en-dessous de la ligne de pauvreté s'établit à 43,9%, soit un recul de l'incidence de la pauvreté de 2,5 points par rapport à 2003 où la proportion de la population burkinabè vivant en-dessous du seuil de pauvreté était de 46,4%. En dépit de l'aggravation sensible de la pauvreté urbaine, la pauvreté au Burkina Faso demeure un phénomène essentiellement rural avec des disparités, selon la région et le milieu de résidence.

L'économie burkinabè se caractérise par la prédominance du secteur primaire qui contribue à 80% au PIB et emploie près de 85% de la population active. Le chômage et le sous-emploi touchent plus d'une personne sur cinq. La population active est occupée à 90% par un travail indépendant ou d'aide familiale. Les secteurs structurés publics et privés n'occupent que 7,4% de la population active.

En comparaison avec les autres nations du monde, le Burkina Faso est classé 183^e sur 187 pays dans le rapport 2013 sur le développement humain durable du PNUD. Au titre du classement Doing Business de la Banque mondiale, il est classé 150^e sur 183 pays en 2012.

1. MOYENS DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

1.1. Moyens humains

Points saillants :

- ✚ Le personnel du MICA est jeune et son effectif croît régulièrement depuis 2006 et de manière significative (+ 12,2%) en 2012 par rapport à 2011.
- ✚ Les cadres moyens du personnel du MICA représentent près de la moitié (48%) du personnel en 2012.

Commentaires généraux :

Le personnel du MICA a connu une croissance continue sur la période 2006 à 2012 passant de 219 agents en 2006 à 467 agents en 2012, soit un accroissement de 93,2% sur la période.

La majorité de ce personnel qui est de sexe masculin (soit 76%) est passée de 143 agents en 2006 à 322 agents en 2012 avec un accroissement de 125,2% sur la période.

Les effectifs de sexe féminin quant à eux sont passés de 93 agents en 2011 à 101 agents en 2012, soit une hausse de 8,6%, et par rapport à 2006, cet accroissement est de 32,9%.

Sur la période 2006 à 2012, le personnel de la catégorie d'âge compris entre 30 et 39 ans a occupé une part importante du personnel du MICA. En 2012, on y dénombre 237 agents soit 50,7% de l'ensemble du personnel, ce qui traduit la jeunesse du personnel du département ministériel.

En 2012, les cadres moyens ont représenté 48% de l'ensemble du personnel ; ils sont suivis des cadres supérieurs avec une proportion de 32%. Le Ministère emploie peu de personnel d'appui qui a représenté 11% de l'effectif total du personnel en 2012.

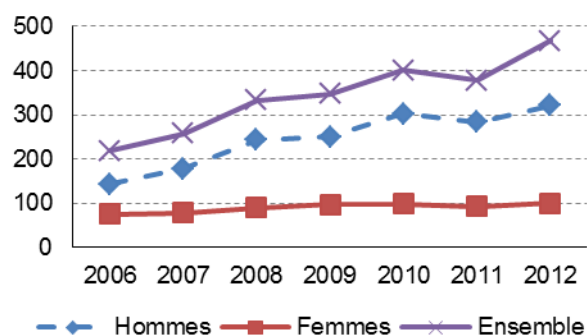
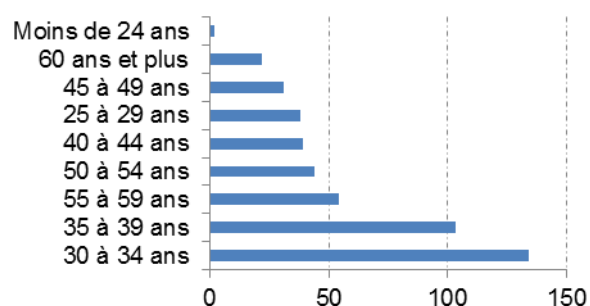
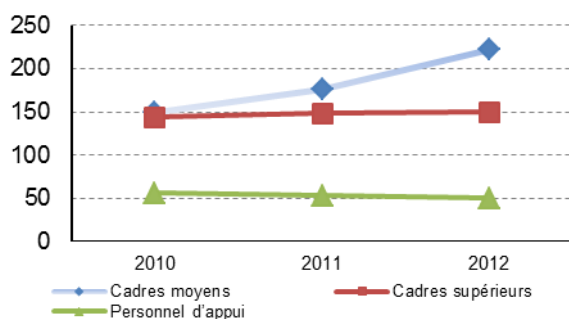
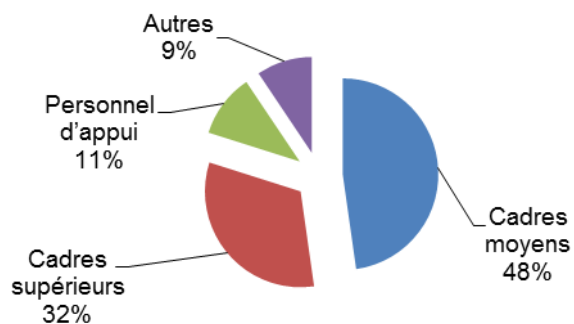
Une tendance à la hausse de l'effectif des agents a été constatée sur la période de 2006 à 2012 sauf en 2011. En effet, de 401 agents en 2010, l'effectif du personnel du MICA est passé à 377 agents en 2011, soit une décroissance d'environ 6%. Le taux d'accroissement des effectifs du MICA a toujours été positif et est beaucoup influencé par celui des hommes.

Taux d'accroissement : = (valeur finale – valeur initiale) / valeur initiale. Le résultat est un nombre exprimé en pourcentage.

Sources statistiques : Direction des ressources humaines/MICA

Tableau 1.5 : Personnel du MICA selon le sexe

	Effectif en 2012	Variation (%) 2012 / 2011	Variation (%) 2012 / 2006
Hommes	322	13,4	125,2
Femmes	101	8,6	32,9
Ensemble	423	12,2	93,2

Graphique 1.1 : Personnel du MICA**Graphique 1.2 : Personnel du MICA en 2012 par tranche d'âge****Graphique 1.3 : Evolution des effectifs du personnel du MICA selon le niveau de formation****Graphique 1.4 : Personnel du MICA en 2012**

1. MOYENS DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

1.2. Moyens financiers

Points saillants :

- ✚ Le budget du MICA a connu une relative hausse sur la période 2003 à 2012 passant respectivement de 1.41 milliards de FCFA à 6.4 milliards de FCFA.
- ✚ La part du budget du MICA par rapport au budget national n'a pas considérablement évolué, elle reste inférieure à 1% sur la période 2003 à 2012.

Commentaires généraux :

Sur une période de dix ans, le budget du Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat est passé de 1,41 milliards de FCFA en 2003 à 6,4 milliards de FCFA en 2012, soit un accroissement de 353,9%. Sur la période, la part du budget du MICA par rapport au budget national, bien qu'ayant varié en dents de scie, est restée toujours inférieure à 1%. Le budget d'investissement a d'abord connu une évolution à la hausse sur la période de 2003 à 2008 puis une variation en dents de scie jusqu'en 2012. Le budget du MICA est influencé grandement par les dotations au titre des investissements. En effet, les dotations en investissements ont connu leurs pics en 2010 et 2012 et s'établissent respectivement à 4,47 et 3,73 milliards de FCFA contribuant ainsi à ce que le budget global du Ministère atteigne ses montants les plus élevés sur la même période, soit respectivement 6,1 et 6,4 milliards. La hausse sensible des dépenses d'investissements sur la période 2009 à 2012 peut s'expliquer par la volonté de déconcentrer le département à travers la création de directions régionales.

Les dotations budgétaires allouées aux dépenses de transferts ont connu aussi une relative croissance sur la période en passant ainsi de 908.3 millions en 2006 à 1 692,7 millions en 2012.

Le taux d'exécution des dépenses du budget a quant à lui, connu une amélioration continue au fil des années. En effet, de 59,5% en 2006, le taux d'exécution des dépenses du budget a atteint 78.7% en 2012

..

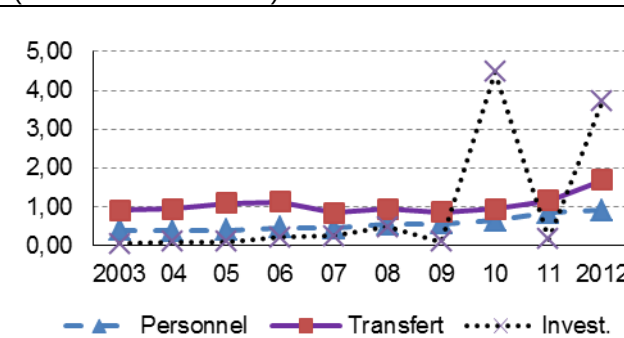
Taux d'accroissement : = $(\text{valeur finale} - \text{valeur initiale}) / \text{valeur initiale}$. Le résultat est un nombre exprimé en pourcentage.

Sources statistiques : Direction de l'administration et des finances /MICA

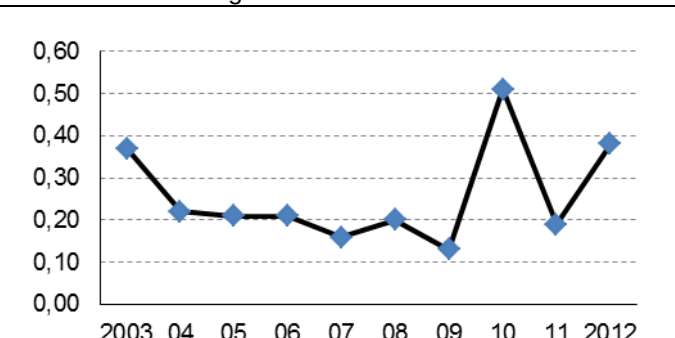
Tableau 1.6 : Evolution des dotations budgétaires du MICA (en milliards de FCFA)

	Budget 2012	Variation 2012 / 2011 (%)	Variation 2012 / 2003 (%)
Total Budget MICA	6,4	171,2	353,9
Personnel	0,9	7,1	133,3
Fonctionnement	0,1	-63,2	0,0
Transferts	1,7	45,7	85,7
Investissement	3,7	2 231,3	9 225,0
Total budget Etat	1 682,0	33,6	335,8

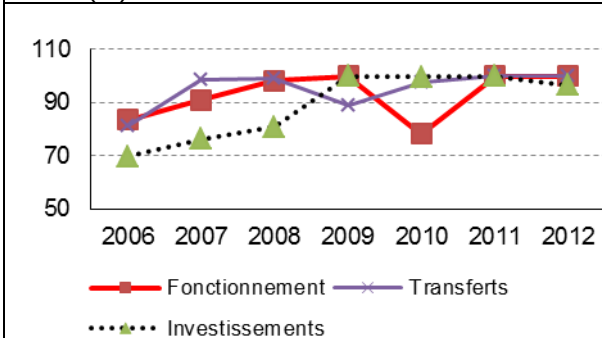
Graphique 1.5 : Dotations budgétaires du MICA (en milliards de FCFA)



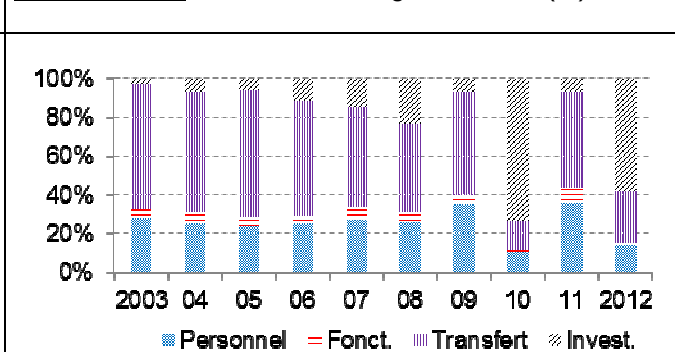
Graphique 1.6 : Part du budget MICA (%) par rapport à l'ensemble du budget



Graphique 1.7 : Taux d'exécution du budget du MICA (%)



Graphique 1.8 : Structure du budget du MICA (%)



2. LES ENTREPRISES

2.1. Les entreprises enregistrées à la CCI-BF

Points saillants :

- 🚧 Une croissance annuelle moyenne de 12% du nombre d'entreprises enregistrées sur la période 2003- 2012.
- 🚧 Plus de la moitié des entreprises enregistrées exercent dans le commerce.
- 🚧 Plus de 78% des entreprises enregistrées ont moins de 10 ans d'existence.
- 🚧 Plus de 99% des capitaux de ces entreprises sont d'origine nationale.

Commentaires généraux :

En 2012, le nombre d'entreprises enregistrées à la CCI-BF a atteint 59 968, soit une hausse de 9,2% par rapport à 2011 (54 920). Sur la période de 2003 à 2012, le taux de croissance annuel moyen des entreprises enregistrées à la CCI-BF s'est établi à environ 12%. On note une prédominance des entreprises commerciales qui représentent 54,2% des entreprises enregistrées toutes catégories confondues.

En termes de variations relatives du nombre d'entreprises enregistrées sur la période de 2003 à 2012, l'artisanat vient en tête avec un taux moyen annuel de 19.6% suivi respectivement du commerce (12,0%), de l'industrie (11,8%) et enfin des services (10,7%).

Parmi les entreprises enregistrées, 84% ont été créées sous la forme d'entreprises individuelles, 2% sous la forme de sociétés anonymes et 14% sont des sociétés à responsabilité limitée. Plus de 78% des entreprises enregistrées ont moins de 10 ans d'existence, ce qui dénote d'une extrême jeunesse dans le monde des affaires.

En 2012, 73% des entreprises enregistrées à la CCI-BF l'ont été à Ouagadougou, contre 11% à Bobo-Dioulasso et 16% dans les autres localités.

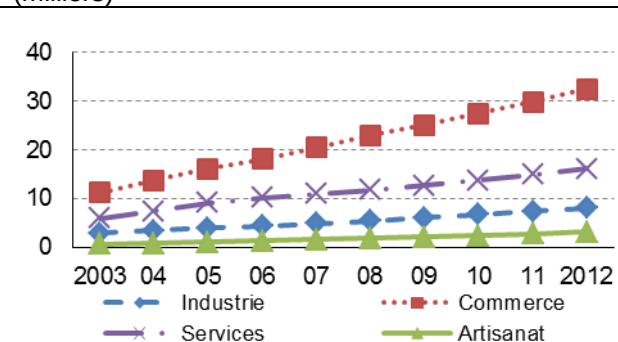
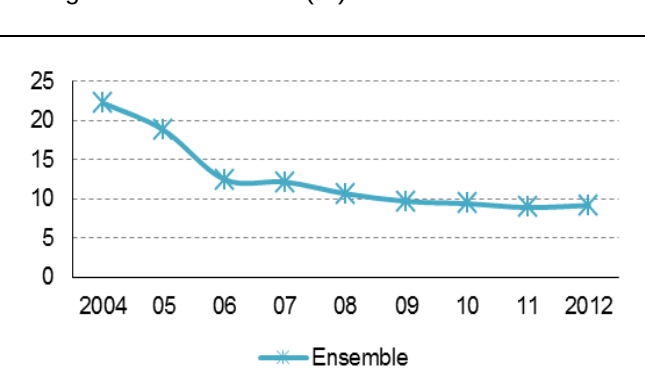
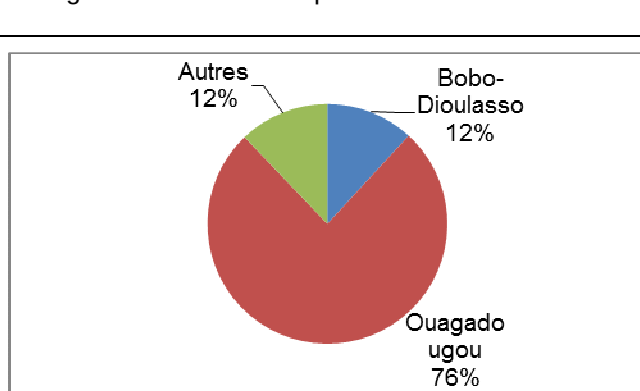
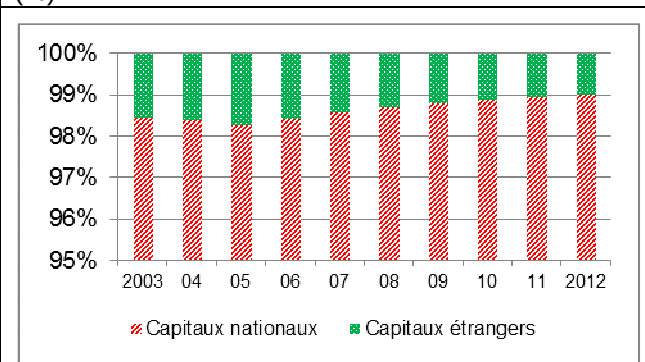
Concernant les capitaux de ces entreprises, on note une faible proportion des capitaux étrangers. En effet, sur la période 2003-2012, plus de 99% des entreprises enregistrées à la CCI-BF détiennent des capitaux nationaux contre moins de 1% pour les entreprises dont les capitaux sont étrangers. Cela témoigne du faible niveau des investissements directs étrangers (IDE) dans les capitaux des entreprises enregistrées.

Le fichier NERE est une base de données juridique, commerciale, géographique, économique et financière sur les entreprises qui exercent au Burkina Faso (source : www.ccia.bf , 24/09/2014).

Source statistique : Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso

Tableau 2.1 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF par catégorie d'activités

	Nombre en 2012 (en milliers)	Variation 2012 / 2011 (%)	Variation 2012 / 2003 (%)
Industrie	8,1	9,1	177,9
Commerce	32,5	8,8	189,3
Services	16,2	8,6	171,0
Artisanat	3,2	17,4	435,9
Ensemble	60,0	9,2	189,6

Graphique 2.1 : Evolution du nombre d'entreprises enregistrées à la CCI-BF par catégorie d'activité (milliers)**Graphique 2.2 : Taux d'accroissement des entreprises enregistrées à la CCI-BF(%)****Graphique 2.3 : Pourcentage des entreprises enregistrées à la CCI-BF par localisation en 2012****Graphique 2.4 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF selon l'origine du capital (%)**

2. LES ENTREPRISES

2.2. Les entreprises enregistrées aux CEFORE

Points saillants :

- ✚ 1 155 entreprises ont été enregistrées en 2012.
- ✚ Quasi doublement du nombre d'entreprises enregistrées par le CEFORE entre 2006 et 2012.
- ✚ 74% des entreprises sont enregistrées dans la région du Centre.

Commentaires généraux :

Le nombre total des entreprises enregistrées aux CEFORE a quasiment doublé, passant de 3 155 entreprises en 2006 à 5 960 en 2012, soit un accroissement annuel moyen de 9,4% sur la période.

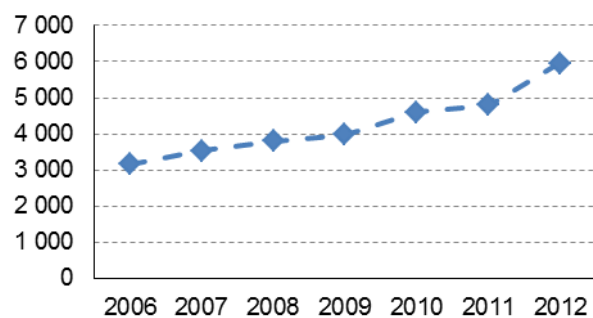
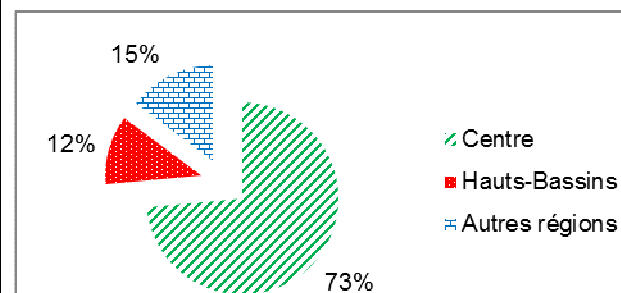
La région du Centre recueille près de 3/4 des entreprises enregistrées, soit 74%, suivie de la région des Hauts-Bassins 12% et des autres localités 14%.

CEFORE : il a pour mission de faciliter et de simplifier les formalités de création des entreprises. Ces statistiques représentent le nombre d'entreprises créées au niveau des CEFORE conformément à la situation géographique de celles-ci.

Source statistique : Centre de formalités des entreprises (CEFORE)

Tableau 2.2 : Entreprises enregistrées au CEFORE par région

	Effectif en 2012	Variation (%)	
		2012 / 2006	2012 / 2011
Boucle du Mouhoun	74	21,3	164,3
Centre	4 383	74,6	16,7
Centre-Est	189	15,2	177,9
Centre-Nord	94	-	-
Centre-Ouest	174	54,0	35,9
Centre-Sud	0	-100,0	-100,0
Est	81	-	-
Hauts-Bassins	696	-	36,2
Nord	182	-13,3	0,6
Sahel	0	-100,0	-100,0
Sud-Ouest	87	-	-10,3
Ensemble	5 960	88,9	24,0

Graphique 2.5 : Evolution du nombre d'entreprises enregistrées au CEFORE**Graphique 2.6 : Répartition des entreprises enregistrées au CEFORE en 2012 (%) par localisation**

2. LES ENTREPRISES

2.3. Les entreprises du répertoire statistique des entreprises de l'INSD

Points saillants :

- 🚩 5 826 entreprises formelles au Burkina Faso en 2010 dans le répertoire de l'INSD.
- 🚩 45% des entreprises enregistrées en 2010 sont des entreprises individuelles.
- 🚩 Le commerce est le secteur d'activité dominant avec 37% des entreprises enregistrées.

Commentaires généraux :

Le nombre d'entreprises enregistrées dans le Répertoire statistique des entreprises (RSE) est passé de 3 141 entreprises en 2008 à 5 826 entreprises en 2010, soit une augmentation de plus de 85% sur la période.

Environ 45% des entreprises du RSE sont des entreprises individuelles ; elles sont suivies des sociétés à responsabilité limitée avec 30%. Les sociétés anonymes quant à elles ne représentent que 5 % des entreprises enregistrées au RSE.

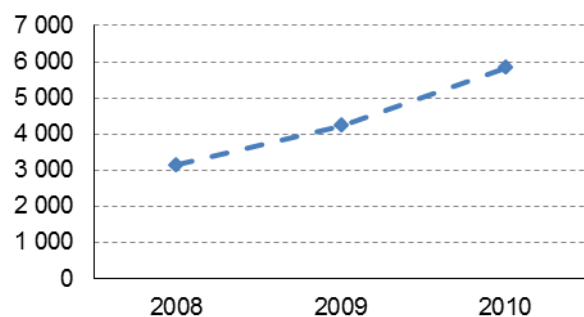
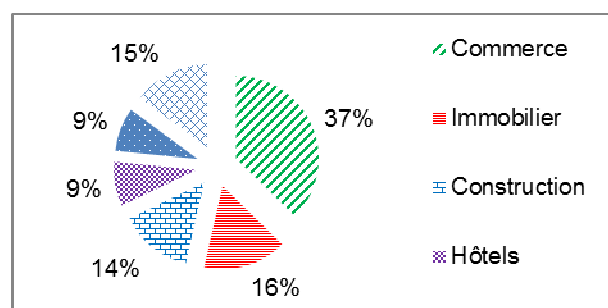
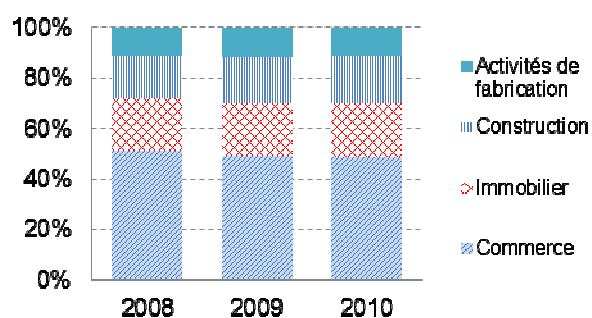
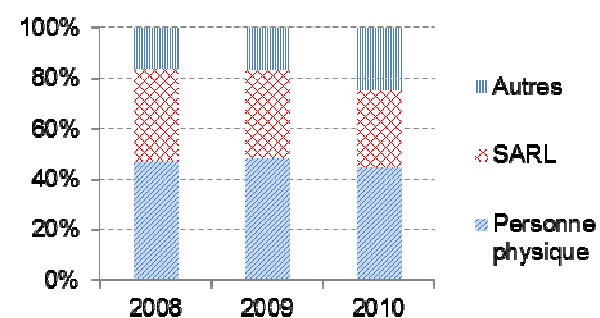
La catégorie d'activités composée du commerce, de la réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques englobe 37% des entreprises selon la classification par branches d'activités. Cette catégorie est suivie de l'immobilier (16%), de la construction (14%), des hôtels (9%) et les activités de fabrication (9%). Les autres branches d'activités représentent 15% des entreprises.

RSE : Le Répertoire statistique des entreprises (RSE) de l'INSD est une base de données dynamique qui répertorie toutes les entreprises formelles (unités légales) ainsi que leurs établissements (unités locales) exerçant une activité au sein de l'économie nationale.

Source statistique : Institut national de la statistique et de la démographie (INSD)

Tableau 2.3 : Répartition des entreprises par branches d'activités

	Effectif en	Variation (%)	
	2010	2010 / 2009	2010 / 2008
Commerce	2 150	31,2	75,1
Immobilier	931	34,5	87,3
Construction	825	37,5	105,7
Hôtels	501	na	Na
Activités de fabrication	492	24,2	80,9
Autres branches	854	5,7	14,9
Ensemble	5 826	38,0	85,5

Graphique 2.7 : Evolution du nombre d'entreprises du répertoire statistique des entreprises de l'INSD**Graphique 2.8 : Répartition des entreprises enregistrées du RSE par branche d'activité (%) en 2010****Graphique 2.9 : Répartition des entreprises enregistrées du RSE par branche d'activité (%)****Graphique 2.10 : Répartition des entreprises enregistrées du RSE par statut juridique (%)**

2. LES ENTREPRISES

2.4. Les sociétés d'Etat dans leur ensemble

Points saillants :

- 🚩 12 sociétés d'Etat sur les 14 qui sont en activité ont réalisé des bénéfices en 2012.
- 🚩 Les valeurs ajoutées de la SONAGESS et du BUMIGEB se sont accrues sensiblement, respectivement de 137,6% et 103,3% en 2012.
- 🚩 Le bénéfice rapporté au chiffre d'affaires en 2012 de la SOPAFER-B a connu la plus forte hausse de 145,1%.

Commentaires généraux :

Entre 2011 et 2012, les indicateurs de gestion des sociétés d'Etat se sont améliorés dans leur ensemble. En effet, en 2012, les sociétés d'Etat ont réalisé 54,4 milliards de FCFA de bénéfices, soit 46,5% de hausse par rapport à l'exercice 2011. Le chiffre d'affaires global quant à lui a atteint 841,2 milliards de FCFA et est en hausse de 21,6% par rapport à l'année 2011 et de 186,0% par rapport à l'année 2003. La masse salariale a connu une hausse de 12,7% par rapport à 2011 et de 78,8% par rapport à 2003.

L'effectif total du personnel des sociétés d'Etat en 2012 a enregistré une hausse de 4,1% par rapport au cumul de 2011 passant de 5 829 employés à 6 150. La SONABEL est le premier employeur parmi les sociétés d'Etat avec un effectif de 1 867 employés en 2012.

De 2003 à 2012, les meilleures sociétés d'Etat en termes de valeur ajoutée ont été par ordre d'importance la Société nationale burkinabè d'hydrocarbures (SONABHY), l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA), la Société nationale burkinabè d'électricité (SONABEL) et la Loterie nationale burkinabè (LONAB).

Presque toutes les sociétés d'Etat ont réalisé un bénéfice en 2012 à l'exception de la CEGECI et de la SONABEL qui ont réalisé un résultat déficitaire total de 14, 808 milliards de FCFA. La société qui fait le plus de bénéfices est la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) suivie de la Caisse autonome et de retraite des fonctionnaires (CARFO).

Sociétés d'Etat : Structures publiques dont l'Etat détient la totalité du capital. Il s'agit des sociétés : AGETEER, BUMIGEB, CEGECI, LNBTP, LONAB, ONEA, SONABEL, SONABHY, SONAGESS, SONAPOST, SONATUR, SOPAFER-B.

Source statistique : Direction générale de la promotion de l'entreprise du MICA

Tableau 2.4 : Indicateurs des sociétés d'Etat (en millions de FCFA)

	Valeur ajoutée en 2012	Variation 2012 / 2003 (%) 2011 (%)		Bénéfice/ CA en 2012 (%)	Variation 2012 / 2003 (%) 2011 (%)	
AGETEER	723	nd	56,8	41,9	nd	106,4
BUMIGEB	937	54,1	103,3	2,5	25,2	-51,1
CEGECI	239	nd	-38,9	-30,6	nd	-523,2
LNBTP	1 021	73,3	-33,4	24,1	307,9	-2,3
LONAB	11 605	416,9	53,7	9,0	545,7	70,6
ONEA	19 719	175,3	0,7	7,6	93,8	-3,6
SONABEL	13 407	-28,6	-43,0	-13,0	-1409,6	-14,3
SONABHY	30 540	72,4	62,1	2,1	-77,0	51,6
SONAGESS	2 602	274,4	137,6	19,3	252,5	27,4
SONAPOST	413	-51,8	-66,3	43,6	-347,4	28,3
SONATUR	2 745	49,9	79,4	13,3	853,6	36,7
SOPAFERB	455	-358,5	34,2	21,3	-106,8	145,1
CARFO	nd	nd	nd	43,8	648,8	-1,2
CNSS	nd	nd	nd	24,6	375,8	5,9

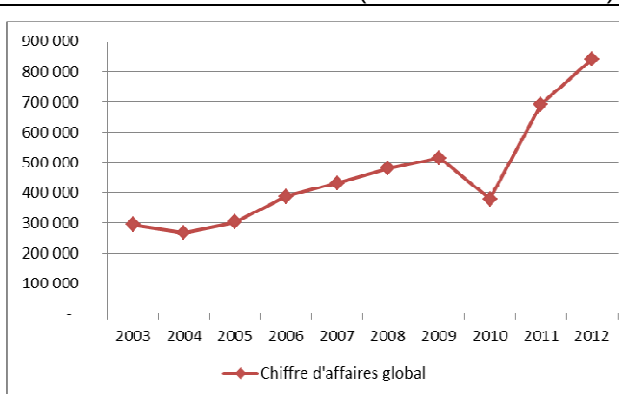
Tableau 2.5 : Indicateurs globaux des sociétés d'Etat (en millions de FCFA)

	2012	Variation 2012 / 2003 (%)	Variation 2012 / 2011 (%)
Chiffre d'affaires	841 224	186,0	21,6
Valeur ajoutée	84 441	66,3	10,3
Excédent brut d'exploitation	51 042	53,8	9,9
Bénéfices	54 447	249,2	46,5
Masse salariale	38 019	78,8	12,7

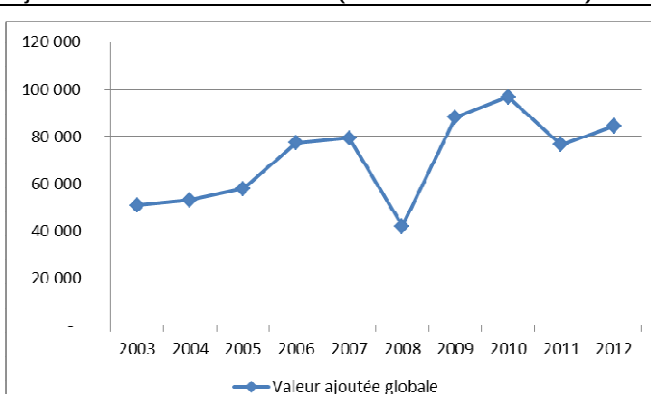
Tableau 2.6 : Effectifs des sociétés d'Etat

	Effectif en 2012	Variation 2012 / 2003 (%)	Variation 2012 / 2011 (%)
AGETEER	41	nd	24,2
BUMIGEB	153	-28,8	-4,4
CEGECI	46	nd	4,5
LNBTP	255	21,4	9,4
LONAB	243	54,8	12,0
ONEA	860	42,6	4,5
SONABEL	1 867	11,7	0,8
SONABHY	258	19,4	-1,1
SONAGESS	190	120,9	-0,5
SONAPOST	1 080	42,5	13,4
SONATUR	61	35,6	15,1
SOPAFERB	27	8	-6,9
CARFO	118	372	14,6
CNSS	951	2,6	-0,3
Ensemble	6 150	24,5	4,1

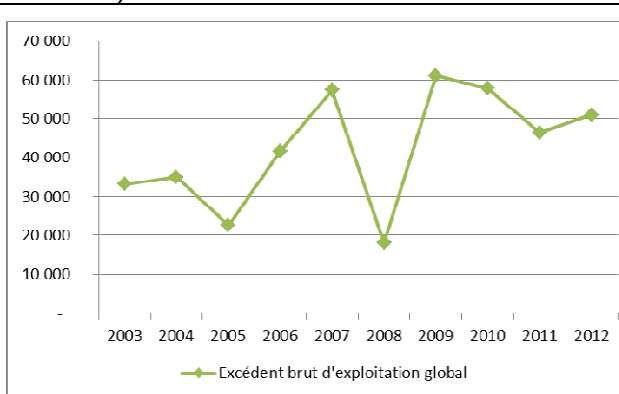
Graphique 2.11 : Evolution du cumul du chiffre d'affaires des sociétés d'Etat (en millions de FCFA)



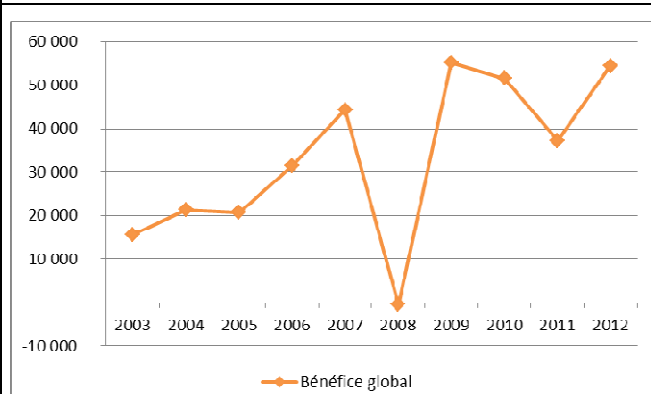
Graphique 2.12 : Evolution du cumul de la valeur ajoutée des sociétés d'Etat (en millions de FCFA)



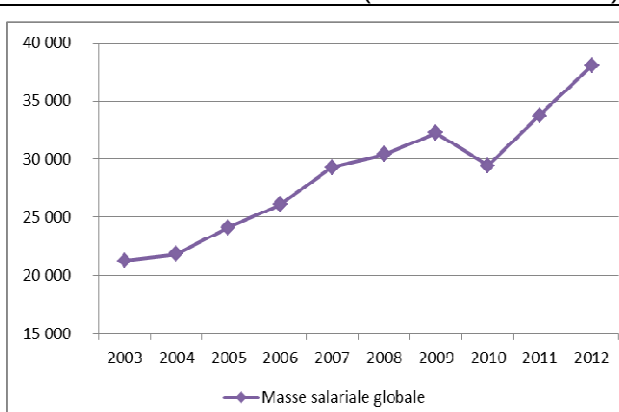
Graphique 2.13 : Evolution du cumul des excédents bruts d'exploitation des sociétés d'Etat (en millions de FCFA)



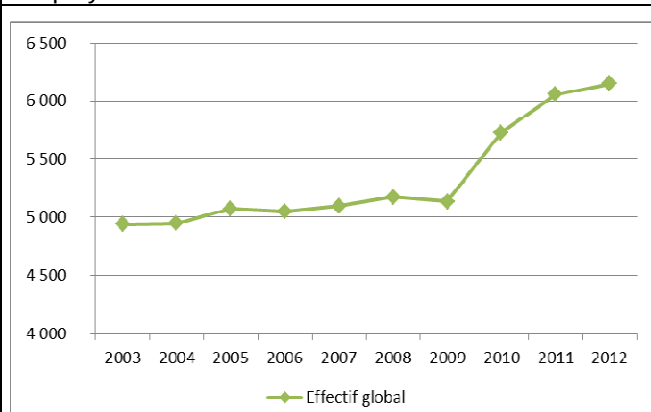
Graphique 2.14 : Evolution du cumul des bénéfices des sociétés d'Etat (en millions de FCFA)



Graphique 2.15 : Evolution du cumul des masses salariales des sociétés d'Etat (en millions de FCFA)



Graphique 2.16 : Evolution du cumul des effectifs employés des sociétés d'Etat



2. LES ENTREPRISES

2.5. Les sociétés d'Etat BUMIGEB et LNBTP

Points saillants

- ✚ BUMIGEB : chiffre d'affaires en hausse de 13,5% en 2012 par rapport à 2011.
- ✚ LNBTP : chiffre d'affaires en baisse de 15,5% en 2012 par rapport à 2011.
- ✚ Bénéfices en baisse entre 2011 et 2012 de 44,4% pour le BUMIGEB et de 17,4% pour le LNBTP.

Commentaires généraux :

En 2012, la valeur ajoutée et la masse salariale du BUMIGEB ont très fortement augmenté par rapport à 2011 (respectivement de 103,3% et de 78,1%) et le chiffre d'affaires de 13,5%. L'excédent brut d'exploitation et le bénéfice ont baissé respectivement de 48,8% et 44,4%. Comparé à 2003, seuls la valeur ajoutée, la masse salariale et le bénéfice ont connu un taux d'accroissement positif respectivement de 54,1%, 48,9% et 25,0%.

Le chiffre d'affaires annuel du BUMIGEB a connu une évolution en dents de scie de 2003 à 2012 avec un maximum atteint en 2005 (733 millions de FCFA). Il est à noter également une baisse progressive de l'effectif du personnel du BUMIGEB passant ainsi de 215 employés en 2003 à 153 employés en 2012.

En 2012, les indicateurs économiques du LNBTP ont fortement baissé. En effet, le chiffre d'affaires a baissé de 15,5% par rapport à 2011, l'excédent brut d'exploitation de 55,5%, la valeur ajoutée de 33,4% et le bénéfice de 17,4%. Comparé à 2003, ces indicateurs ont connu un taux d'accroissement compris entre 60 et 80%.

L'évolution du chiffre d'affaires du LNBTP n'a pas été stable sur la période de 2003 à 2012 ; il a connu une tendance haussière depuis 2007 avec un pic de 2 334 millions de FCFA en 2010. Quant à l'effectif de son personnel, il a varié de 210 employés en 2003 à 255 employés en 2012.

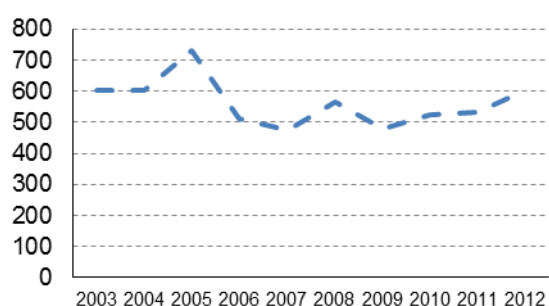
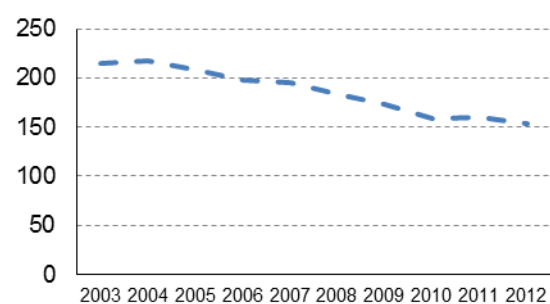
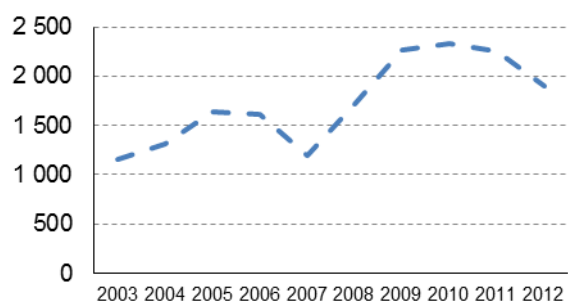
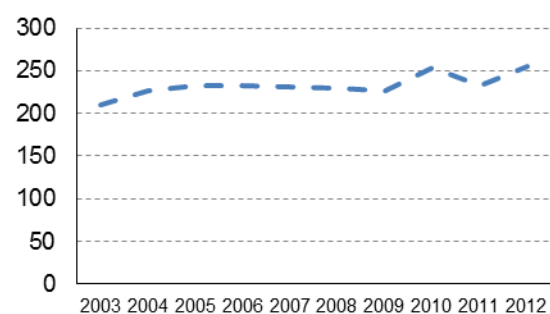
BUMIGEB : Bureau en charge des analyses liées aux mines et à la géologie du Burkina.

LNBTP : Laboratoire national en charge des analyses liées aux bâtiments et aux travaux publics.

Source statistique : Direction générale de la promotion de l'entreprise du MICA.

Tableau 2.7 : Quelques données du BUMIGEB et du LNBTP (en millions FCFA)

	BUMIGEB				LNBTP	
	Valeur en 2012	2012 /2003 (%)	2012 / 2011 (%)		Valeur en 2012	2012 / 2011 (%)
Chiffre d'affaires	604	-0,2	13,5		1 903	65,5
Valeur ajoutée	937	54,1	103,3		1 021	73,3
Excédent brut d'exploitation	44	-50,6	-48,8		441	83,8
Bénéfices	15	25,0	-44,4		459	575,0
Masse salariale	773	48,9	78,1		580	66,2
Personnel employé	153	-28,8	-4,4		255	21,4

Graphique 2.17 : Evolution du chiffre d'affaires du BUMIGEB (en millions de FCFA)**Graphique 2.18 : Evolution des effectifs du BUMIGEB****Graphique 2.19 : Evolution du chiffre d'affaires du LNBTP (en millions de FCFA)****Graphique 2.20 : Evolution des effectifs du LNBTP**

2. LES ENTREPRISES

2.6. Les sociétés d'Etat LONAB et ONEA

Points saillants :

- ✚ Le chiffre d'affaires de la LONAB a été multiplié par trois entre 2003 et 2012 et est en hausse de 22,5% entre 2011 et 2012.
- ✚ Le chiffre d'affaires de l'ONEA a doublé entre 2003 et 2012 et est en hausse de 6,5% entre 2011 et 2012.

Commentaires généraux :

Les indicateurs de gestion de la LONAB ont tous connu une évolution positive en 2012 comparé à 2011 et 2003, montrant ainsi la bonne santé de la société. Son bénéfice est passé de 2 787 millions de FCFA en 2011 à 5 825 millions de FCFA en 2012, soit un accroissement de 109,0%. Sur la période de 2003 à 2012, le bénéfice a été multiplié par 23, soit un taux de croissance annuel moyen de 37,0%.

Le chiffre d'affaires de la Loterie nationale burkinabè (LONAB) est passé de 18,0 milliards de FCFA en 2003 à 64,8 milliards de FCFA en 2012 soit une variation de 259,4%. Le nombre des employés en croissance sur la période est passé de 157 agents en 2003 à 243 en 2012, soit une hausse de 54,8%.

Concernant l'ONEA, en dehors de l'excédent brut d'exploitation qui se trouve être négatif (-5,6%), tous les autres indicateurs de gestion ont connu une évolution positive en 2012 comparé à 2011. En effet, le chiffre d'affaires a connu une hausse de 6,4%, la valeur ajoutée 0,7% et le bénéfice 2,5%.

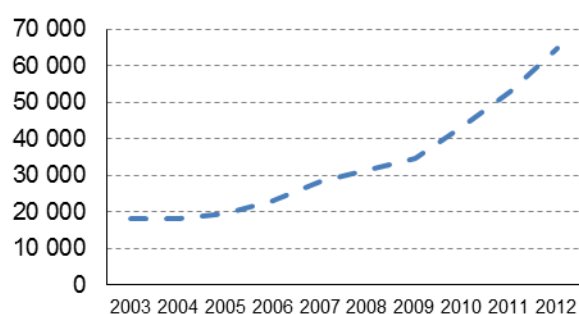
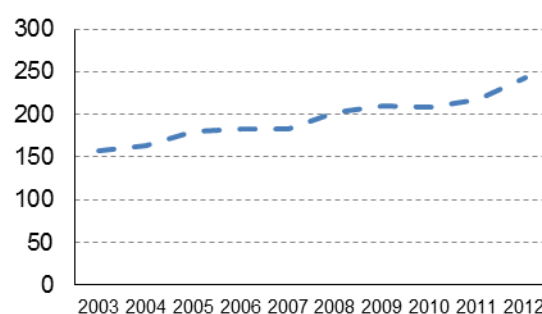
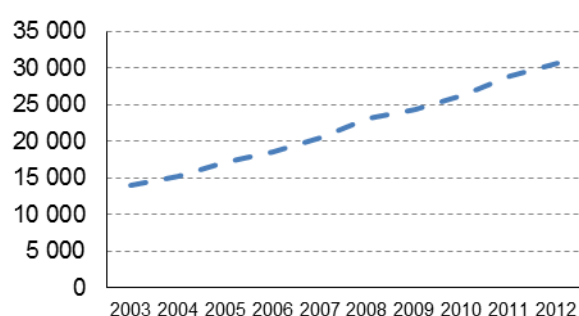
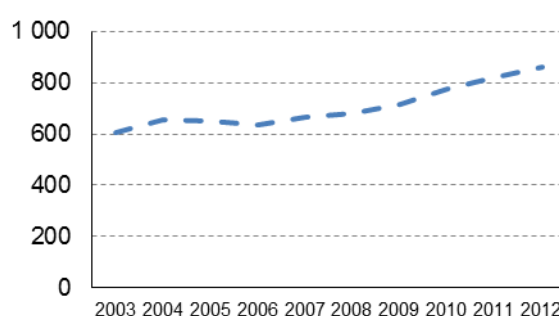
Le chiffre d'affaires de l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) a connu une croissance quasi linéaire entre 2003 et 2012 passant ainsi de 13,9 milliards de FCFA à 30,7 milliards de FCFA sur la période, soit une hausse de 120,9%. L'effectif du personnel de la société est en croissance et a atteint 860 employés en 2012.

LONAB (Loterie nationale burkinabè) : Société nationale en charge de la gestion de la loterie nationale du Burkina Faso.

ONEA (Office national de l'eau et de l'assainissement) : Office national en charge de la gestion de l'eau et de l'assainissement.

Tableau 2.8 : Quelques données de la LONAB et de l'ONEA (valeurs en millions FCFA)

	LONAB			ONEA		
	Valeur en 2012	2012 / 2003 (%)	2012 / 2011 (%)	Valeur en 2012	2012 / 2003 (%)	2012 / 2011 (%)
Chiffre d'affaires	64 775	259,4	22,5	30 716	120,9	6,4
Valeur ajoutée	11 605	416,9	53,7	19 719	175,3	0,7
Excédent brut d'exploitation	9 147	820,2	69,2	12 085	218,5	-5,6
Bénéfices	5 825	2 220,7	109,0	2 341	328,0	2,5
Masse salariale	2 276	81,9	38,5	7 634	126,5	12,6
Personnel employé	243	54,8	12,0	860	42,6	4,5

Graphique 2.21 : Evolution du chiffre d'affaires de la LONAB (en millions de FCFA)**Graphique 2.22 : Evolution des effectifs de la LONAB****Graphique 2.23 : Evolution du chiffre d'affaires de l'ONEA (en millions de FCFA)****Graphique 2.24 : Evolution des effectifs de l'ONEA**

2. LES ENTREPRISES

2.7. Les sociétés d'Etat SONABEL et SONABHY

Points saillants :

- ✚ La SONABEL est la société d'Etat qui a le plus d'employés.
- ✚ Les pertes de la SONABEL bien que supérieures à 14 milliards de FCFA en 2012 sont en baisse par rapport à 2011.
- ✚ Le chiffre d'affaires de la SONABHY connaît une forte croissance en 2012.

Commentaires généraux :

Les indicateurs de gestion de la SONABEL en dehors du résultat net ont connu une évolution positive en 2012 comparé à 2011 avec un chiffre d'affaires qui passe de 99 933 millions de FCFA à 112 339 millions de FCFA, soit une hausse relative de 12,4% ; la masse salariale, elle passe de 9 645 millions de FCFA à 10 258 millions de FCFA soit une hausse de 6,4%. Les effectifs employés ont moins augmenté passant de 1 853 employés en 2011 à 1 867 employés en 2012 soit une hausse de 0,8%.

La SONABEL est le plus grand employeur parmi les sociétés d'Etat en 2012 avec 1 867 employés, cependant la variation du personnel n'a été que de 11,7% entre 2003 et 2012. Sur la période, le chiffre d'affaires de la SONABEL a augmenté de plus de 67,2 milliards de FCFA pour atteindre environ 112,3 milliards de FCFA en 2012. La société a subi des pertes depuis 2011 et la perte de l'exercice 2012 s'élève à 14,6 milliards de FCFA.

Tous les indicateurs de gestion de la SONABHY ont connu une évolution fortement positive entre 2011 et 2012. Le chiffre d'affaires, l'excédent brut d'exploitation et le bénéfice ont connu respectivement une croissance de 27,2%, 73,0% et 92,8%. L'effectif du personnel a quant à lui connu une baisse de 1,1%.

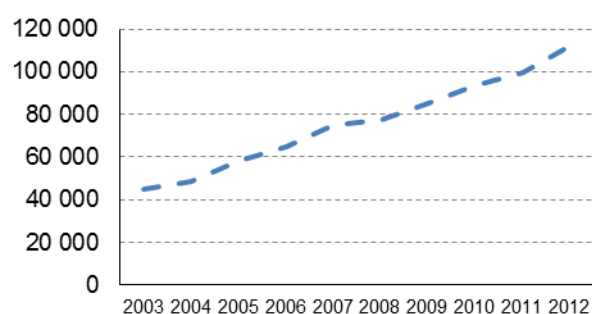
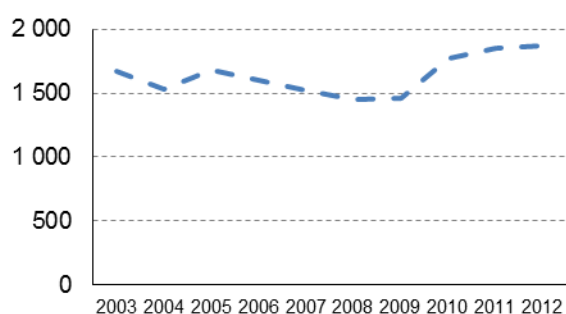
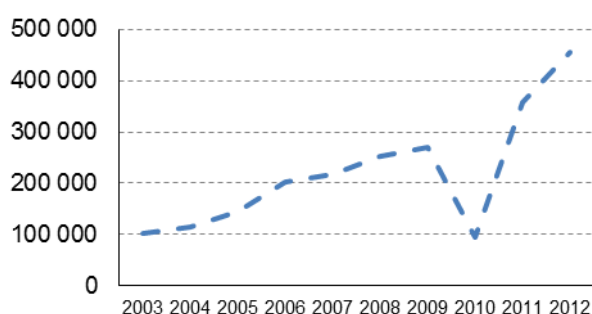
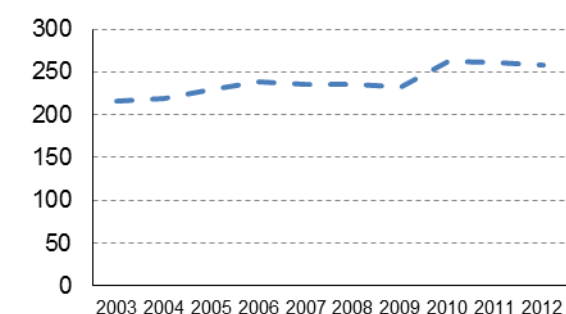
Après une croissance régulière du chiffre d'affaires de la SONABHY entre 2003 et 2009, on a constaté une forte baisse en 2010 suivie d'une reprise de croissance jusqu'en 2012. Quant à l'effectif des employés, il augmente globalement de 2003 à 2012 avec des phases de stagnation. Entre 2011 et 2012, la croissance du bénéfice de la SONABHY a été de l'ordre de 92,8% ; celles de l'excédent brut d'exploitation et de la valeur ajoutée ont été respectivement de 73,0% et 62,1%.

La **SONABHY** (Société nationale burkinabè d'hydrocarbures) a le monopole de l'importation et du stockage des hydrocarbures.

La **SONABEL** (Société nationale d'électricité du Burkina) est une société d'Etat chargée de la production, de l'importation et de la distribution de l'énergie électrique.

Tableau 2.9 : Quelques données de la SONABEL et de la SONABHY (valeurs en millions FCFA)

	SONABEL			SONABHY		
	Valeur en 2012	2012 / 2003 (%)	2012 / 2011 (%)	Valeur en 2012	2012 / 2003 (%)	2012 / 2011 (%)
Chiffre d'affaires	112 339	148,4	12,4	454 864	348,0	27,2
Valeur ajoutée	13 407	-28,6	-43,0	30 540	72,4	62,1
Excédent brut d'exploitation	453	-96,0	-96,0	27 540	70,6	73,0
Bénéfices	-14 608	-3 353,5	-3,7	9 511	2,5	92,8
Masse salariale	10 258	35,8	6,4	3 000	91,8	2,6
Personnel employé	1 867	11,7	0,8	258	19,4	-1,1

Graphique 2.25 : Evolution du chiffre d'affaires de la SONABEL (en millions de FCFA)**Graphique 2.26 : Evolution des effectifs de la SONABEL****Graphique 2.27 : Evolution du chiffre d'affaires de la SONABHY (en millions de FCFA)****Graphique 2.28 : Evolution des effectifs de la SONABHY**

2. LES ENTREPRISES

2.8. Les sociétés d'Etat SONAGESS et SONAPOST

Points saillants :

- ✚ Le chiffre d'affaires de la SONAGESS a connu une forte croissance en 2012 avec un taux d'accroissement de 109,8% par rapport à 2011.
- ✚ Le bénéfice de la SONAPOST s'est accru en 2012 de 38,6% par rapport à 2011.

Commentaires généraux :

Les indicateurs de gestion de la SONAGESS ont évolué positivement entre 2011 et 2012 avec le chiffre d'affaires qui passe de 5 344 millions de FCFA à 11 213 millions de FCFA soit une croissance de 109,8%. La valeur ajoutée quant à elle a connu une croissance de l'ordre de 137,6%, le bénéfice, lui passe de 808 millions de FCFA à 2 160 millions de FCFA (soit 167,3% de hausse) et l'excédent brut d'exploitation de 647 millions de FCFA à 2 109 millions de FCFA (soit une hausse de 226,0%).

Le chiffre d'affaires de la SONAGESS est passé de 285 millions de FCFA en 2004 à 11,2 milliards de FCFA en 2012 avec une évolution en dents de scie probablement liée aux aléas pluviométriques qui conditionnent les récoltes céréalières. Le nombre de personnes employées a augmenté globalement entre 2004 et 2012, passant de 85 employés à 190 employés mais avec des replis en 2005 et 2010.

En dehors de la valeur ajoutée qui a connu une décroissance (-66,3%), tous les autres indicateurs de gestion de la SONAPOST ont connu une hausse en 2012. Il s'agit du chiffre d'affaires (8,1%), de la masse salariale (10,4%), du bénéfice (38,6%) et de l'excédent brut d'exploitation (44,5%).

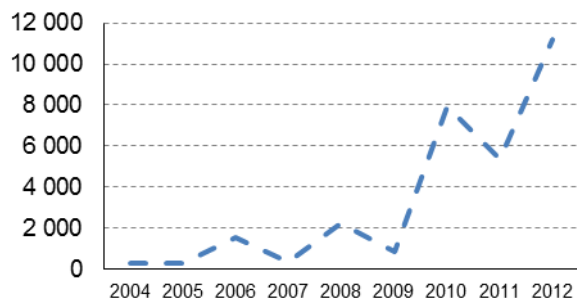
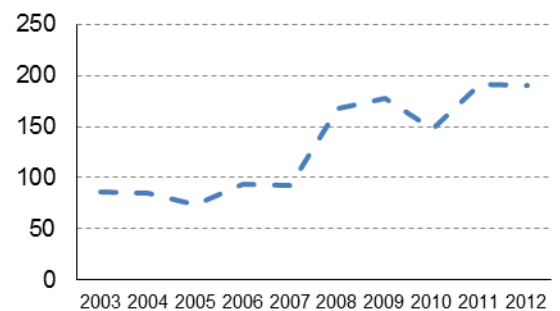
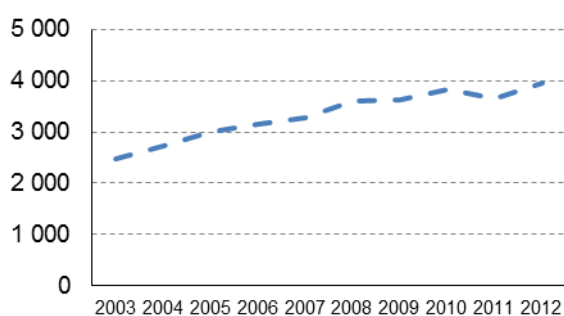
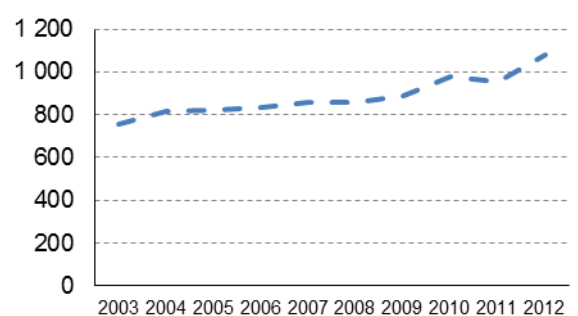
Mis à part une légère baisse en 2011, la SONAPOST a vu son chiffre d'affaires croître régulièrement passant de 2,47 milliards de FCFA en 2003 à 3,95 milliards de FCFA en 2012, soit une variation de 59,7% sur la période. L'effectif des employés a connu aussi une évolution à la hausse de 42,5% sur la période.

SONAGESS : Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire

SONAPOST : Société nationale des postes

Tableau 2.10 : Quelques données de la SONAGESS et de la SONAPOST (valeurs en millions FCFA)

	SONAGESS			SONAPOST		
	Valeur en 2012	2012 / 2004 (%)	2012 / 2011 (%)	Valeur en 2012	2012 / 2004 (%)	2012 / 2011 (%)
Chiffre d'affaires	11 213	3 834,4	109,8	3 950	44,3	8,1
Valeur ajoutée	2 602	803,5	137,6	413	-71,0	-66,3
Excédent brut d'exploitation	2 109	1 473,9	226,0	-3 849	352,3	44,5
Bénéfices	2 160	909,3	167,3	1 723	1 104,9	38,6
Masse salariale	344	123,4	24,2	3 770	65,6	10,4
Personnel employé	190	123,5	-0,5	1 080	32,7	13,4

Graphique 2.29 : Evolution du chiffre d'affaires de la SONAGESS (en millions de FCFA)**Graphique 2.30 : Evolution des effectifs de la SONAGESS****Graphique 2.31 : Evolution du chiffre d'affaires de la SONAPOST (en millions de FCFA)****Graphique 2.32 : Evolution des effectifs de la SONAPOST**

2. LES ENTREPRISES

2.9. Les sociétés d'Etat SONATUR et SOPAFER-B

Points saillants :

- ✚ Forte croissance des chiffres d'affaires de la SONATUR et de la SOPAFER-B en 2012, respectivement de 42,4% et 43,7%.
- ✚ Les effectifs de ces deux sociétés d'Etat sont peu élevés en 2012 avec 61 employés pour la SONATUR et 27 pour la SOPAFER-B.

Commentaires généraux :

Les indicateurs de gestion de la SONATUR sont au vert en 2012. Le chiffre d'affaires est passé de 6 143 millions de FCFA en 2011 à 8 750 millions de FCFA en 2012 (soit une hausse de 42,4%), la masse salariale croit de 203 millions de FCFA à 256 millions de FCFA sur la même période (soit 26,1%). Il en est de même du bénéfice qui passe entre 2011 et 2012 de 600 millions de FCFA à 1 168 millions de FCFA, soit une hausse de 94,7%.

D'un montant de 9,4 milliards de FCFA en 2003, le chiffre d'affaires de la SONATUR a diminué et atteint 3,2 milliards de FCFA en 2005 avant d'évoluer en dents de scie pour atteindre le montant de 8,75 milliards de FCFA en 2012. Au niveau des effectifs des employés, on constate après une stagnation autour de 45 personnes entre 2003 et 2007, une évolution en dents de scie jusqu'en 2012 où l'effectif s'établit à 61 personnes.

En dehors de la valeur ajoutée qui connaît une décroissance de 66,3% entre 2011 et 2012, tous les autres indicateurs de gestion de la SOPAFERB ont connu une amélioration. Le chiffre d'affaires a augmenté de +8,1%, la masse salariale (+10,4%), le bénéfice (+38,6%) et l'excédent brut d'exploitation (+44,5%).

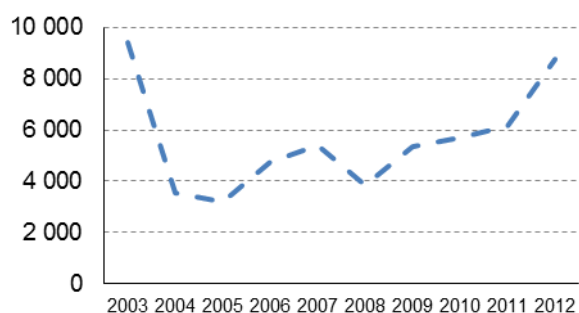
La Société de gestion du patrimoine ferroviaire du Burkina Faso (SOPAFER-B) a vu croître son chiffre d'affaires sur la période de 2003 à 2010 de 50 millions de FCFA à 709 millions de FCFA. L'année 2011 a été marquée par un repli suivi d'une hausse en 2012. La valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation et les bénéfices ont varié positivement entre 2011 et 2012 respectivement de 34,2%, 83,1% et 252,2%. La tendance des effectifs de la SOPAFERB a évolué très faiblement de 2003 à 2012.

SONATUR : Société nationale d'aménagement des terrains urbains
SOPAFER-B : Société de gestion du patrimoine ferroviaire du Burkina

Tableau 2.11 : Quelques données de la SONATUR et de la SOPAFER-B (valeurs en millions FCFA)

	SONATUR			SOPAFER-B		
	Valeur en 2012	2012 / 2003 (%)	2012 / 2011 (%)	Valeur en 2012	2012 / 2003 (%)	2012 / 2011 (%)
Chiffre d'affaires	8 750	-7,2	42,4	760	1 420,0	43,7
Valeur ajoutée	2 745	49,9	79,4	455	-358,5	34,2
Excédent brut d'exploitation	2 398	41,1	92,9	260	-169,1	83,1
Bénéfices	1 168	784,8	94,7	162	-203,2	252,2
Masse salariale	256	96,9	26,1	153	-23,5	-9,5
Personnel employé	61	35,6	15,1	27	8,0	-6,9

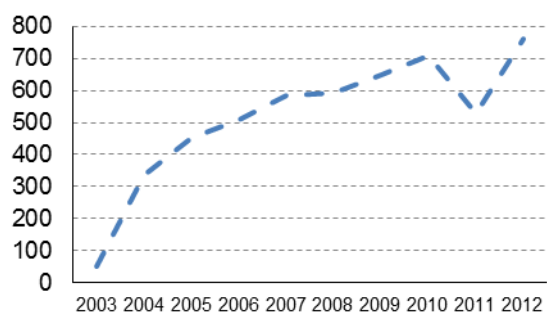
Graphique 2.33 : Evolution du chiffre d'affaires de la SONATUR (en millions de FCFA)



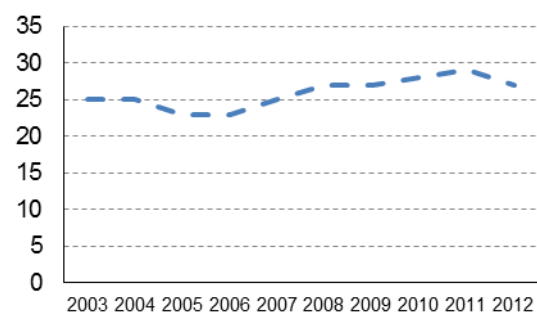
Graphique 2.34 : Evolution des effectifs de la SONATUR



Graphique 2.35 : Evolution du chiffre d'affaires de la SOPAFERB (en millions de FCFA)



Graphique 2.36 : Evolution des effectifs de la SOPAFERB



2. LES ENTREPRISES

2.10. Les sociétés d'Etat CARFO et CNSS

Points saillants :

- ✚ Les chiffres d'affaires des sociétés de prévoyance sociale sont en hausse en 2012, de 14,9% pour la CARFO et de 13,2% pour la CNSS.
- ✚ Effectif des employés de la CARFO multiplié par quatre entre 2003 et 2012.

Commentaires généraux :

Le chiffre d'affaires de la CARFO passe entre 2011 et 2012 de 38,9 milliards de FCFA à 44,7 milliards de FCFA, soit une croissance de 14,9% ; le bénéfice évolue dans le même sens de 17,3 milliards de FCFA à 19,6 milliards de FCFA sur la période (soit une hausse de 13,6%).

Le chiffre d'affaires de la CARFO est passé de 12,6 milliards de FCFA en 2003 à 44,7 milliards de FCFA en 2012 soit une variation à la hausse de 256,2%. De 2003 à 2012, le nombre d'employés est passé de 25 à 118, soit une hausse de 372%.

Bien que les effectifs employés aient baissé de 0,3%, le chiffre d'affaires de la CNSS est passé de 92,7 milliards de FCFA à 104,9 milliards de FCFA (hausse de 13,2%) et le bénéfice de 21,6 milliards de FCFA à 25,8 milliards de FCFA soit une croissance relative de 19,9%.

Le chiffre d'affaires de la CNSS est passé de 38,3 milliards de FCFA en 2003 à 104,9 milliards de FCFA en 2012, soit une hausse de 174,2%. Les effectifs de l'établissement ont par contre peu fluctué sur la période 2003 à 2012. Après avoir atteint son maximum en 2008 (985 employés), la Caisse a connu son plus bas effectif de personnel en 2009 (863).

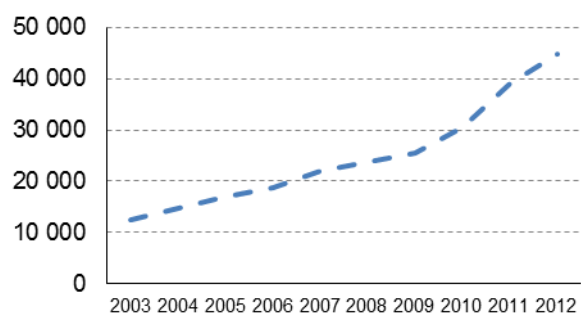
CARFO (Caisse autonome de retraite des fonctionnaires) : Caisse autonome en charge de la gestion des retraites des fonctionnaires

CNSS (Caisse nationale de sécurité sociale) : Caisse nationale en charge de la gestion de la sécurité sociale des travailleurs

Tableau 2.12 : Quelques données de la CARFO et de la CNSS (valeurs en millions FCFA)

	CARFO			CNSS		
	Valeur en 2012	2012 / 2003 (%)	2012 / 2011 (%)	Valeur en 2012	2012 / 2003 (%)	2012 / 2011 (%)
Chiffre d'affaires	44 715	256,2	14,9	104 929	174,2	13,2
Valeur ajoutée	nd	-	-	nd	-	-
Excédent brut d'exploitation	nd	-	-	nd	-	-
Bénéfices	19 606	2 567,5	13,6	25 844	1 204,6	19,9
Masse salariale	696	248,0	19,0	7 014	77,9	12,7
Personnel employé	118	372,0	14,6	951	2,6	-0,3

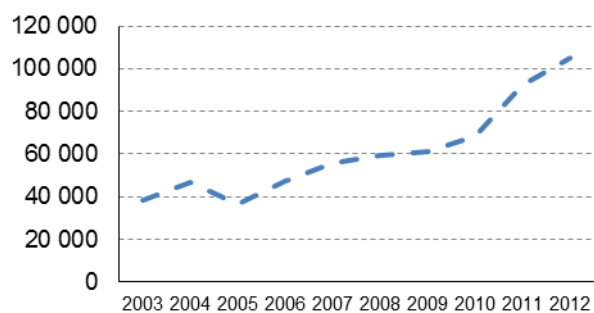
Graphique 2.37 : Evolution du chiffre d'affaires de la CARFO (en millions de FCFA)



Graphique 2.38 : Evolution des effectifs de la CARFO



Graphique 2.39 : Evolution du chiffre d'affaires de la CNSS (en millions de FCFA)



Graphique 2.40 : Evolution des effectifs de la CNSS



2.11. Les sociétés d'Etat AGETEER et CEGECI

Points saillants :

- ✚ Le chiffre d'affaires de l'AGETEER est en hausse de 58,7% entre 2011 et 2012.
- ✚ Le résultat de la CEGECI est déficitaire de l'ordre de 200 millions de FCFA en 2012.

Commentaires généraux :

Le chiffre d'affaires de l'AGETEER est passé de 663 millions de FCFA en 2010 à 1,052 milliards de FCFA en 2012, soit une hausse relative de 58,7%. Les autres indicateurs de gestion à savoir la valeur ajoutée, l'excédent d'exploitation ont connu une hausse respective de 56,8% et 80,9% par rapport à 2011. Le résultat du dernier exercice est bénéficiaire et se stabilise à 441 millions soit une hausse de 206,3% comparativement à l'année 2011.

La masse salariale de l'AGETEER connaît une hausse en 2012 soit 30,2% par rapport à l'année précédente ; l'effectif du personnel de l'entreprise quant à lui a augmenté de 24,2 % entre 2011 et 2012 passant ainsi de 33 employés à 41 employés.

Le chiffre d'affaires de la CEGECI a connu une baisse significative entre 2011 et 2012 passant ainsi de 1,453 milliards de FCFA à 654 millions de FCFA. Cette décroissance a eu pour impact d'affecter négativement les autres indicateurs de gestion de la société. En effet, la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation et le résultat ont tous connu une régression par rapport à l'année 2011, soit respectivement 38,9% ; 87% et 290,5%. Le résultat de l'exercice 2012 est déficitaire et situe de l'ordre de 200 millions de FCFA.

AGETEER : Agence d'exécution des travaux eau et équipement rural

CEGECI: Centre de gestion des cités

Tableau 2.13 : Quelques données de l'AGETEER et de la CEGECI (valeurs en millions FCFA)

	AGETEER			CEGECI		
	Valeur en 2012	2012 / 2010 (%)	2012 / 2011 (%)	Valeur en 2012	2012 / 2010 (%)	2012 / 2011 (%)
Chiffre d'affaires	1052	58,7	48,4	654	5,5	-55,0
Valeur ajoutée	723	79,0	56,8	239		-38,9
Excédent brut d'exploitation	416	118,9	80,9	32		-87,0
Bénéfices	441	401,1	206,3	-200	-141,6	-290,5
Masse salariale	263	39,9	30,2	175		
Personnel employé	41	46,4	24,2	46	0	4,5

3. L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES

Points saillants :

- 🇸🇬 Inflation de 3,9% en 2012.
- 🇸🇬 Les investissements directs étrangers ont connu un pic en 2007.
- 🇸🇬 Amélioration continue du rang du Burkina Faso dans le classement Doing Business depuis 2006.

Commentaires généraux :

L'indice harmonisé des prix à la consommation est passé d'un niveau de 103,0 en 2011 à 107,0 en 2012, soit une hausse de 3,9%. Sur la période de 2003 à 2012, l'IHPC connaît une croissance passant de 83,5 en 2003 à 107 en 2012 ; cela traduit le renchérissement du coût de la vie au Burkina Faso. Par rapport à l'année 2003, la variation de cet indice est de 28,1% en 2012.

Le volume des investissements directs étrangers est passé de 15,8 milliards de FCFA en 2003 à 23,2 milliards de FCFA en 2012 avec cependant un pic atteignant 164,5 milliards de FCFA en 2007. En 2012, il a été constaté une hausse de 17,8% des IDE comparativement à l'année précédente. Comparé à 2003 ce taux est de 46,8%.

Le crédit intérieur fourni au secteur privé rapporté au PIB a eu une tendance haussière sur la période passant de 13,9% en 2003 pour atteindre 21,6% en 2012.

Le taux de ponction fiscale a connu un pic en 2004 suivi d'une période de stagnation jusqu'en 2010 puis une croissance jusqu'en 2012.

Le rang du Burkina Faso dans le Classement mondial Doing Business montre une amélioration progressive du classement de Burkina Faso sur la période de 2006 à 2012. En effet, en 2012, le Burkina Faso est classé 150^{ème} sur 183 pays classés alors qu'il était classé 171^{ème} sur 175 pays en 2006.

L'indice harmonisé des prix à la consommation mesure l'évolution des prix des biens et services consommés entre deux périodes.

Investissements directs étrangers : achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir « un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion ».

Crédit intérieur fourni au secteur privé : crédit qui fait référence aux ressources financières allouées au secteur privé

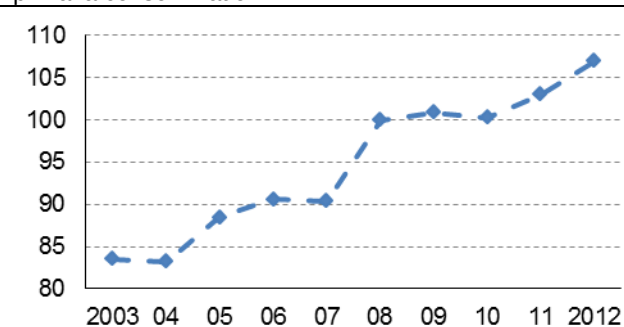
Taux de ponction fiscale : taux de prélèvement d'impôt.

Sources statistiques : INSD, DGEP/BCEAO/INSD/Rapport sur le système de suivi des performances du secteur privé.

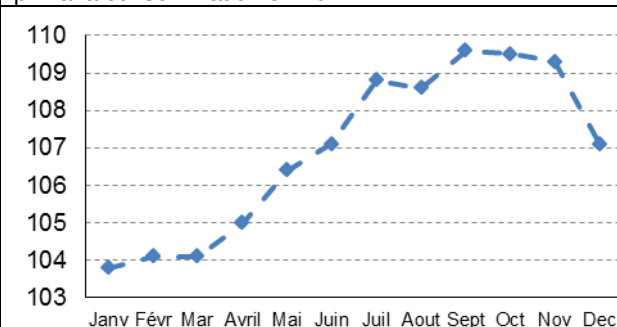
Tableau 3.1 : Quelques indicateurs économiques

	Valeurs en 2012	Variation (%)	
		2012 / 2003	2012 / 2011
Indice harmonisé des prix à la consommation	107,0	28,1	3,9
Volume des investissements directs étrangers (en milliards de FCFA)	23,2	46,8	17,8
Crédit intérieur fourni au secteur privé (% PIB)	21,6	55,4	9,1
Taux de ponction fiscale (%)	16,2	45,9	11,7

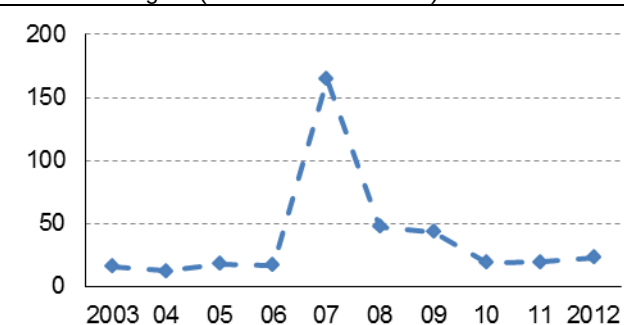
Graphique 3.1 : Evolution de l'indice harmonisé global des prix à la consommation



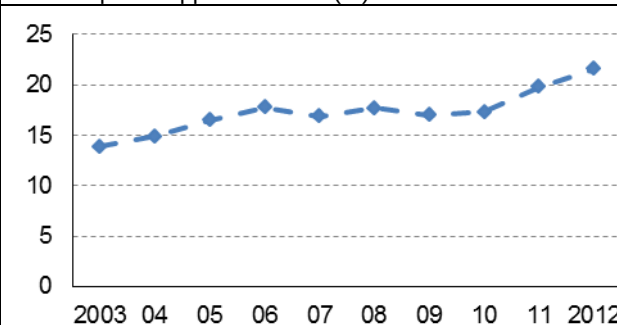
Graphique 3.2 : Evolution de l'indice harmonisé global des prix à la consommation en 2012



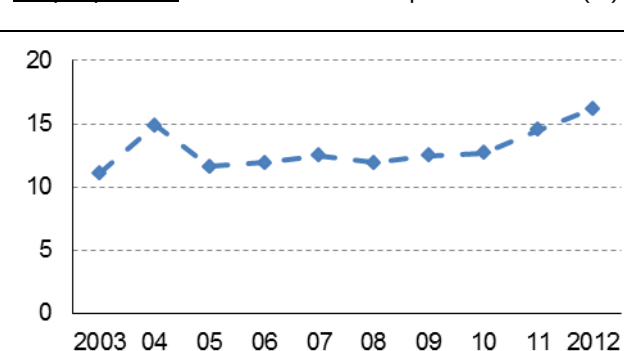
Graphique 3.3 : Evolution du volume des investissements directs étrangers (en milliards de FCFA)



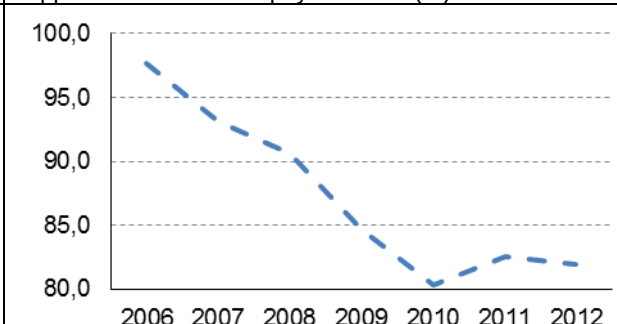
Graphique 3.4 : Evolution du crédit intérieur fourni au secteur privé rapporté au PIB (%)



Graphique 3.5 : Evolution du taux de ponction fiscale (%)



Graphique 3.6 : Evolution du Classement Doing Business rapporté au nombre de pays classés (%)



3. L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES

3.1 Documents d'investissements

Points saillants :

- ✚ Le nombre d'autorisations d'implantation d'unités industrielles est en baisse depuis 2010.
- ✚ Le nombre de constatations de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements connaît une baisse en 2012.

Commentaires généraux :

Le nombre total de documents d'investissements délivrés à Ouagadougou est passé de 76 en 2005 à 146 en 2012. On note cependant une baisse du nombre de documents délivrés, passant de 187 en 2011 à 146 en 2012 soit en baisse de 21,9%. Comparé à l'année 2005, une hausse de 92,1% est constatée.

En dehors des agréments en qualité de distributeur de produits pétroliers et dérivés qui ont connu une hausse de 100,0% entre 2011 et 2012, les autres types de documents ont connu une baisse en termes de variation relative. Ces baisses qui ont concerné les autorisations d'implantation d'unités industrielles, les agréments au code des investissements ainsi que les constatations de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements sont respectivement de l'ordre de 10%, 37,5% et de 64%.

Le nombre d'autorisations d'implantation d'unités industrielles a connu une hausse continue entre 2005 et 2008 puis une baisse en 2009 et ensuite atteindre son pic en 2010. Les constatations de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements ont également suivi la tendance des autorisations d'implantation d'unités industrielles au cours de la période de 2005 à 2012.

Parmi les documents d'investissements délivrés en 2012 à Ouagadougou, les autorisations d'implantation d'unités industrielles ont représenté 49% du nombre total de documents délivrés, suivi des agréments au code des investissements à raison de 31%.

Ces différents documents permettent aux entreprises d'exercer leurs activités de façon légale.

UI : Unité industrielle

CI : Code des investissements

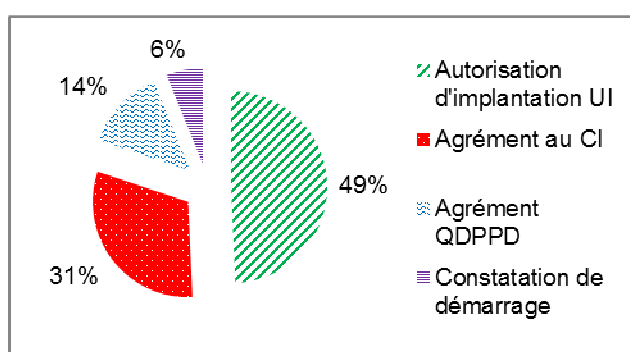
QDPPD : Qualité de distributeur de produits pétroliers et dérivés

Source statistique : Direction des guichets uniques du commerce et de l'investissement

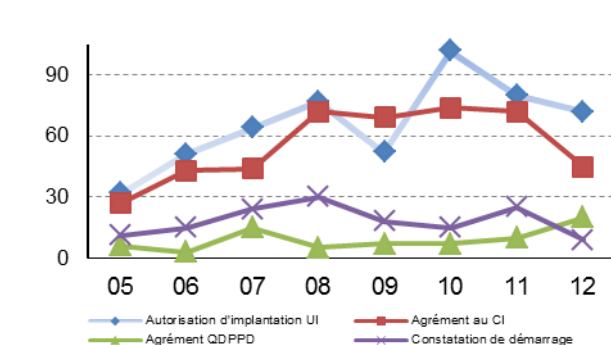
Tableau 3.2 : Répartition des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou

	Valeurs en 2012	Variation (%)	
		2012 / 2005	2012 / 2011
Autorisation d'implantation d'unités industrielles	72	125,0	-10,0
Agrément au code des investissements	45	66,7	-37,5
Agrément en qualité de distributeur de produits pétroliers et dérivés	20	233,3	100,0
Constatation de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements	9	-18,2	-64,0
Ensemble	146	92,1	-21,9

Graphique 3.7 : Répartition des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou en 2012



Graphique 3.8 : Evolution des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou



3. L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES

3.2 Documents de commerce

Points saillants :

- Les déclarations préalables d'importation (DPI) sont en hausse de 10,9% en 2012.
- Les certificats d'origine (CO) sont en baisse de 9,3% en 2012.

Commentaires généraux :

Le nombre des déclarations préalables d'importation délivrées est passé de 30 745 en 2011 à 34 093 en 2012 soit une progression de 10,9%. Sur la période de 2005 à 2012, le taux d'accroissement annuel moyen est de l'ordre de 10,9%.

On note sur la période de 2008 à 2012 une hausse continue du nombre de cartes professionnelles de commerçants délivrées. En effet, de 2 575 cartes délivrées en 2008, le nombre de cartes délivrées en 2012 a atteint 3 220. Le nombre de certificats d'origine délivrés a, par contre, évolué à la baisse entre 2011 et 2012, passant de 1 440 à 1 306. Au cours de l'année 2012, 369 autorisations d'exercer le commerce ont été délivrés à des étrangers.

Les certificats d'origine (CO) qui ont commencé à être délivrés en 2010 sont passés de 1 137 à 1 306 en 2012.

Au cours de la période 2005 à 2012, les déclarations préalables d'importation ont représenté plus de 80% des documents de commerce délivrés à Ouagadougou.

DPI : Déclaration préalable d'importation

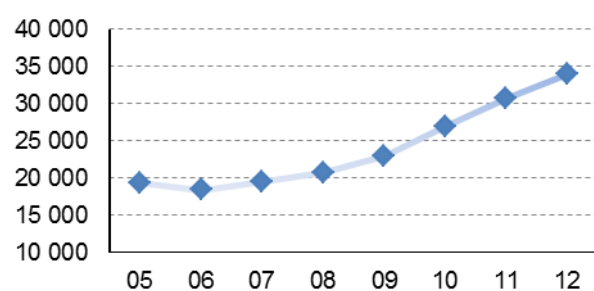
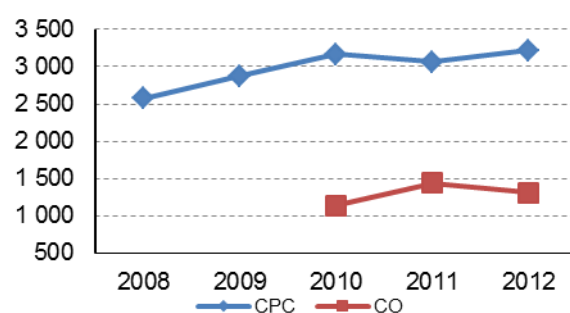
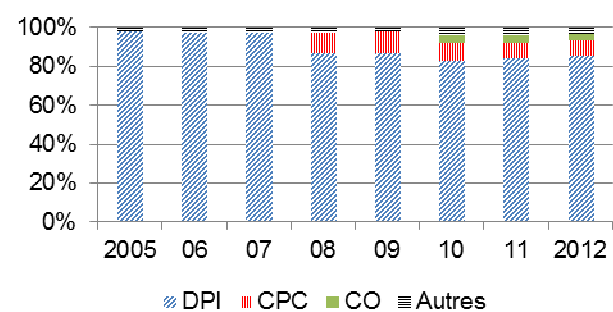
CPC : Carte professionnelle des commerçants

CO : Certificat d'origine

Source statistique : Direction des guichets uniques du commerce et de l'investissement

Tableau 3.3 : Documents de commerce délivrés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso

	Valeur en 2012	Variation (%)	
		2012 / 2005	2012 / 2011
Déclarations préalables d'importation (DPI)	34 093	75,9	10,9
Cartes professionnelles des commerçants (CPC)	3 220	-	5,0
Certificats d'origine (CO)	1 306	-	-9,3

Graphique 3.9 : Evolution des déclarations préalables d'importation délivrées**Graphique 3.10 : Evolution des CPC et des CO****Graphique 3.11 : Evolution des documents de commerce délivrés**

4. LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Points saillants :

- ✚ 54% des titres déposés à l'OAPI en 2012 ont concerné des noms commerciaux.
- ✚ Augmentation de plus de 73% des demandes de noms commerciaux déposées en 2012 après une forte baisse en 2011.

Commentaires généraux :

La variation de l'ensemble des demandes de titres déposées à l'OAPI a été de 61,7% entre 2011 et 2012 passant respectivement de 60 à 97 alors qu'en 2003 il y en avait seulement 14.

Le nombre de dépôts de demandes de titres à l'OAPI a augmenté progressivement de 2005 à 2008 avant de chuter en 2009, année à partir de laquelle il a évolué en dents de scie jusqu'en 2012.

A partir de 2006, le nombre de dépôts de demandes de titres relatifs à des noms commerciaux a suivi la même tendance que celle de l'ensemble des dépôts de demandes de titres à l'OAPI.

Au cours de l'année 2012, les demandes de titres relatives à des noms commerciaux ont représenté 54% de l'ensemble des dépôts de demandes de titres acceptés par l'OAPI, les marques quant à elles ont représenté 40% et les autres demandes 6%.

En matière de propriété industrielle, l'OAPI a pour missions, entre autres, de mettre en œuvre et d'appliquer les procédures administratives communes découlant du régime uniforme de protection de la propriété industrielle ainsi que des stipulations des conventions internationales en ce domaine auxquelles les Etats membres ont adhéré et de rendre les services en rapport avec la propriété industrielle (source : site web de l'OAPI ; www.oapi.int, 24/09/2014)

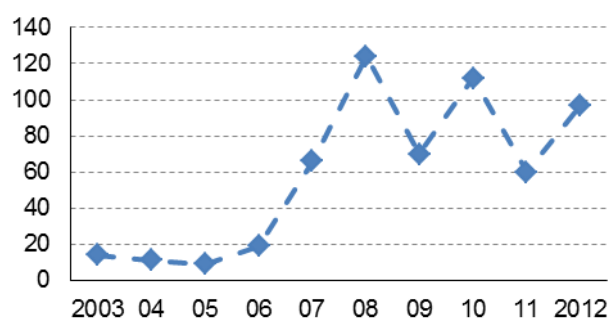
Le CNPI est la structure nationale de liaison avec l'OAPI.

Source statistique : Centre national de propriété industrielle

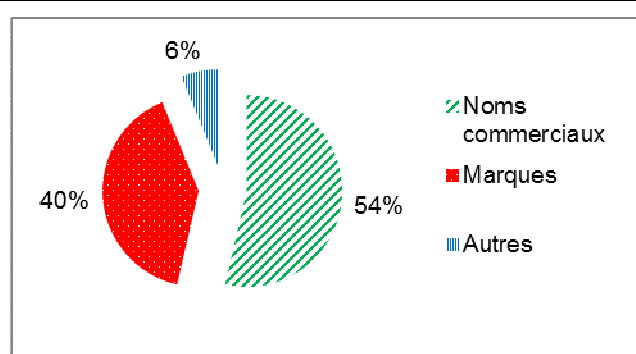
Tableau 4.1 : Dépôts de demandes de titres à l'Organisation africaine de propriété intellectuelle (OAPI)

	Nombre en 2012	Variation (%)	
		2012 / 2003	2012 / 2011
Noms commerciaux	52	-	73,3
Marques	39	-	56,0
Modèles d'utilité	2	-	-33,3
Renouvellement des marques	2	-	100,0
Brevets	1	-	0,0
Dessins et modèles industriels	1	-92,9	-
Ensemble	97	592,9	61,7

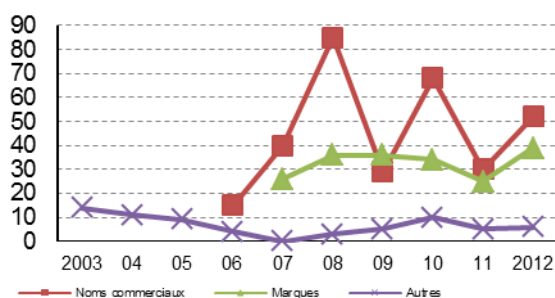
Graphique 4.1 : Evolution de l'ensemble des dépôts de demandes de titres à l'OAPI



Graphique 4.2 : Répartition de l'ensemble des dépôts de demandes de titres à l'OAPI en 2012 (%)



Graphique 4.3 : Evolution des dépôts de demandes de titres à l'OAPI



5. LA QUALITE

Points saillants :

- ✚ Huit (08) fois plus d'analyses de qualité effectuées en 2012 par rapport à 2003.
- ✚ 16,3% d'analyses de qualité effectuées en plus en 2012 par rapport à 2011.
- ✚ 61% des analyses effectuées en 2012 ont concerné les matériaux de construction.

Commentaires généraux :

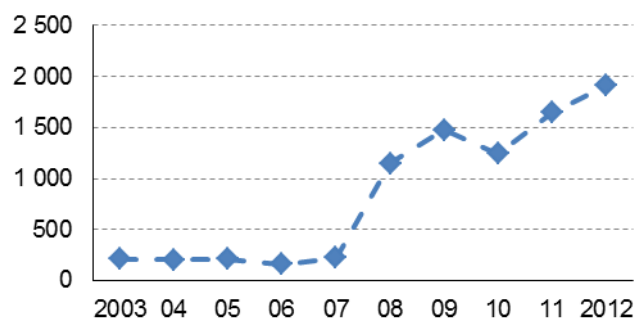
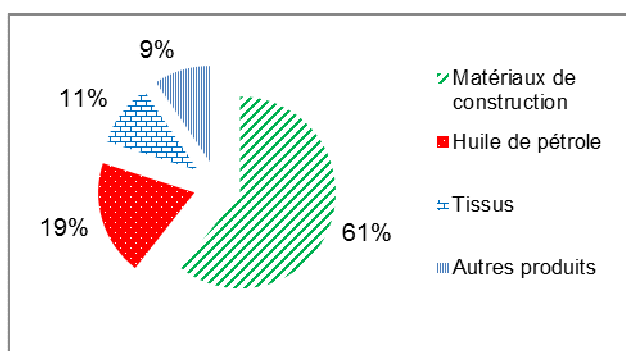
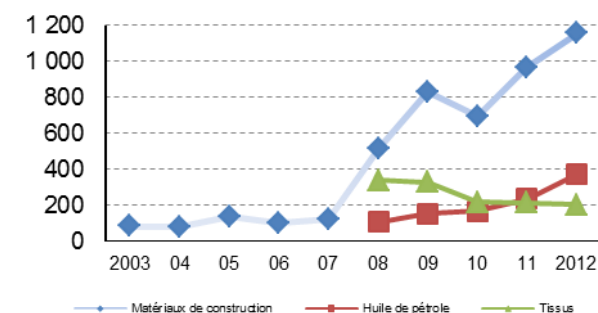
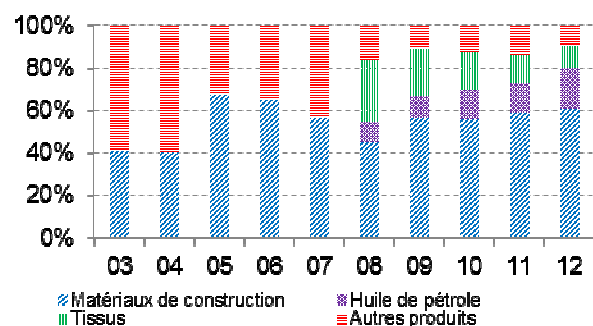
Le nombre total d'analyses de qualité effectuées, tous types de produits confondus pour l'obtention des certificats de conformité, est passé de 1 643 en 2011 à 1 911 en 2012, soit une hausse de 16,3%. De 2003 à 2012, ce nombre a progressé de 814,4%.

Les produits ayant suscité le plus d'analyses de qualité en termes relatifs entre 2011 et 2012, ont été les huiles de pétrole (56,8%), les jouets et articles pour jeux de société (28,6%), les matériaux de construction (20,0%). Les produits ayant connu moins d'analyses de qualité entre 2011 et 2012, ont été les pneumatiques (-55%), les appareils et instruments de pesage et de mesurage (-31,6%), les bouteilles de gaz (-18,2%), le carburant (-11,1%) et les tissus (-6,5%).

Entre les années 2003 et 2012, le nombre d'analyses de qualité effectuées sur les matériaux de construction a été multiplié par 13,6. En 2012, le nombre d'analyses effectuées sur les matériaux de construction ont représenté 61% du nombre total d'analyses de qualité effectuées, les huiles de pétrole quant à elles, ont représenté 19% et les tissus 11%. Depuis 2008, le nombre d'analyses effectuées sur l'huile de pétrole a connu une hausse régulière jusqu'en 2012.

Tableau 5.1 : Nombre d'analyses de qualité effectuées par type de produits

	Nombre en 2012	Variation (%)	
		2012 / 2003	2012 / 2011
Pneumatiques	36	56,5	-55,0
Matériaux de construction	1 158	1 262,4	20,0
Bouteilles de gaz	9	-52,6	-18,2
Carbure	8	166,7	-11,1
Piles électriques	2	100,0	-
Sachets en plastique et vaisselles, articles de ménage, d'hygiène ou de toilette en plastique	91	16,7	12,3
Huile de pétrole	370	-	56,8
Tissus	202	-	-6,5
Appareils et instruments de pesage et de mesurage	26	-	-31,6
Jouets et articles pour jeux de société	9	-	28,6
Ensemble	1 911	814,4	16,3

Graphique 5.1 : Evolution du nombre d'analyses de qualité**Graphique 5.2 : Répartition des analyses de qualité par produits (%)****Graphique 5.3 : Evolution du nombre d'analyses de qualité des principaux produits****Graphique 5.4 : Répartition des analyses de qualité (%)**

6. LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

6.1. Les entreprises industrielles enregistrées à la CCI-BF

Points saillants :

- 📊 Augmentation régulière du nombre d'entreprises industrielles de 2003 à 2012.
- 📊 9,1% d'entreprises industrielles supplémentaires en 2012.
- 📊 Environ 75% des entreprises industrielles enregistrées ont moins de 10 ans d'existence.

Commentaires généraux :

Le nombre total des entreprises industrielles enregistrées a évolué de 7 388 en 2011 à 8 062 en 2012 soit 9,1% de hausse. Entre 2003 et 2012, ce nombre est passé de 2 901 à 8 062 entreprises, soit une augmentation de 177,9%.

Dans toutes les branches d'activités, le nombre d'entreprises industrielles enregistrées a augmenté en 2012 avec un taux d'accroissement compris entre 7,3% et 10,1%. Le nombre d'entreprises exerçant dans le bâtiment et les travaux publics est passé de 5 625 en 2011 à 6 132 en 2012, soit une progression de 9,0%. Entre 2003 et 2012, le taux de progression des entreprises enregistrées dans cette branche d'activité a été de 171,9%.

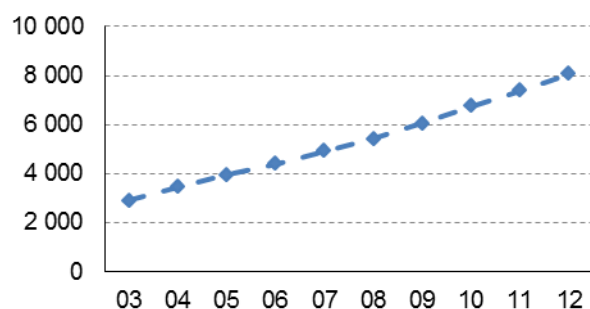
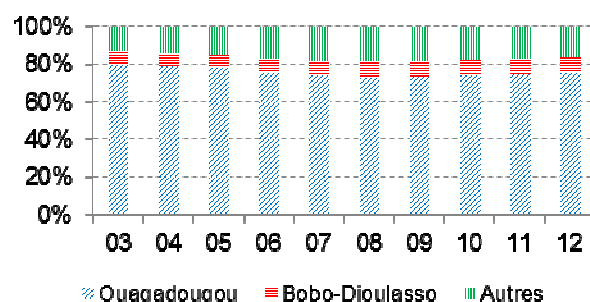
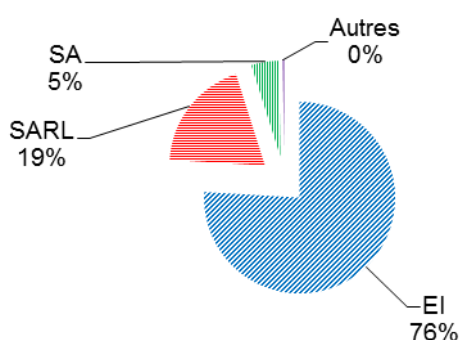
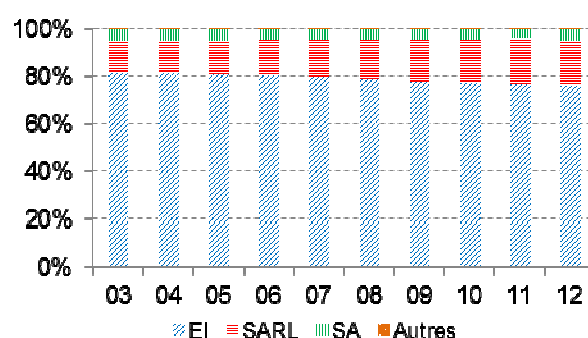
Le nombre d'entreprises industrielles enregistrées a plus que doublé pour toutes les branches d'activités en comparant les années 2003 et 2012. Sur la période de 2003 à 2012, la courbe représentant le nombre d'entreprises industrielles enregistrées est croissante et linéaire.

Tout comme l'ensemble des entreprises enregistrées à la CCI-BF, les entreprises industrielles créées sous la forme d'entreprises individuelles ont représenté 76% des entreprises industrielles en 2012 tandis que les sociétés à responsabilité limitée (SARL) et les sociétés anonymes (SA) ont quant à elles représenté respectivement 19% et 5% des entreprises industrielles.

En 2012, 76% des entreprises industrielles enregistrées sont localisées à Ouagadougou contre 8% à Bobo-Dioulasso.

Tableau 6.1 : Répartition des entreprises industrielles selon la branche d'activité

	Nombre en 2012	Variation (%)	
		2012 / 2003	2012 / 2011
Bâtiments et travaux publics	6 132	171,9	9,0
Industries agro-alimentaires	481	236,4	10,1
Industries chimiques	161	168,3	7,3
Industries des produits minéraux et industries métallurgiques de base	52	136,4	8,3
Industries du textile et du papier	574	164,5	10,0
Industries du bois, des métaux et industries diverses	520	256,2	9,7
Industries extractives	142	144,8	7,6
Ensemble	8 062	177,9	9,1

Graphique 6.1 : Evolution du nombre d'entreprises industrielles**Graphique 6.2 : Répartition des entreprises industrielles par localité (%)****Graphique 6.3 : Répartition des entreprises industrielles par statut juridique en 2012 (%)****Graphique 6.4 : Répartition des entreprises industrielles par statut juridique (%)**

6. LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

6.1. Les entreprises industrielles enregistrées à la CCI-BF (suite)

Points saillants :

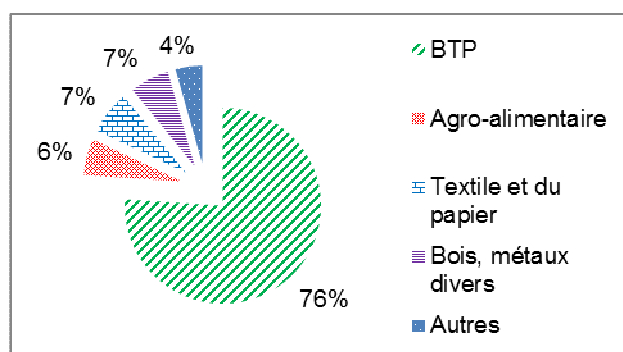
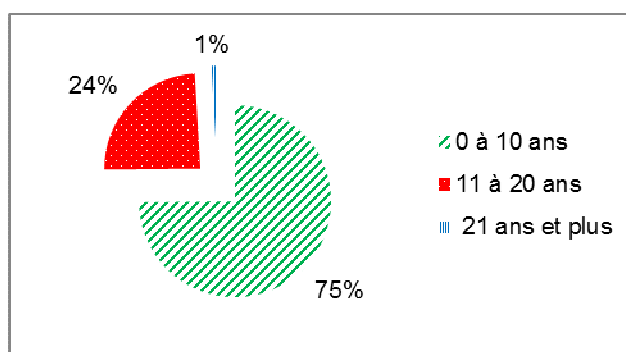
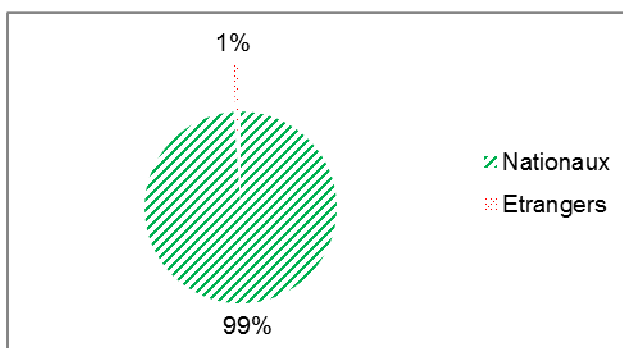
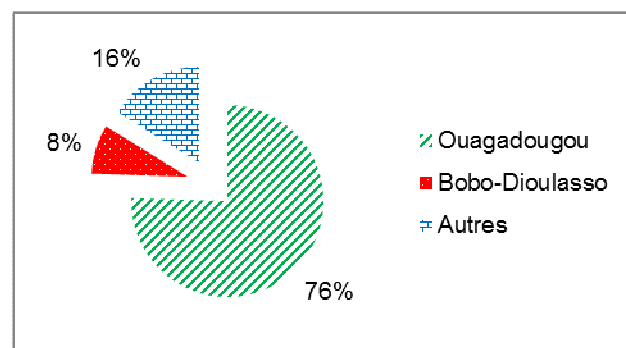
-  76% des entreprises industrielles sont dans la catégorie « Bâtiments et travaux publics (BTP) » en 2012.
-  99% des capitaux des entreprises industrielles sont d'origine nationale en 2012.
-  75% des entreprises industrielles ont moins de 10 ans d'existence en 2012.

Commentaires généraux :

Environ trois quarts (75%) des entreprises industrielles ont moins de dix ans d'existence alors que 24% ont une durée d'existence comprise en 11 et 20 ans. On note par ailleurs, tout comme les entreprises enregistrées de façon générale, que seulement 1% des unités industrielles connaissent une participation de capitaux étrangers.

Tableau 6.2 : Répartition des entreprises industrielles selon la tranche d'âge

	Nombre en 2012	Variation (%)	
		2012 / 2003	2012 / 2011
0 à 10 ans	6 034	114,6	5,6
11 à 20 ans	1 952	3 100,0	21,7
21 ans et plus	76	171,4	10,1
Ensemble	8 062	177,9	9,1

Graphique 6.5 : Répartition des entreprises industrielles par branche d'activités en 2012 (%)**Graphique 6.6 : Répartition des entreprises industrielles par tranche d'âge en 2012 (%)****Graphique 6.7 : Répartition des entreprises industrielles par origine des capitaux en 2012 (%)****Graphique 6.8 : Répartition des entreprises industrielles par localité en 2012 (%)**

6. LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

6.2. Les entreprises industrielles du répertoire de la Direction générale de l'industrie (DGI)

Points saillants :

- ✚ Production industrielle en hausse de 18% en 2011.
- ✚ Effectif du personnel des entreprises industrielles en hausse de 5,8% comparativement à 2010.

Commentaires généraux :

En dehors de la masse salariale qui a connu une baisse de 0,1% entre 2010 et 2011, les autres variables de gestion des entreprises industrielles ont vu leur niveau s'accroître, notamment de 18,0% pour la production, de 22,4% pour le chiffre d'affaires et de 20,3% pour la consommation des produits pétroliers.

Les niveaux atteints en 2010 et 2011 sont respectivement de 516,1 et 609,1 milliards de FCFA pour la production, 592,3 et 724,9 milliards de FCFA pour le chiffre d'affaires, 46,6 et 56 milliards de FCFA pour la consommation des produits pétroliers.

Les effectifs employés ont augmenté de 9 202 employés en 2010 à 9 737 employés en 2011.

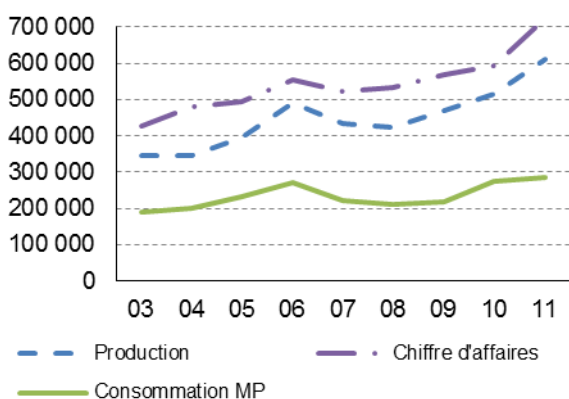
La production et le chiffre d'affaires des entreprises industrielles ont augmenté entre 2003 et 2011 respectivement de 75,5%, et 70,1%. Par ailleurs, on note une augmentation de la consommation en électricité sur la période, passant ainsi de 7,8 milliards de FCFA en 2003 à 13,1 milliards de FCFA en 2011, soit une hausse de 67.2%.

Source statistique : L'enquête industrielle de la Direction générale de l'industrie (DGI) est une enquête annuelle réalisée auprès des entreprises industrielles du Burkina Faso. Elle couvre toutes les régions du Burkina Faso dans lesquelles sont localisées les industries. Sur un échantillon de 234 entreprises industrielles en 2011, 140 ont répondu aux questionnaires.

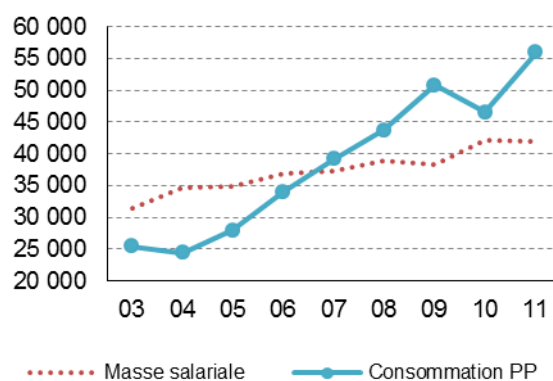
Tableau 6.3 : Evolution des variables de gestion des entreprises industrielles (en millions de FCFA)

	Valeur en 2011	Variation (%)	
		2011 / 2003	2011 / 2010
Production	609,1	75,5	18,0
Masse salariale	42,1	33,5	-0,1
Chiffre d'affaires	724,9	70,1	22,4
Consommation matières premières	284,1	50,5	3,9
Consommation des produits pétroliers	56,0	120,3	20,3
Consommation électricité	13,1	67,2	3,4
Effectif employé	9 737	9,6	5,8

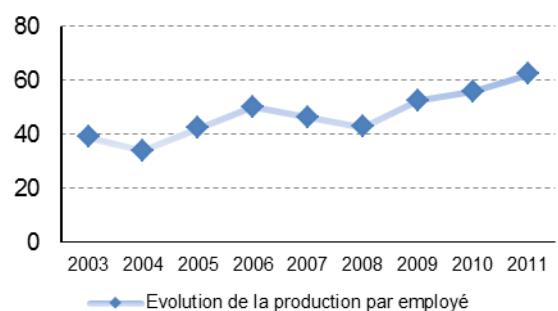
Graphique 6.9 : Evolution des indicateurs de gestion des entreprises industrielles (millions FCFA)



Graphique 6.10 : Evolution des indicateurs de gestion des entreprises industrielles (millions FCFA)



Graphique 6.11 : Evolution de la production par employé (millions FCFA)



6. LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

6.3 L'Indice harmonisé de la production industrielle

Points saillants :

- 📈 Regain de la croissance de l'activité industrielle au quatrième trimestre 2012 de 16,8%.

Commentaires généraux :

En 2012, le deuxième et le troisième trimestre ont connu une baisse de l'indice de production industrielle passant d'un niveau d'indice de 140,0 à 105,7. Cette tendance s'est inversée au quatrième trimestre 2012 et a atteint un niveau d'indice de 123,5, soit une hausse de 16,8%.

En termes de glissement annuel, le premier trimestre et le deuxième trimestre ont connu plus d'activités industrielles en 2012 avec respectivement une hausse de 13,4% et de 10,8%. Par contre, l'activité industrielle a baissé au troisième et au quatrième trimestre de 2012 en termes de glissement annuel avec respectivement des variations de 3,8% et 4,3%.

La tendance de l'indice de la production industrielle des industries extractives est croissante depuis 2009 passant d'un niveau de 820,4 au premier trimestre 2009 à 1 275,2 au quatrième trimestre 2012, soit une hausse de 55,4%. Comparé à 2011 en termes de glissement annuel, l'activité extractive a baissé d'intensité du premier au troisième trimestre avant de s'améliorer au quatrième trimestre 2012, avec respectivement des variations de -7,5%, -14,6%, -5,1% et +24,8%.

La production de verre, de céramique et de matériaux de construction a connu un regain d'activité de 22,9% entre le troisième et le quatrième trimestre de 2012. Cependant, le niveau du quatrième trimestre 2012 est inférieur à celui du même trimestre de 2011 à raison de 11,2%.

La production des entreprises regroupées dans la catégorie autres industries de fabrication a connu une hausse d'activité de 6,7% au quatrième trimestre de 2012 comparé au troisième trimestre de la même année. Cependant, le niveau de l'indice de production de la branche en 2012 est en baisse par rapport à 2011 en termes de glissement annuel avec respectivement 5,9% 6,7% 24,0% 25,4% pour les quatre trimestres.

Indices calculés : Indices de Laspeyres de volume

Nomenclatures : NAEMA, NOPEMA

Année de base : 2007

Champs couvert : entreprises industrielles exerçant au Burkina Faso

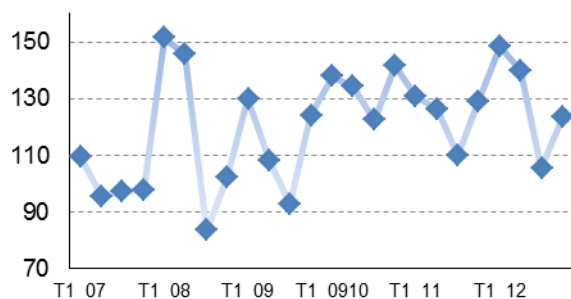
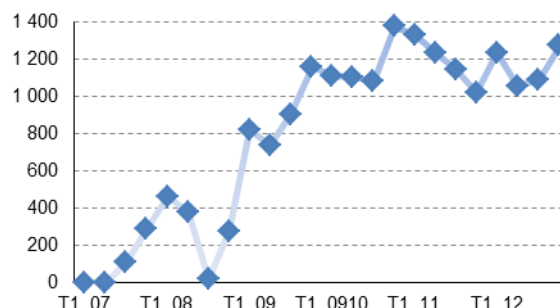
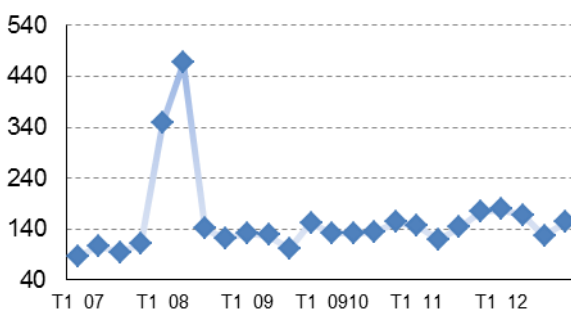
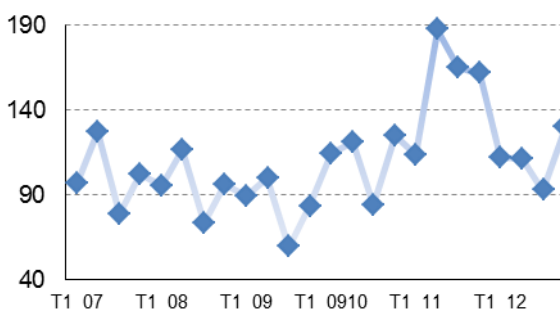
Echantillon : 56 entreprises et 86 produits-entreprises

Source statistique : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 6.4 : Evolution de l'indice trimestriel de production industrielle par type d'industries

	Pondération	2012				Glissement annuel (%)			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Industries extractives	111,5	1 236,1	1 055,9	1 091,3	1 275,2	-7,5	-14,6	-5,1	24,8
Industries alimentaires et de tabac	3 180,7	158,5	143,1	113,1	130,8	-2,6	17,4	0,9	1,1
Industries textiles et du cuir	1 300,7	77,9	12,2	10,7	33,4	-11,6	-12,2	-30,5	3,1
Industries du bois et meubles	1,4	107,6	162,1	62,5	48,3	-9,5	6,9	-34,7	16,7
Industries du papier, carton et édition	77,0	112,4	111,3	92,9	130,5	-1,2	-40,7	-43,7	-19,4
Industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques	364,5	66,9	79,7	61,4	77,1	-0,4	10,1	-7,4	4,0
Industries du verre, de la céramique	1 324,8	178,7	167,3	126,1	155,0	20,9	39,9	-12,1	-11,2
Industries métalliques	1 186,4	130,8	169,4	135,4	100,1	41,4	66,1	7,5	-26,0
Autres industries de fabrication	335,5	173,0	162,6	172,4	183,9	-5,9	-6,7	-24,0	-25,4
Electricité, gaz et eau	2 117,6	122,7	140,1	69,1	99,0	102,1	-13,0	3,0	0,1
Ensemble industries	10 000	148,6	140	105,7	123,5	13,4	10,8	-3,8	-4,3

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Graphique 6.12 : Evolution de l'indice global trimestriel de production industrielle (base 100 en 2007)**Graphique 6.13 : Evolution de l'indice trimestriel de production industrielle des industries extractives (base 100 en 2007)****Graphique 6.14 : Evolution de l'indice trimestriel de production des industries du verre, de la céramique (base 100 en 2007)****Graphique 6.15 : Evolution de l'indice trimestriel de production des autres industries de fabrication (base 100 en 2007)**

7. LE COMMERCE

7.1. Les entreprises commerciales enregistrées à la CCI-BF

Points saillants :

- ✚ Le nombre d'entreprises commerciales enregistrées est en hausse de 8,8% en 2012.
- ✚ Le commerce de détail est le type de commerce le plus répandu en 2012 avec 73% des entreprises commerciales enregistrées.
- ✚ La majorité des entreprises commerciales enregistrées sont des entreprises individuelles.

Commentaires généraux :

Le nombre total des entreprises commerciales est passé de 29 885 en 2011 à 32 508 en 2012, soit une hausse de 8,8%.

Sur la période de 2003 à 2012, le nombre d'entreprises enregistrées a pratiquement triplé, passant de 11 237 entreprises en 2003 à 32 508 en 2012.

Le commerce de gros est la catégorie d'activité qui enregistre le taux d'accroissement d'entreprises inscrites le plus élevé en 2012 comparativement à 2011, soit 28,0%. Cette catégorie est suivie du commerce de demi-gros avec 11,7%, du petit commerce avec 9,1% et du commerce de détail à hauteur de 7,1%.

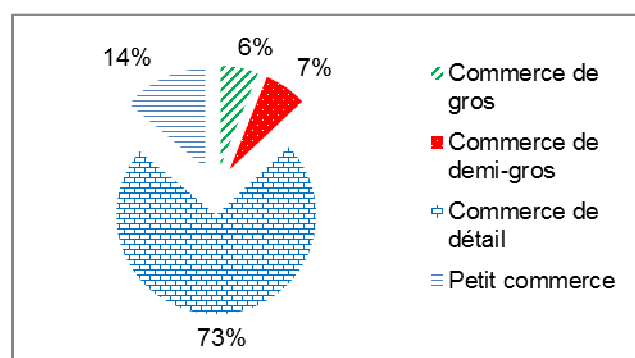
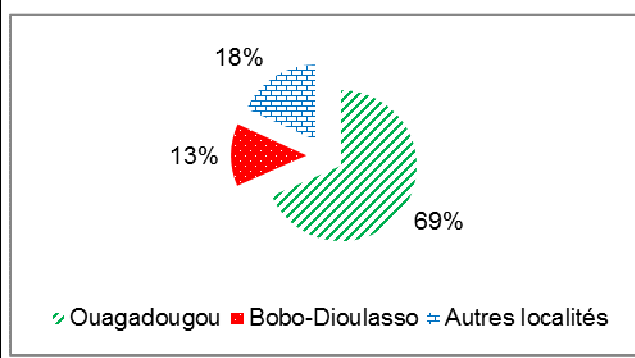
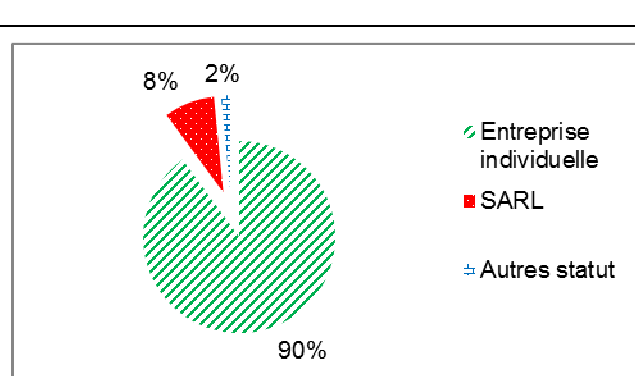
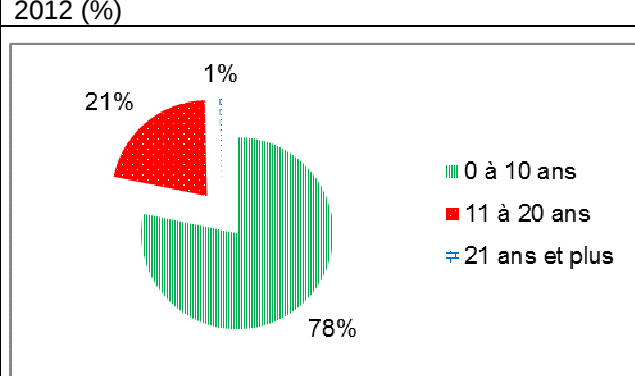
Le commerce de détail est exercé en 2012 par 23 757 entreprises au total, soit 73% des entreprises commerciales. 14% des entreprises commerciales enregistrées pratiquent le petit commerce, 7% le commerce de demi gros et 6% le commerce de gros.

Les entreprises commerciales sont majoritairement installées à Ouagadougou en 2012 avec 69% des entreprises contre 13% à Bobo-Dioulasso et 18 % dans les autres localités du Burkina Faso. Les entreprises individuelles ont représenté 90% des entreprises commerciales en 2012, suivies des Sociétés à responsabilité limitée (SARL), 8%.

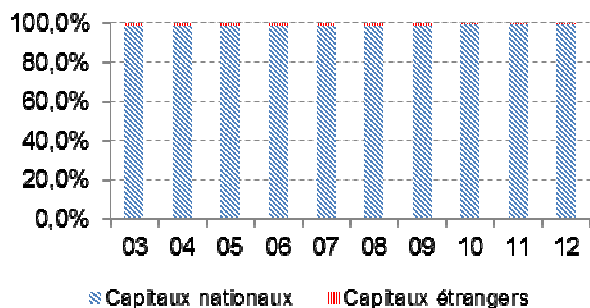
En ce qui concerne l'ancienneté de ces entreprises, 78% d'entre elles ont moins de 10 ans d'existence, 21% une durée d'existence comprise entre 11 et 20 ans et seulement 1% ont plus de 20 ans. Moins de 1% des entreprises commerciales détiennent des capitaux étrangers.

Tableau 7.1 : Nombre d'entreprises commerciales par type de commerce

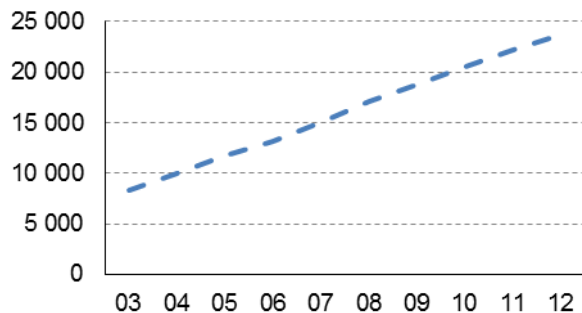
	Effectif en 2012	Variation 2012 / 2003 (%)	Variation 2012 / 2011 (%)
Commerce de gros	1 981	305,9	28,0
Commerce de demi-gros	2 243	243,0	11,7
Commerce de détail	23 757	185,0	7,1
Petit commerce	4 527	157,2	9,1
Ensemble	32 508	189,3	8,8

Graphique 7.1 : Répartition des entreprises commerciales par type de commerce en 2012 (%)**Graphique 7.2 : Répartition des entreprises commerciales par localité en 2012 (%)****Graphique 7.3 : Répartition des entreprises commerciales par statut juridique en 2012 (%)****Graphique 7.4 : Répartition des entreprises commerciales par tranche d'âge de création en 2012 (%)**

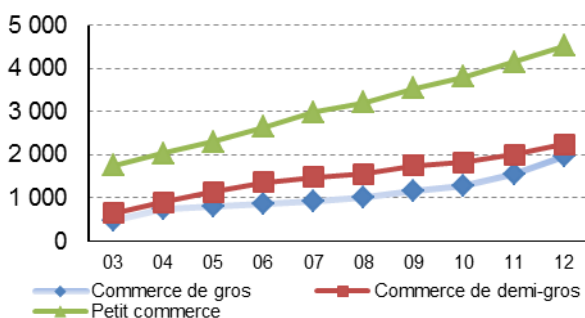
Graphique 7.5 : Répartition des entreprises commerciales par origine des capitaux (%)



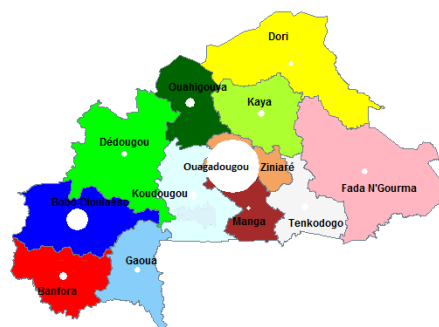
Graphique 7.6 : Evolution des entreprises du commerce de détail



Graphique 7.7 : Evolution des types d'entreprises de commerce autres que le commerce de détail



Carte 7.1 : Répartition des entreprises commerciales enregistrées à la CCI-BF par localité en 2012



7. LE COMMERCE

7.2. Commerce extérieur

Points saillants

- 📊 La balance commerciale est déficitaire sur toute la période de 2003 à 2012.
- 📊 Stagnation des exportations en 2012.
- 📊 Forte hausse des importations (+43,9%) en 2012 comparativement à 2011.

Commentaires généraux :

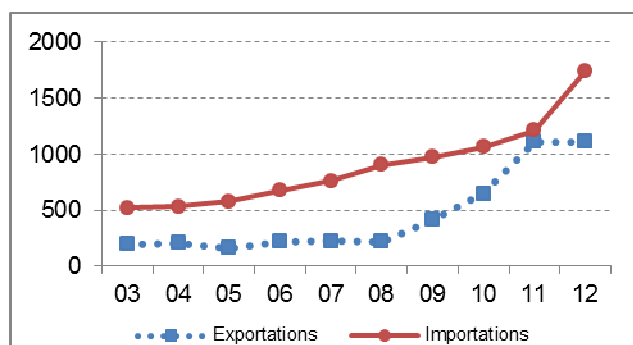
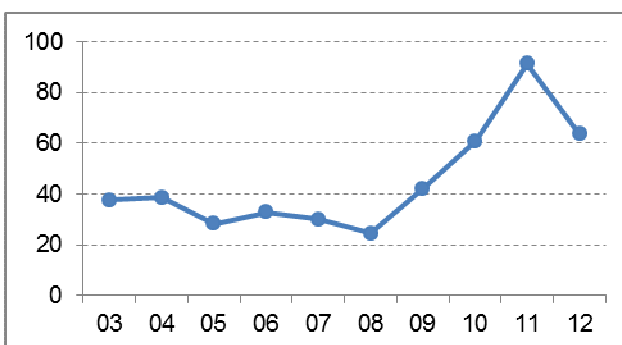
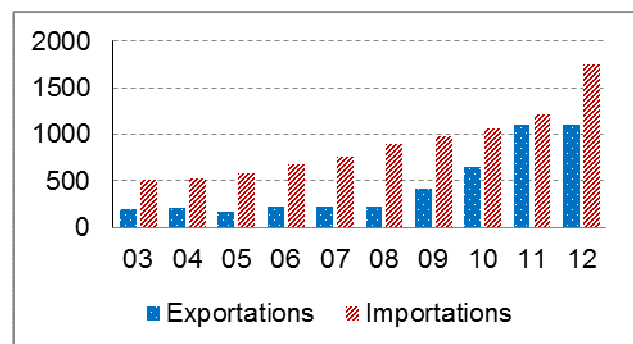
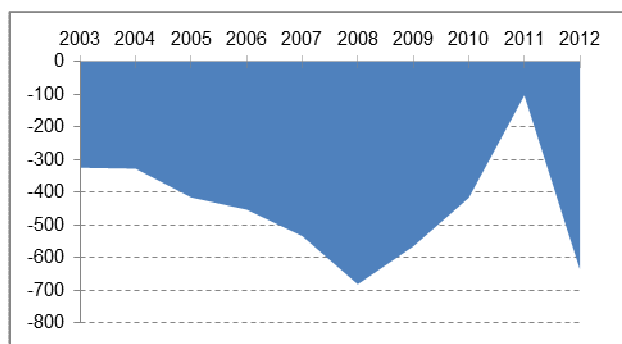
Le commerce extérieur du Burkina Faso présente un solde structurellement déficitaire. Le déficit s'est maintenu en 2012 avec un niveau atteignant 635,7 milliards de FCFA. Le niveau des exportations est passé de 1 110,4 milliards de FCFA en 2011 à 1 111,5 milliards FCFA en 2012, soit une légère hausse de 0,1% tandis que celui des importations est passé de 1 214,0 milliards de FCFA en 2011 à 1 747,2 milliards FCFA en 2012, soit un accroissement de 43,9%.

Sur la période de 2003 à 2012, les importations se sont accrues continuellement tandis que les exportations ont connu une relative stagnation de 2003 à 2008 avant de connaître une hausse jusqu'en 2012.

Le taux de couverture des importations par les exportations a connu une baisse sur la période de 2003 à 2008 puis une progression continue jusqu'en 2011 avant de décroître en 2012. En 2011, le taux de couverture des importations a atteint son niveau le plus élevé, soit 91,5%. Cela s'explique notamment par la hausse des exportations de l'or et alliages d'or à usage non monétaire dont les exportations sont passées de 438,7 milliards de FCFA en 2010 à 852,2 milliards de FCFA en 2011.

Tableau 7.2 : Importations et des exportations (en milliards FCFA)

	Valeur en 2012	Variation 2012 /2003 (%)	Variation 2012 / 2011 (%)
Exportations	1 111,50	468,5	0,1
Importations	1 747,20	235,7	43,9
Balance commerciale	-635,7	95,6	513,6

Graphique 7.8 : Evolution des importations et des exportations (en milliards FCFA)**Graphique 7.9 : Evolution du taux de couverture (en %)****Graphique 7.10 : Evolution des importations et des exportations (en milliards FCFA)****Graphique 7.11 : Evolution de la balance commerciale (en milliards FCFA)**

7. LE COMMERCE

7.2.1. Principaux produits exportés

Points saillants :

- Sur la période de 2003 à 2012, les exportations de l'or ont dépassé celles du coton à partir de 2009.
- L'Europe est la principale destination des produits d'exportation en termes de volume.

Commentaires généraux :

L'or et les alliages d'or à usage non monétaire restent le principal produit d'exportation du Burkina Faso depuis 2009. En effet, en 2012, avec un montant de 805,7 milliards de FCFA, ils ont représenté plus de 72% des recettes totales d'exportations. Le coton (non compris les linters) en masse vient en seconde position avec 149,9 milliards de FCFA soit 13,5% des exportations.

Cela traduit la faiblesse du tissu industriel burkinabè qui non seulement ne parvient pas à transformer intensément les matières premières produites localement mais aussi ne parvient pas de manière globale à conquérir de manière significative les marchés internationaux avec des produits manufacturés.

La valeur des exportations du Burkina Faso vers les autres pays de l'Afrique est passée de 175,9 milliards de FCFA en 2011 à 244,6 milliards de FCFA en 2012, soit une hausse de 39,1%. Comparé à 2004, cette hausse est de 48,2%.

Les exportations du Burkina Faso vers le continent américain ont également augmenté, passant de 6,9 milliards de FCFA en 2011 à 18,9 milliards de FCFA en 2012, soit une hausse de 173,9%. Comparé à 2004, cette augmentation est de l'ordre de 4 625%,

Contrairement aux autres continents, les exportations du Burkina Faso en direction de l'Europe ont baissé de 10,2% passant de 854,9 milliards de FCFA en 2011 à 768,0 milliards de FCFA en 2012.

Toutefois, d'une manière générale, les exportations de produits du Burkina Faso dirigées vers le continent européen ont connu une nette amélioration à partir de 2005. En 2012, l'Europe a été la première destination des exportations avec 69% du total des produits exportés, suivie de l'Afrique 22%, l'Asie 7% et l'Amérique 2%. Les produits ont été principalement exportés vers les pays comme la Suisse, l'Afrique du Sud et la France. Les exportations vers la Suisse ont cru de façon exponentielle à partir de 2008 jusqu'à atteindre la valeur de 762,1 milliards de FCFA en 2011 avant de baisser à 700,5 milliards de FCFA en 2012.

Les exportations du coton en valeur ont été quasi stables sur la période de 2003 à 2008 et ont été supérieures aux exportations d'or jusqu'en 2008. A partir de 2009, l'or a supplanté le coton et a atteint son maximum en 2011 (852,2 milliards de FCFA) avant de connaître une légère baisse en 2012 ramenant sa valeur à 805,7 milliards de FCFA. Cette baisse est consécutive à la baisse des cours de l'or sur le plan international.

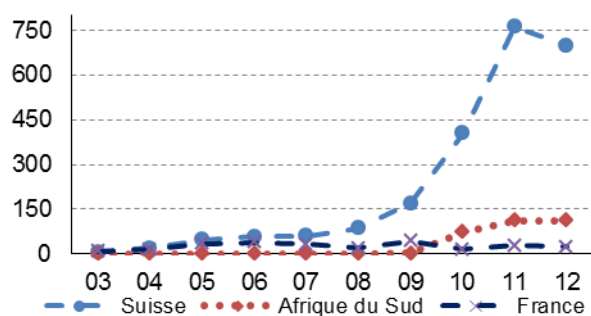
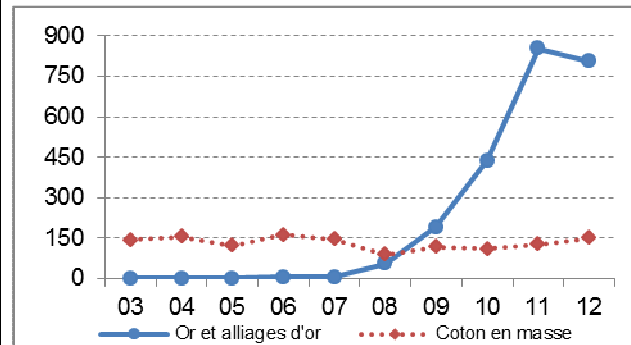
Source statistique : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 7.3 : Exportations par continent (en milliards FCFA)

	Valeur en 2012	Variation 2012 / 2004 (%)	Variation 2012 / 2011 (%)
Afrique	244,6	48,2	39,1
Amérique	18,9	4 625,0	173,9
Asie	78,5	5 938,5	9,3
Europe	768,0	1 824,8	-10,2
Océanie	1,5	-	66,7
Ensemble	1 111,50	438,0	0,1

Tableau 7.4 : Principaux produits exportés (en milliards FCFA)

	Valeur en 2012	Variation 2012 / 2003 (%)	Variation 2012 / 2011 (%)	% des exportations en 2012
Or et alliages d'or à usage non monétaire	805,7	50 256,3	-5,5	72,5
Coton (non compris les linters) en masse	149,9	4,9	19,3	13,5
Graines de sésame	45	1 084,2	65,4	4,0
Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	16,7	1 291,7	-42,6	1,5
Groupes électrogènes à moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston	15,4	15 300,0	5 033,3	1,4
Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	10,2		-31,5	0,9
Total des exportations	1 111,50	467,4	0,1	100,0

Graphique 7.12 : Evolution des exportations par principaux pays (en milliards FCFA)**Graphique 7.13 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTIC (en milliards FCFA)**

7. LE COMMERCE

7.2.2. Principaux produits importés

Points saillants :

- Les importations d'huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux ont été les plus importantes en 2012.
- L'Europe est le continent avec lequel le Burkina Faso importe le plus en termes de volume.
- Les importations en provenance de l'Amérique en 2012 ont augmenté de façon sensible, soit de 126,3% par rapport à 2011.

Commentaires généraux :

Les principales catégories de produits importés par le Burkina Faso en 2012, en termes de valeurs, sont les huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux (23,1%), les toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances (2,9%), les voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes (2,8%) et les ciments hydrauliques (2,7%).

En dehors des toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances, qui ont connu un recul de 4,0% en 2012 par rapport à 2011, les neuf autres principaux produits importés ont enregistré un taux d'accroissement d'au moins 17%. Le taux d'accroissement le plus important est celui des motocycles et vélocipèdes avec moteurs auxiliaires, avec ou sans side-car (131,1%), suivi de celui des engrais (79,7%) et celui du propane et butane liquéfiés (77,6%).

Les importations en provenance de l'Europe ont progressé de 40,4% passant de 444,7 milliards de FCFA en 2011 à 624,3 milliards de FCFA en 2012. Sur la période de 2003 à 2012, la valeur des importations a connu un accroissement de 251,9%.

La valeur des importations venant d'Afrique est passée de 350,6 milliards de FCFA en 2011 à 479,8 milliards de FCFA en 2012, soit 36,9% de hausse. Comparativement à 2003, cette hausse est de 129,2%.

Les importations venant de l'Asie ont également augmenté de 27,9% passant de 304,3 milliards de FCFA en 2011 à 389,2 milliards de FCFA en 2012. Comparativement à 2003, l'on note une augmentation de 782,5%.

Les importations provenant du continent américain sont en forte croissance de 126,3% de 2011 à 2012 avec un niveau passant de 99,3 milliards de FCFA à 224,7 milliards de FCFA.

Sur la période de 2003 à 2012, les produits importés sont principalement d'origines européenne et africaine. En 2012, les produits importés avaient pour provenance l'Europe à hauteur de 36% des importations totales, 27% pour l'Afrique, 22% pour l'Asie, 13% pour l'Amérique et 2% pour l'Océanie. Les principaux pays d'importations des produits ont été la Côte d'Ivoire, la Chine, la France, le Royaume Uni et les Etats Unis d'Amérique. Les importations en provenance de ces pays ont connu une tendance haussière sur la période.

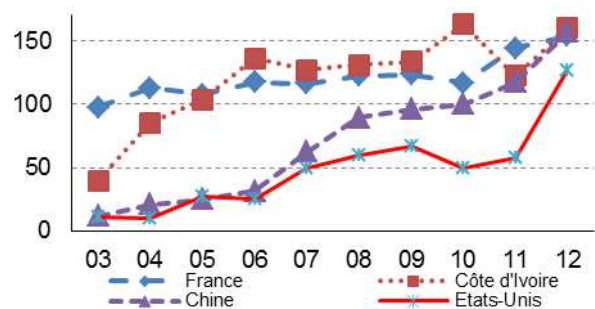
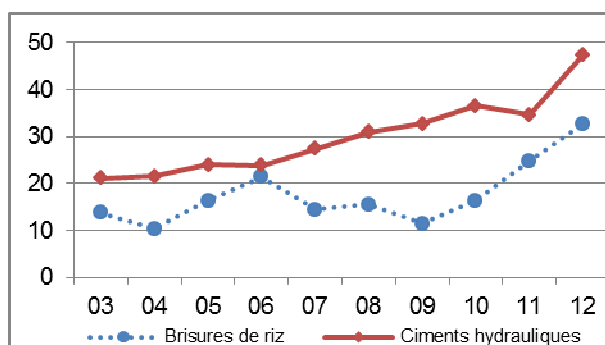
Source statistique : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 7.5 : Importations par continent (en milliards FCFA)

	Valeur en 2012	Variation 2012 / 2003 (%)	Variation 2012 / 2011 (%)
Afrique	479,8	129,2	36,9
Amérique	224,7	1 388,1	126,3
Asie	389,2	782,5	27,9
Europe	624,3	251,9	40,4
Océanie	29,1	4 057,1	92,7
Ensemble	1 747,20	291,0	43,9

Tableau 7.6 : Principaux produits importés (en milliards FCFA)

	Valeur en 2012	Variation 2012/ 2003 (%)	Variation 2012/ 2011 (%)	% des importations en 2012
Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux	403,5	7 372,2	59,3	23,1
Toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances	50,8	129,9	-4,0	2,9
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	48,1	111,9	17,6	2,8
Ciments hydrauliques	47,5	124,1	37,3	2,7
Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	41,6	112,2	131,1	2,4
Engrais, nda,	41,5	101,5	79,7	2,4
Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	36,6	86,7	18,4	2,1
Brisures de riz	32,7	137,0	31,9	1,9
Appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie par fil	27,9	1 168,2	34,8	1,6
Propane et butane liquéfiés	26,1	770,0	77,6	1,5
Total des importations	1 747,20	235,7	43,9	100,0

Graphique 7.14 : Evolution des importations par principaux pays (en milliards FCFA)**Graphique 7.15 : Evolution des importations de produits de grande consommation selon la nomenclature CTIC (en milliards FCFA)**

7. LE COMMERCE

7.3. Commerce intérieur

7.3.1 Prix de détail de produits sur quelques marchés

Points saillants :

- 🚩 Le prix moyen du petit mil local a varié a subi une hausse de 33,8% en 2012 à Ouagadougou.
- 🚩 Le prix du riz importé a baissé de 6,6% en 2012 à Ouagadougou

Commentaires généraux :

Les prix des céréales comme le sorgho blanc, le maïs blanc et le mil dans la ville de Ouagadougou ont évolué de la même manière en dents de scie jusqu'en 2010. A partir de 2010, on a constaté une baisse du prix du sorgho blanc pendant que les prix des deux autres céréales ont connu une augmentation. Quant au prix du riz importé, il a toujours été supérieur aux prix des autres céréales et a connu une tendance haussière sur la période sous revue.

A Bobo-Dioulasso, les prix des principales céréales ont varié en dents de scie avec des pics pour le sorgho blanc, le maïs blanc et le mil en 2005 et 2012. Le prix du riz importé a été quasi stationnaire de 2003 à 2007 autour de 250 FCFA/kg avant de flamber à plus de 350 FCFA/kg à partir de 2008.

A Dori, les prix des produits ont évolué presque de la même manière qu'à Bobo-Dioulasso à l'exception du riz importé qui a connu des pics à 423FCFA/kg en 2008 et 2009.

Le prix du mil à Solenzo a été supérieur à ceux du sorgho blanc et du maïs blanc de 2003 à 2012 avec le plus grand écart constaté en 2012, soit 66 FCFA/kg.

Sources statistiques : -Institut national de la statistique et de la démographie

-Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire

Tableau 7.7 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Ouagadougou

	Valeur en 2012	Variation 2012 / 2011 (%)	Variation 2012 / 2003 (%)
Sorgho blanc	107	3,9	-17,1
Petit mil local	297	33,8	126,7
Riz importé	397	-6,6	58,8
Maïs blanc	216	16,8	86,2
Haricot local blanc	467	36,5	106,6
Viande fraîche de bœuf	1 599	9,0	109,8
Viande fraîche de mouton	1 998	6,8	98,8

Tableau 7.8 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Bobo-Dioulasso

	Valeur en 2012	Variation 2012 / 2011 (%)	Variation 2012 / 2003 (%)
Sorgho blanc	188	37,2	34,3
Mil	275	59,0	69,8
Maïs blanc	179	22,6	57,0
Riz importé	401	1,3	60,4

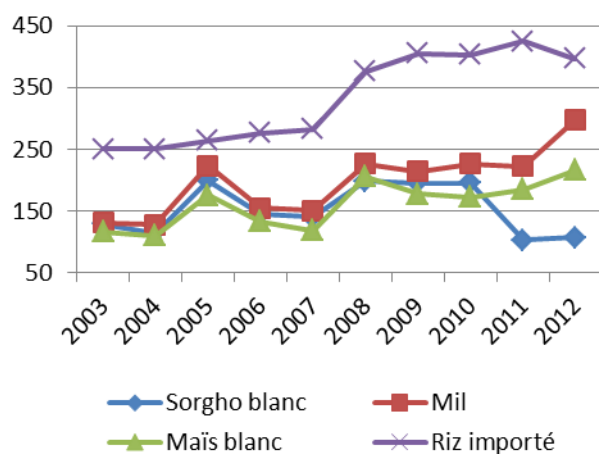
Tableau 7.9 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Dori

	Valeur en 2012	Variation 2012/ 2011 (%)	Variation 2012/ 2003 (%)
Sorgho blanc	223	34,3	44,8
Mil	272	42,4	70,0
Maïs blanc	221	16,3	45,4
Riz importé	400	0,3	51,5

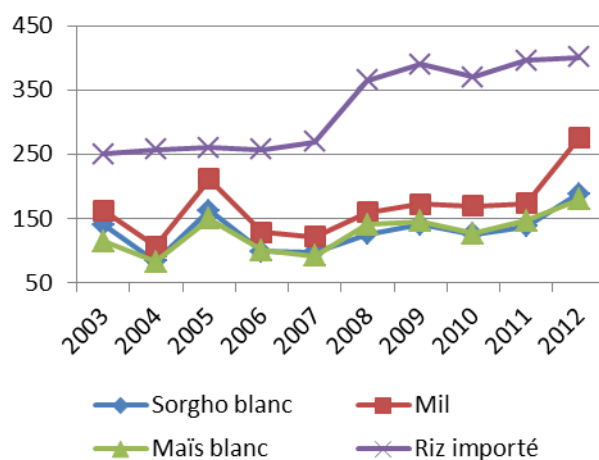
Tableau 7.10 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Solenzo

	Valeur en 2012	Variation 2012 / 2011 (%)	Variation 2012 / 2003 (%)
Sorgho blanc	165	48,6	106,3
Mil	230	70,4	139,6
Maïs blanc	164	40,2	110,3

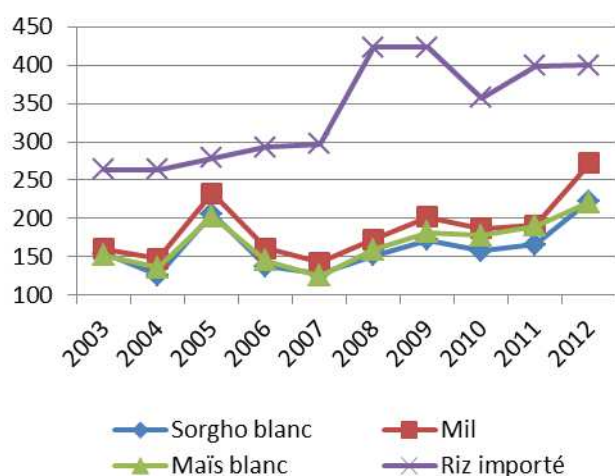
Graphique 7.16 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Ouagadougou (en FCFA/kg)



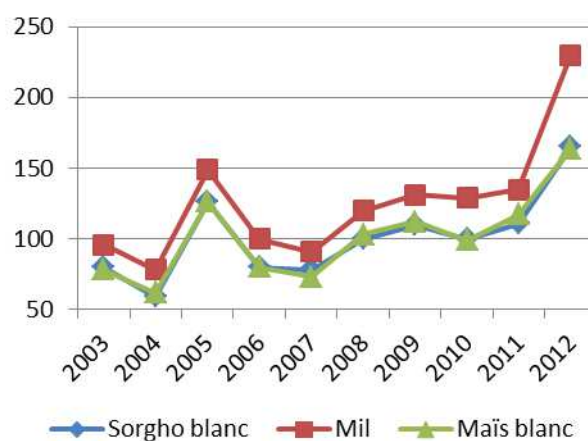
Graphique 7.17 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Bobo-Dioulasso (en FCFA/kg)



Graphique 7.18 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Dori (en FCFA/kg)



Graphique 7.19 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Solenzo (en FCFA/kg)



7. LE COMMERCE

7.3.2 Prix de bétail sur quelques marchés

Points saillants :

- ✚ Le prix du taurillon/génisse a connu une hausse de 22,3% entre 2010 et 2011 et une hausse de 185,8% sur la période 2003-2011 à l'abattoir de Ouagadougou.
- ✚ Le prix du taureau/bœuf a baissé de 1,7% entre 2010 et 2011 à Pouytenga.

Commentaires généraux :

Les prix du taurillon/génisse, du bélier mossi, du bouc castré mossi, du bélier sahélien et de la chèvre mossi ont connu une très légère hausse à Ouagadougou à partir de l'année 2003 pour atteindre respectivement 169 200 FCFA, 48 800 FCFA, 27 700 FCFA, 82 000 FCFA, 24 200 FCFA en 2011. Le prix du taureau/bœuf, par contre, a augmenté fortement et est passé de 145 500 FCFA en 2003 à 375 700 FCFA en 2011.

A Pouytenga, les prix du bélier mossi, du bouc castré mossi, du bélier sahélien et de la chèvre mossi ont été quasi stationnaires sur la période 2005-2011. Le prix du taurillon/génisse a augmenté de 100 900 FCFA en 2006 à 188 600 FCFA en 2008 avant de se stabiliser sur la période 2009-2011 autour de 200 000 FCFA. Le prix du taureau/bœuf a cru de 185 000 FCFA en 2003 pour atteindre 318 500 FCFA en 2007 et par la suite a évolué en dents de scie jusqu'en 2011.

Dans la ville de Kaya, les prix du bélier mossi, du bouc castré mossi, du bélier sahélien et de la chèvre mossi ont suivi la même tendance qu'à Pouytenga. Le prix du taurillon/génisse a connu une tendance haussière de 2005 à 2008 et une tendance baissière entre 2008 et 2011. Quant au prix du taureau/bœuf, il a également connu une hausse de 2005 à 2008 qui l'a fait passer de 188 000 FCFA à 303 600 FCFA. Il a ensuite baissé à 278 700 FCFA en 2010 avant de remonter à 310 700 FCFA en 2012.

Le prix du bélier sahélien a coûté autour de 50 000 FCFA de 2007 à 2011 à Gorom-Gorom. Le prix du taureau/bœuf a enregistré une hausse importante de 120 000 FCFA en 2005 à 353 300 FCFA en 2008. Il s'en est suivi une baisse jusqu'à 120 900 FCFA en 2010. Une reprise des prix a été observée en 2011 à 247 300 FCFA.

Source statistique : Direction générale de la prévision, des statistiques et de l'économie de l'élevage /Ministère des ressources animales et halieutiques

Tableau 7.11 : Evolution des prix moyens annuels de quelques bétails en bon état à Ouagadougou abattoir (en milliers de FCFA)

	Valeur en 2011	Variation 2011 / 2010 (%)	Variation 2011 / 2003 (%)
Taurillon/Génisse	169,2	22,3	185,8
Taureau/Bœuf	375,7	5,6	158,2
Bélier mossi	48,8	16,2	119,8
Bélier sahélien	82,0	6,8	153,9
Bouc castré mossi	27,7	1,8	132,8
Chèvre mossi	24,2	2,1	132,7

Tableau 7.12 : Evolution des prix moyens annuels de quelques bétails en bon état à Pouytenga (en milliers de FCFA)

	Valeur en 2011	Variation 2011 / 2010 (%)	Variation 2011 / 2005 (%)
Taurillon/Génisse	203,0	3,7	125,6
Taureau/Bœuf	322,9	-1,7	74,5
Bélier mossi	36,4	8,0	45,6
Bélier sahélien	63,1	6,6	31,5
Bouc castré mossi	32,3	-0,6	31,8
Chèvre mossi	21,2	39,5	63,1

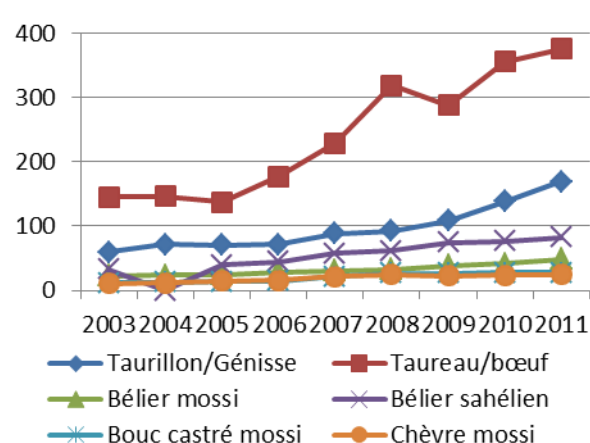
Tableau 7.13 : Evolution des prix moyens annuels de quelques bétails en bon état à Kaya (en milliers de FCFA)

	Valeur en 2011	Variation 2011 / 2010 (%)	Variation 2011 / 2005 (%)
Taurillon/Génisse	165,9	8,9	40,6
Taureau/Bœuf	310,7	11,5	65,3
Bélier mossi	33,5	1,5	34,0
Bélier sahélien	64	8,1	66,2
Bouc castré mossi	22	8,9	120,0
Chèvre mossi	19,3	9,0	75,5

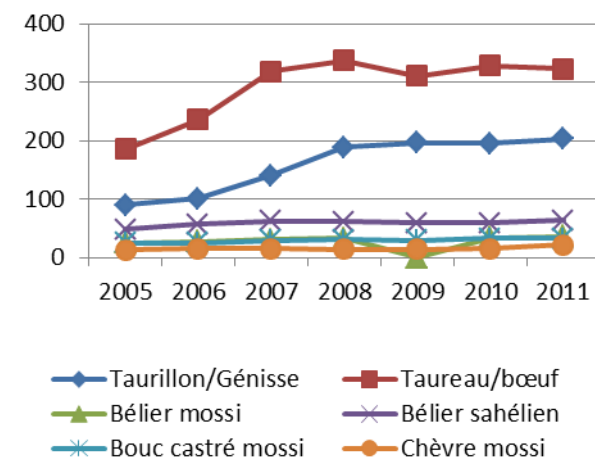
Tableau 7.14 : Evolution des prix moyens annuels de quelques bétails en bon état à Gorom-Gorom (en milliers de FCFA)

	Valeur en 2011	Variation 2011 / 2010 (%)	Variation 2011 / 2005 (%)
Taurillon/Génisse	155,0	20,2	86,7
Taureau/Bœuf	247,3	16,2	106,1
Bélier sahélien	50,6	8,6	53,3

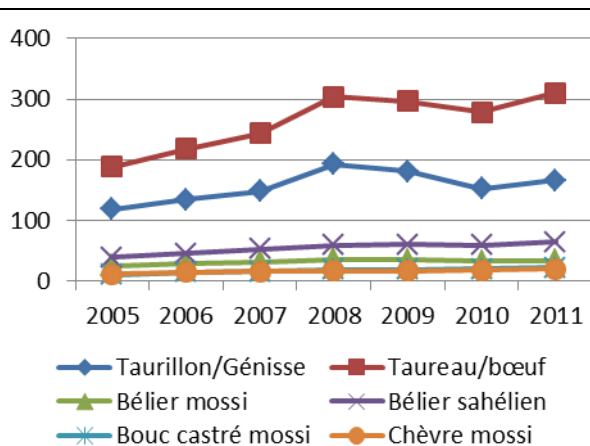
Graphique 7.20 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Ouagadougou (en milliers de FCFA)



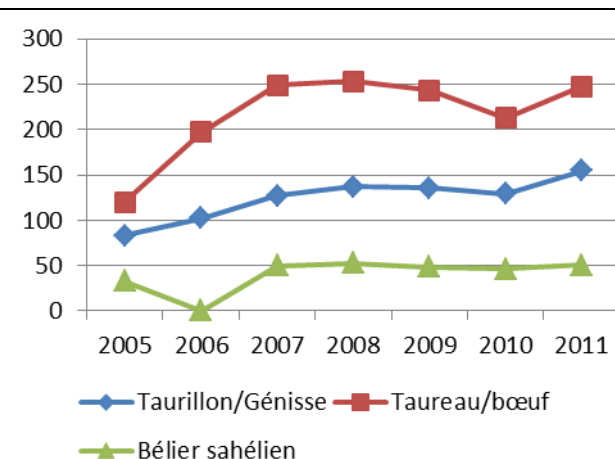
Graphique 7.21 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Pouytenga (en milliers de FCFA)



Graphique 7.22 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Kaya (en milliers de FCFA)



Graphique 7.23 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Gorom-Gorom (en milliers de FCFA)



7. LE COMMERCE

7.3.3 Prix des hydrocarbures

Points saillants :

- ✚ Le prix du DDO a connu la plus grande augmentation sur la période 2004-2012 sur les différents lieux de vente.
- ✚ Le prix du gaz à la pompe est resté constant soit 320 FCFA/kg de 2004 à 2012 à Ouagadougou.

Commentaires généraux :

Entre 2004 et 2012, les prix à la pompe des hydrocarbures à Ouagadougou ont augmenté de façon générale. Le DDO-AC (combustible utilisé par la SONABEL et certaines industries) connaît la plus forte hausse, soit 82.3% sur la période et la plus faible variation revient au super avec 23,9%.

Entre 2011 et 2012, le prix sortie dépôts du super à Ouagadougou a augmenté de 17.4% et entraîné une augmentation du prix à la pompe de 5,6%. En ce qui concerne le gasoil, la hausse du prix sortie dépôt de 19,6% a entraîné une augmentation du prix à la pompe de 6,3%.

Le gaz butane, quant à lui, a connu une stabilisation du prix à la pompe (320 FCFA/l soit 4000 FCFA la bouteille de 12.5kg) sur la période pendant qu'une hausse de 23% du prix sortie dépôt était constatée ; cela s'explique par la volonté de l'Etat de promouvoir l'utilisation de ce combustible à travers la subvention qui en est offerte.

Tout comme à Ouagadougou, la plus forte variation de prix à Bobo-Dioulasso sur la période 2004 - 2012 est revenue au DDO-AC (91,7%). Le prix du pétrole sortie dépôts n'a pas changé entre 2011 et 2012 que ce soit à Bobo-Dioulasso comme à Ouagadougou.

Source statistique : Société nationale burkinabè d'hydrocarbures

Tableau 7.15 : Variation des prix vente sortie dépôts des hydrocarbures à Bingo

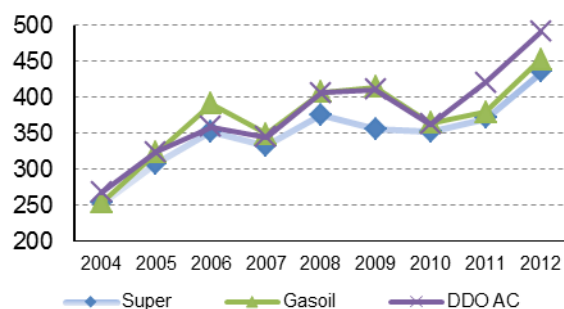
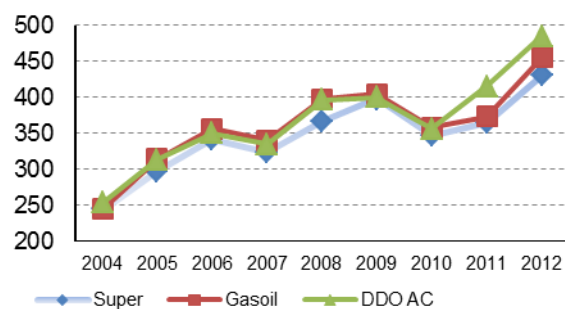
	Valeur en 2012	Variation 2012 / 2011 (%)	Variation 2012 / 2004 (%)
Super	436	17,4	72,1
Pétrole	388	0,0	32,9
Gasoil	453	19,4	78,6
DDO-AC	491	16,6	83,2
Gaz butane	614	23,1	49,9

Tableau 7.16 : Variation des prix à la pompe des hydrocarbures à Ouagadougou

	Valeur en 2012	Variation 2012 / 2011 (%)	Variation 2012 / 2004 (%)
Super	720	5,6	23,9
Pétrole	573	24,6	61,9
Gasoil	644	6,3	46,0
DDO-AC	578	19,9	82,3
Mélange	728	5,5	37,9
Gaz butane	320	0,0	0,0

Tableau 7.17 : Variation des prix sortie dépôts des hydrocarbures à Bobo-Dioulasso

	Valeur en 2012	Variation 2012 / 2011 (%)	Variation 2012 / 2004 (%)
Super	432	18,1	76,0
Pétrole	390	0,0	37,7
Gasoil	456	21,9	85,9
DDO-AC	485	16,9	91,7
Gaz butane	640	22,0	46,9

Graphique 7.24 : Evolution des prix de ventes sorties dépôts Bingo (en FCFA par litre)**Graphique 7.25 : Evolution des prix de ventes sorties dépôts de Bobo-Dioulasso (en FCFA par litre)**

7. LE COMMERCE

7.3.4 Indices des prix à la consommation

Points saillants :

-  En 2005, 2008 et 2012, la variation de l'indice global des prix à la consommation est supérieure à 3%.
-  Les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées connaissent la plus forte hausse entre 2011 et 2012.

Commentaires généraux :

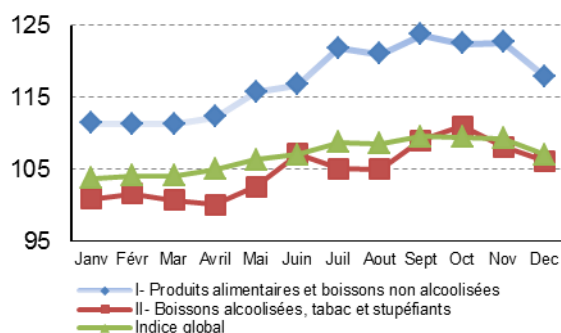
La variation de l'indice global des prix à la consommation a évolué entre -0.2% et 10.6% sur la période de 2004 à 2012. Les plus fortes variations de l'indice global des prix à la consommation sont constatées en 2005, 2008 et 2012 où elles sont supérieures à 3% qui constitue la norme communautaire au sein de l'UEMOA.

En ce qui concerne les différentes catégories de biens et services, la variation des prix des produits alimentaires est plus remarquable. En effet, les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées ont augmenté de 5,4% entre 2011 et 2012 ; cette variation est de 5,3% pour les boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants ; ils sont suivis par les services de restauration et hôtels et des services de transports respectivement à hauteur de 4,7% et 4,5%. Cependant, on constate une baisse relative des prix des meubles, articles de ménage et ceux des loisirs entre 2011 et 2012. La hausse des prix à la pompe des hydrocarbures et les mauvais résultats de la campagne agricole 2011-2012 sont les principaux facteurs qui expliquent l'inflation constatée sur la période.

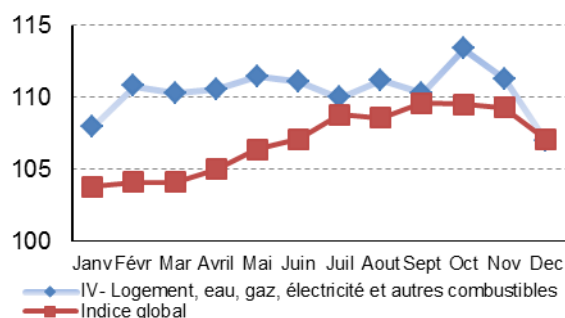
Tableau 7.18 : Variations moyennes annuelles de l'indice des prix à la consommation par fonction de 2004 à 2012

	base 100 en 1996					base 100 en 2008	
	2005	2006	2007	2008	2009	2011	2012
I- Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0,155	-0,003	-0,013	0,233	0,025	0,061	0,054
II- Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	0,013	0,020	0,018	0,049	0,014	0,018	0,053
III- Articles d'habillement et chaussures	-0,001	0,023	0,021	0,029	0,035	0,006	0,010
IV- Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	0,002	0,050	-0,016	0,121	0,107	0,038	0,041
V- Meubles, articles de ménage et entretien	0,012	0,006	0,005	0,070	-0,001	0,004	-0,002
VI- Santé	0,010	0,023	0,001	0,017	0,007	0,006	0,001
VII- Transports	0,097	0,061	-0,019	0,057	-0,019	0,023	0,045
VIII- Communication	-0,001	0,000	0,000	0,000	0,000	-0,186	0,010
IX- Loisirs et culture	0,001	0,001	-0,004	0,011	0,015	0,002	-0,005
X- Enseignement	0,073	0,058	0,068	0,004	0,000	0,004	0,005
XI- Restaurants et hôtels	0,000	0,041	0,025	0,027	0,074	0,065	0,047
XII- Biens et services divers	-0,016	-0,001	0,002	0,065	-0,031	0,008	0,009
Ensemble	0,065	0,023	-0,002	0,106	0,027	0,027	0,039

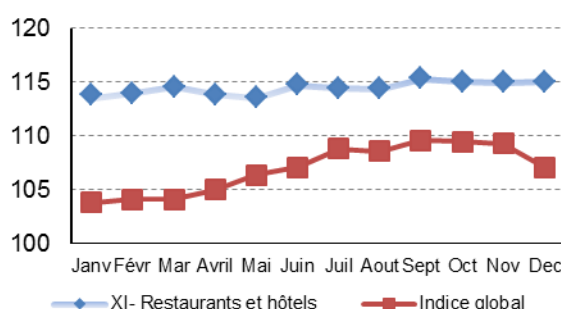
Graphique 7.26 : Evolution mensuelle de l'indice global, de l'indice des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » de 2012



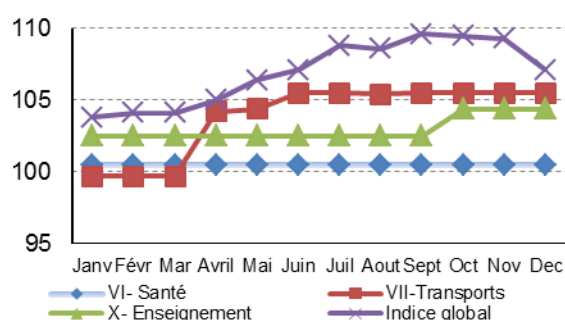
Graphique 7.27 : Evolution mensuelle de l'indice global et de l'indice de la fonction « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » de 2012



Graphique 7.28 : Evolution mensuelle de l'indice global et de l'indice de la fonction "Restaurants et Hôtels" de 2012



Graphique 7.29 : Evolution mensuelle de l'indice global et de l'indice des fonctions « Santé », « Transport » et « Enseignement » de 2012



7. LE COMMERCE

7.3.5 Commercialisation du bétail

Points saillants :

- 🚩 le nombre d'abattages contrôlés des bovins est en hausse de 0,3% en 2011.
- 🚩 Le nombre d'abattages contrôlés des ovins en termes de carcasses a augmenté de 6,7% en 2011.

Commentaires généraux :

A l'exception des ânes pour lesquels une baisse des abattages contrôlés est constatée en 2011, toutes les autres espèces d'animaux ont connu une relative hausse d'abattages. Les abattages de caprins constituent l'espèce la plus abattue au cours de l'année 2011. En effet, 971 093 carcasses de caprins ont été dénombrées et constituent une hausse de 4,9% par rapport à 2010 contre 17,3% comparativement à l'année 2007. Ils sont suivis des ovins et des bovins avec respectivement 319 520 carcasses et 226 111 carcasses.

Sur la période de 2007 à 2011, les ventes moyennes journalières de carcasses d'animaux à l'abattoir de Bobo-Dioulasso sont supérieures à celles de Ouagadougou.

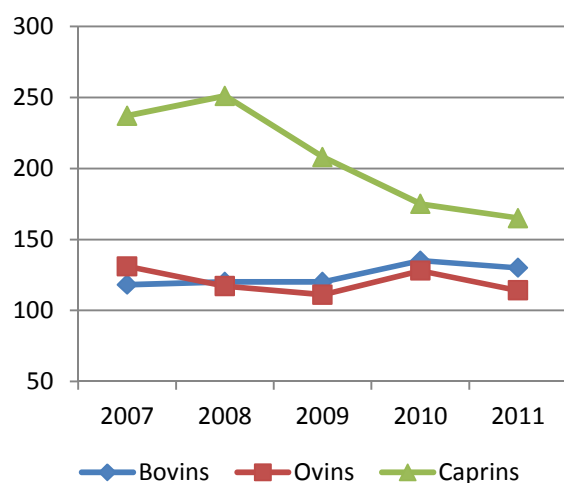
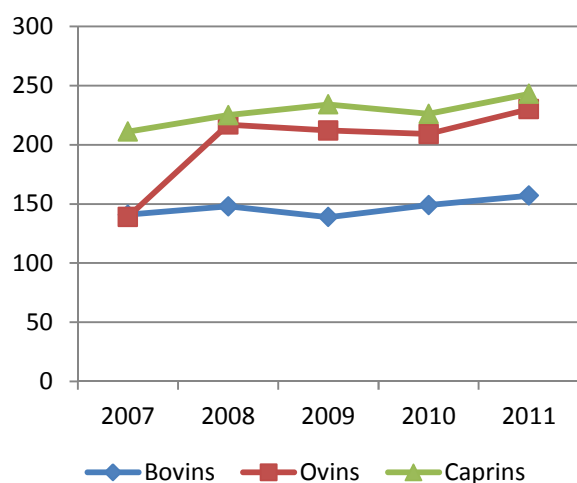
Les ventes moyennes journalières de carcasses de caprins sont en baisse continue depuis 2008 à l'abattoir de Ouagadougou, passant de 251 carcasses à 165 carcasses en 2011. A l'abattoir de Bobo-Dioulasso par contre, les ventes moyennes journalières de carcasses de cette espèce ont varié en dents de scie passant de 225 carcasses par jour en 2008 à 243 en 2011.

Source statistique : - Direction générale de la prévision, des statistiques et de l'économie de l'élevage /Ministère des ressources animales et halieutiques

- Abattoir frigorifique de Ouagadougou

Tableau 7.19 : Evolution des abattages contrôlés par espèces (en carcasses)

	Valeur en 2011	Variation 2011/ 2010 (%)	Variation 2011/ 2007 (%)
Asins	15 321	-1,8	26,2
Bovins	226 111	0,3	21,5
Camelins	381	2,7	72,4
Canins	4 947	9,0	12,5
Caprins	971 093	4,9	17,3
Equins	196	16,0	-23,7
Ovins	319 520	6,7	4,1
Porcins	201 415	0,6	18,5

Graphique 7.30 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Ouagadougou (en carcasses)**Graphique 7.31 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Bobo-Dioulasso (en carcasses)**

8. L'ARTISANAT

8.1 Les entreprises artisanales enregistrées à la CCI-BF

Points saillants :

- 🚩 Forte croissance en 2012 des entreprises artisanales (+17,4%).
- 🚩 91.2% des entreprises artisanales enregistrées sont constituées en entreprises individuelles.
- 🚩 Les entreprises artisanales sont concentrées à Ouagadougou avec 77,4% des entreprises en 2012.

Commentaires généraux :

Le nombre d'entreprises artisanales a augmenté de 17,4% passant de 2 749 entreprises en 2011 à 3 226 en 2012. En 2003, il y avait 5 fois moins d'entreprises artisanales.

La tendance de l'évolution du nombre d'entreprises artisanales enregistrées du Burkina Faso est linéairement croissante sur la période de 2003 à 2012.

Concernant le statut des entreprises artisanales, les entreprises individuelles sont les plus répandues en 2012 et représentent 91.2% du nombre total d'entreprises artisanales enregistrées ; elles sont suivies des sociétés à responsabilité limitée (SARL), 8%. Les sociétés à responsabilité limitée ont vu leur nombre s'accroître entre 2011 et 2012 de 34,9%.

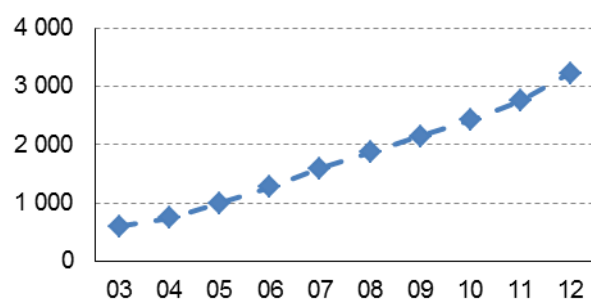
En termes d'enregistrement, 77.4% de ces entreprises ont été enregistrées à Ouagadougou en 2012, 8.2% à Bobo-Dioulasso et 14.4% dans les autres localités.

Source statistique : Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso

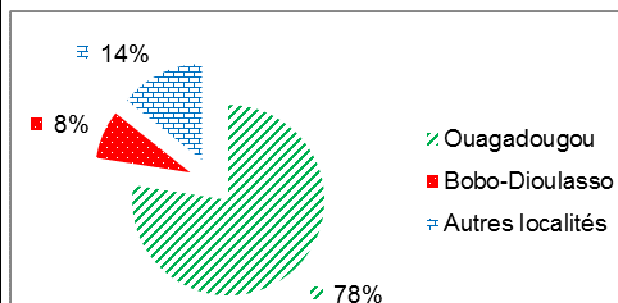
Tableau 8.1 : Nombre d'entreprises artisanales par statut juridique

	Effectif en 2012	Variation 2012 / 2003 (%)	Variation 2012 / 2011 (%)
Entreprise individuelle	2 943	417,2	16,1
Groupement d'intérêt économique	3	-	0,0
Société anonyme	15	150,0	7,1
Société à responsabilité limitée	263	952,0	34,9
Société coopérative	1	0,0	0,0
Société en nom collectif	1	0,0	0,0
Ensemble	3 226	435,9	17,4

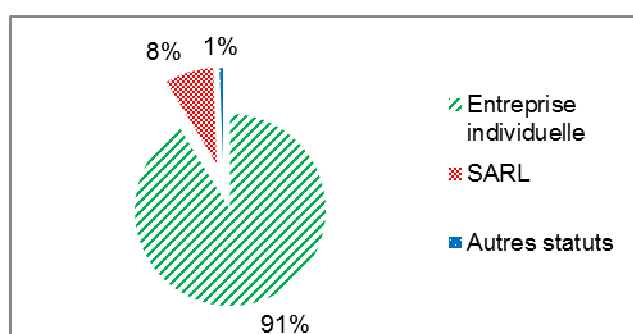
Graphique 8.1 : Evolution du nombre d'entreprises artisanales du Burkina Faso



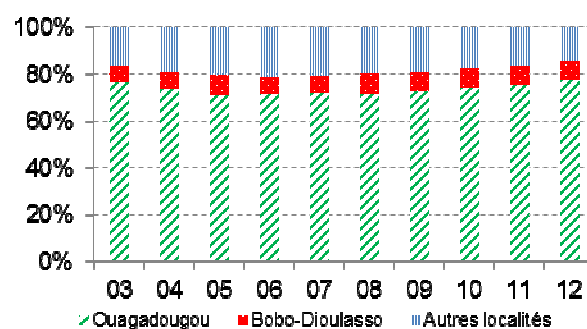
Graphique 8.2 : Répartition des entreprises artisanales du Burkina Faso en 2012 (%)



Graphique 8.3 : Répartition des entreprises artisanales selon le statut juridique en 2012 (%)



Graphique 8.4 : Répartition des entreprises artisanales du Burkina Faso en 2012 (%)



8. L'ARTISANAT

8.2 Le Salon international de l'artisanat de Ouagadougou

Points saillants

- 🚩 39,2% des stands du SIAO ont été occupés par des artisans burkinabè en 2012.
- 🚩 Les artisans exerçant dans la confection/habillement ont été les plus représentés au SIAO 2012.

Commentaires généraux :

Lors du SIAO 2012, 39,2% des stands ont été occupés par des artisans du Burkina Faso (221 stands), 11% par le Mali (64 stands), 10% par la Côte d'Ivoire (54 stands), 7% par le Bénin (40 stands) et 6% par le Togo (32 stands). On remarque que ce sont les pays voisins du Burkina Faso qui participent le plus à travers l'occupation de stands.

Sur un total de 306 acheteurs et de visiteurs professionnels au cours de l'édition du SIAO 2012, l'Europe a été le plus représentée avec 64% des acheteurs et visiteurs professionnels, suivie de l'Amérique avec 22%, de l'Afrique avec 8% et de l'Asie avec 6%.

Les artisans évoluant dans la confection/habillement ont occupé le plus de stands (155 stands) suivis de ceux évoluant dans l'alimentaire (79 stands).

L'édition 2012 du SIAO a aussi connu la participation de 307 440 visiteurs venant du grand public, 32 pays participants et 500 journalistes.

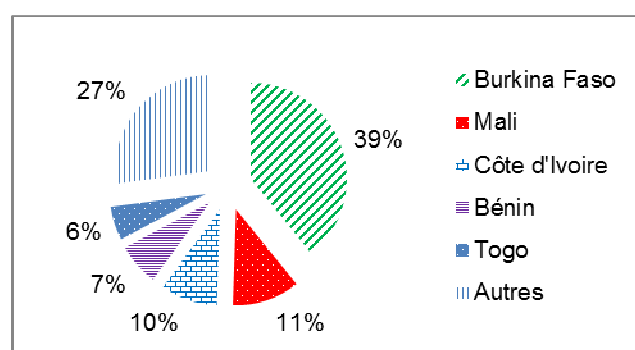
Le **SIAO** est la plus grande manifestation artisanale du continent africain. Il réunit des artistes et artisans, des visiteurs professionnels, collectionneurs ou exportateurs d'objets d'art et des milliers de touristes (Site web du SIAO : www.siao.bf, 24/09/2014)

Source statistique : Salon international de l'artisanat de Ouagadougou

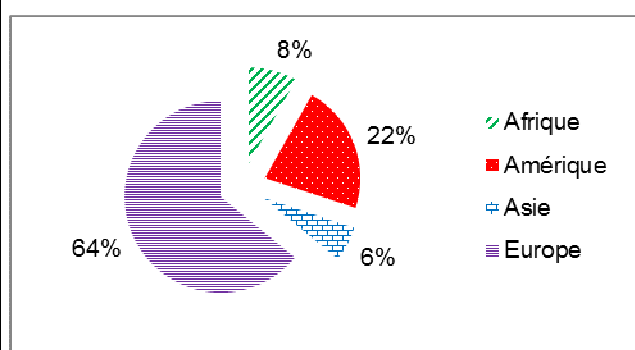
Tableau 8.2 : Principaux indicateurs du SIAO en 2012

	Valeurs en 2012
Nombre de pays participants	32
Nombre d'exposants	3 384
Nombre de visiteurs et acheteurs professionnels	306
Nombre de journalistes	500
Nombre de visiteurs grand public	307 440
Nombre de stands occupés	564

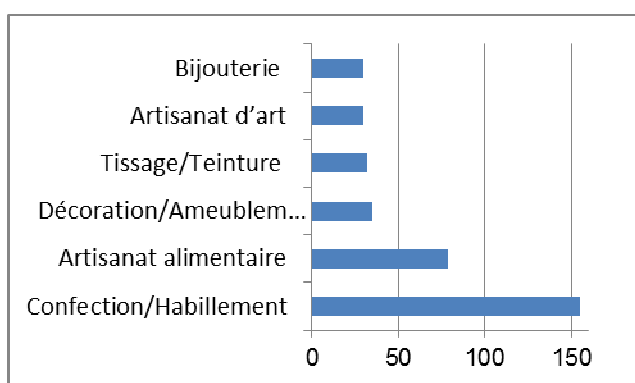
Graphique 8.5 : Répartition des stands occupés par pays pendant le SIAO en 2012 (%)



Graphique 8.6 : Répartition des acheteurs et des visiteurs professionnels par continent au SIAO en 2012 (%)



Graphique 8.7 : Nombre de stands occupés par métier pendant le SIAO



8. L'ARTISANAT

8.3 Le Village artisanal de Ouagadougou

Points saillants :

- ✚ Le nombre d'ateliers au Village artisanal de Ouagadougou a augmenté considérablement en 2012.
- ✚ Les ventes totales ont augmenté en 2012 (+ 59,3%) après une baisse en 2011.

Commentaires généraux :

Le montant des ventes de produits du VAO a augmenté de 59,3% entre 2011 et 2012 avec un niveau passant de 297,0 millions de FCFA à 473,1 millions de FCFA. Elles sont cependant inférieures de 20% à celles de 2007.

En termes de disponibilité des ateliers, on dénombre un effectif total de 84 ateliers en 2012, soit une augmentation de 15,1% comparativement à 2011 et de 18,3% comparativement à 2003. En effet, 11 ateliers supplémentaires ont été créés entre 2011 et 2012.

Les ventes totales au Village artisanal de Ouagadougou (VAO) ont baissé de 2007 à 2011, passant de 592,0 millions de FCFA à 297,0 millions de FCFA. Une reprise a été constatée en 2012. Cette reprise peut être imputée à l'augmentation du nombre d'ateliers au sein du VAO.

Les recettes en 2012 du VAO sont réparties entre les ateliers (guichet) à hauteur de 68%, les salles d'exposition (22%) et les commandes de produits (10%).

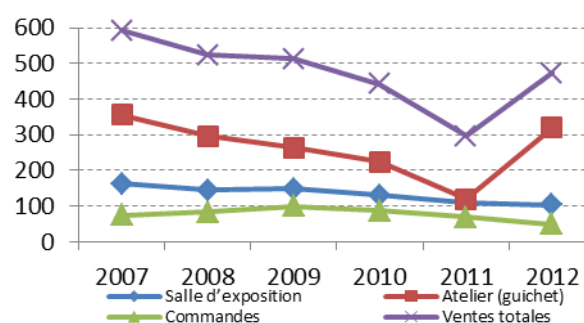
Le Village artisanal de Ouagadougou, dernier né des espaces de création, de production et de vente, est une structure moderne qui représente et commercialise de façon permanente l'artisanat burkinabé.

Source statistique : Le Village artisanal de Ouagadougou

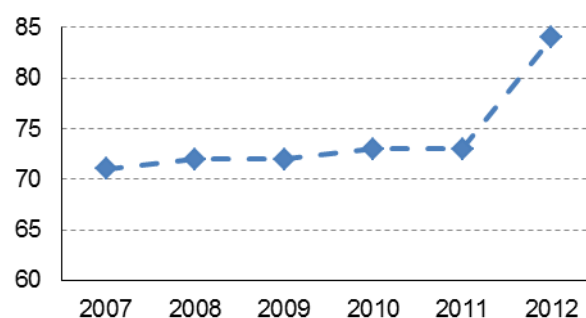
Tableau 8.3 : Ventes des produits et nombre d'ateliers du village artisanal de Ouagadougou

	Valeurs en 2012	Variation 2012 / 2011 (%)	Variation 2012 / 2007 (%)
Ventes des produits (en millions FCFA)	473,1	59,3	-20,1
Nombre d'ateliers	84	15,1	18,3

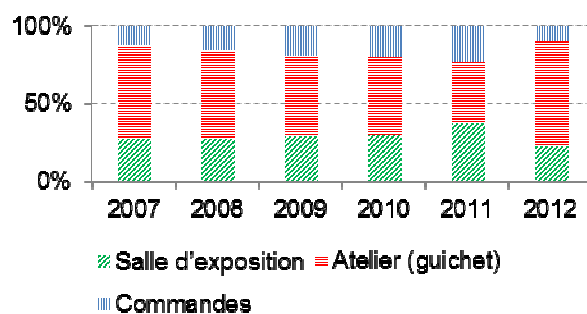
Graphique 8.8 : Evolution des ventes des produits artisanaux du village artisanal de Ouagadougou (millions FCFA)



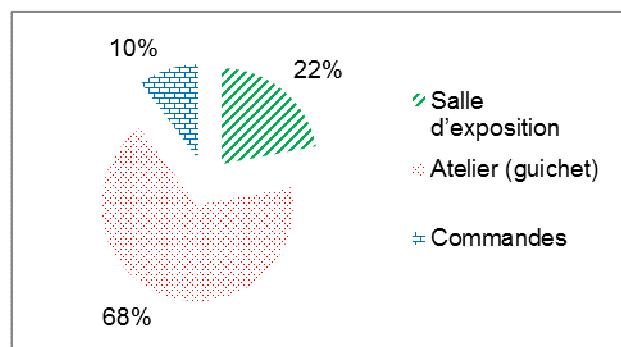
Graphique 8.9 : Evolution du nombre d'ateliers du village artisanal de Ouagadougou



Graphique 8.10 : Répartition des ventes des produits artisanaux du village artisanal de Ouagadougou (%)



Graphique 8.11 : Répartition des ventes des produits artisanaux du village artisanal de Ouagadougou en 2012 (%)



Annexes

Glossaire des termes utilisés

Balance commerciale :

Compte qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour établir la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire ; si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou que sa balance commerciale est déficitaire.

Chiffre d'affaires :

Montant total des ventes réalisées au cours d'une période donnée (jour, mois, trimestre, semestre, année, etc.).

Entreprise individuelle :

Entreprise non financière qui n'a pas la forme juridique de société. Elle appartient généralement à un individu ou à une famille et ne possède pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique de son exploitant.

Entreprise :

Unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

Une entreprise peut avoir plusieurs établissements.

Etablissement public à caractère administratif (EPA) :

Personne morale de droit public disposant d'une certaine autonomie administrative et financière afin de remplir une mission d'intérêt général autre qu'industrielle et commerciale, précisément définie, sous le contrôle de l'État ou d'une collectivité territoriale.

Etablissement public :

Personne morale de droit public financée par des fonds publics et qui doit remplir une mission d'intérêt général. Ils se distinguent des entreprises publiques qui sont des personnes morales de droit privé à capitaux publics qui ne remplissent pas nécessairement une mission d'intérêt général.

Etablissement :

Entreprise ou partie d'entreprise située en un lieu unique et dans laquelle une seule activité de production (non auxiliaire) est exercée, ou dans laquelle la majeure partie de la valeur ajoutée provient de l'activité de production principale.

Indicateur du développement humain (IDH) :

Indicateur composite mesurant les résultats moyens obtenus au niveau de trois dimensions fondamentales du développement humain: une vie longue et en bonne santé, la connaissance et un niveau de vie décent.

Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) :

Mesure l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes. Il s'agit d'un indice de type Laspeyres calculé mensuellement. L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.

Indices harmonisés de la production industrielle (IPI) :

Instrument statistique qui mesure les variations des quantités produites dans l'industrie. Si l'on se réfère à la classification traditionnelle des activités économiques en trois secteurs, les IPI se rapportent au secteur dit secondaire : usines, chantiers, mines et carrières. Les produits suivis sont situés à tous les niveaux des processus de fabrication. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.

Investissements directs étrangers (IDE) :

Achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir "un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion". Ils peuvent prendre la forme d'une création d'entreprise, du rachat d'une entreprise existante, ou encore d'une simple prise de participation dans le capital d'une entreprise, à condition que cela permette d'obtenir un pouvoir de décision effectif dans la gestion.

Prix courants :

Prix tels qu'ils sont indiqués à une période donnée, ils sont alors dits en valeur nominale.

Produit intérieur brut (PIB) :

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
- le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
- le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Produit intérieur brut par tête :

Rapport entre le PIB et l'effectif de la population.

Société à responsabilité limitée (SARL) :

Société dont la responsabilité est limitée aux apports, et les parts détenues dans le capital ne sont pas librement cessibles. Il faut l'accord de tous les associés.

Société anonyme (SA) :

Société dont le capital est divisé en actions et qui est constituée entre des associés qui tirent les profits ou supportent les pertes à concurrence de leurs apports.

Société d'économie mixte (SEM) :

Société anonyme dont le capital est majoritairement détenu par l'État ou par des collectivités locales telles que la commune, la région, que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'établissements publics et pour partie par des partenaires économiques et financiers privés.

Société financière :

Société ou quasi-société dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) et/ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers).

Société non financière :

Société ou quasi-société dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services marchands non financiers.

Société :

Entité juridique, créée dans le but de produire des biens ou des services pour le marché, qui peut être une source de profit ou d'autres gains financiers pour son ou ses propriétaires. Elle est la propriété collective de ses actionnaires, qui ont le pouvoir de désigner les administrateurs responsables de sa direction générale.

Les sociétés exercent leurs activités sous de nombreuses formes juridiques dont les plus fréquentes sont : société, société par action, société de capitaux, société en commandite simple, société de personnes à responsabilité limitée, entreprises publiques, entreprises privées, etc.

Statut juridique d'une entreprise :

Nature légale qui confère à l'entreprise sa personnalité. Les statuts les plus couramment rencontrés sont :

- Entreprise individuelle : elle appartient généralement à un individu ou à une famille ;
- Société d'économie mixte (SEM) ;
- Association de personnes ;
- Société à responsabilité limitée (SARL) ;
- Société d'Etat ;
- Société anonyme (SA) ;
- Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) ;
- Groupement d'intérêt économique (GIE).

Taux d'accroissement naturel de la population :

Différence entre le taux brut de natalité et le taux brut de mortalité. Il mesure l'augmentation d'une population au cours d'une période donnée du fait uniquement des naissances et des décès.

Valeur ajoutée :

Différence entre la production et les consommations intermédiaires. Il s'agit du solde du compte de production.

La valeur ajoutée peut être évaluée nette de la consommation de capital fixe.

